



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

LES HOUTHISTES ET LA MER ROUGE

Dr Alexandre Lauret

Chercheur Afrique de l'Est à l'IRSEM



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Septembre 2024

ÉTUDE – n° 118



LES HOUTHISTES ET LA MER ROUGE

Dr Alexandre Lauret

Chercheur Afrique de l'Est à l'IRSEM

Pour citer cette étude

Alexandre Lauret, *Les houthistes et la mer Rouge*, Étude 118, IRSEM, septembre 2024.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-172594-2

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

117. *La marine turque – Un atout militaire pour l'OTAN ?*
Mayeul PAPPENS
116. *Les jeunes et la guerre - Représentations et dispositions à l'engagement*
Anne MUXEL
115. *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*
Carine PINA
114. *Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international*
Élie BARANETS
113. *Gendarmerie nationale et Guardia Civil – La coopération tous azimuts*
CNE Louis VAILHEN
112. *La guerre en Ukraine : un nouveau contexte stratégique pour la Turquie ?*
Sümbül KAYA (dir.)
111. *Le droit des conflits armés internationaux appliqué à l'espace extra-atmosphérique – Les défis posés par les satellites artificiels*
Jennifer LACHANCE
110. *L'établissement de normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique – De la Terre à la Lune, et au-delà*
Béatrice HAINAUT
109. *Les logiques du chaos – Révolution, guerre et transition politique au Soudan*
Clément DESHAYES

ÉQUIPE

Directeur par intérim

ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique

Julia GRIGNON

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2024 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Docteur en géographie humaine de l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Alexandre Lauret est chercheur associé au Laboratoire Dynamiques sociales et recompositions des espaces (LADYSS UMR 7533) et membre jeune chercheur de la Société des explorateurs français. Il rejoint l'IRSEM au poste de chercheur Afrique de l'Est en 2024.

Ses travaux de recherche portent sur les dynamiques des marges, des mouvements migratoires et des activités illicites dans la Corne de l'Afrique. Il a réalisé une ethnographie de l'exil des populations yéménites vivant au camp de réfugiés de Markazi à Djibouti (*La guerre et l'exil : Yémen 2015-2020*, Les Belles Lettres, 2023). Sa thèse de doctorat en géographie (codirection en anthropologie) analysait le développement du trafic de migrants entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique à partir également d'une ethnographie des passeurs djiboutiens. Elle a été lauréate du Prix d'encouragement à la recherche de l'Académie des sciences d'outre-mer et du Prix en relations internationales et sciences politiques du Groupe d'intérêt scientifique Moyen-Orient et Mondes musulmans en 2023.

Contact : alexandre.lauret@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	13
TABLE DES CARTES.....	14
INTRODUCTION.....	15
MÉTHODOLOGIE.....	23
I. LE RÊVE HOUTHISTE D'ACCÉDER À LA MER ROUGE.....	27
Le Yémen, de l'enclavement à l'ouverture forcée (XX ^e siècle).....	30
<i>Résister à la marche du monde (1^{re} moitié du XX^e siècle)</i>	30
<i>L'ouverture républicaine du Yémen du Nord : la guerre civile et les premières</i> <i>ingérences étrangères</i>	35
<i>Ali Abdallah Saleh ou l'ouverture forcée au néolibéralisme (1978-1990)</i>	38
<i>L'unification du Yémen ou la marginalisation du nord du pays (1990)</i>	41
Les houthistes, la révolution et la mer : revendications politiques au XXI ^e siècle....	45
<i>La naissance politique des houthistes (1990-2004)</i>	45
<i>Saleh contre les houthistes : les six guerres de Saada (2004-2011)</i>	47
<i>La révolution yéménite (2011-2012)</i>	53
<i>L'échec de la phase de transition : l'avancée des houthistes vers Sanaa (2012-2014)</i>	56
Se battre pour la mer : Midi, Aden et Hodeïda (2014-2024).....	61
<i>La conquête de la façade de la mer Rouge par les houthistes (2014-2015)</i>	62
<i>L'intervention de la coalition saoudo-émiratienne ou la guerre « contre l'envahisseur »</i> <i>(2015-2018)</i>	68
<i>L'enlèvement dans la guerre : l'échec de la bataille d'Hodeïda (2018-2022)</i>	76
<i>Quand l'Arabie saoudite négocie la paix avec les houthistes (2022-2023)</i>	80
II. LES HOUTHISTES, LE YÉMEN ET LA PALESTINE : LE RÉCIT D'UNE RÉSISTANCE À L'IMPÉRIALISME AMÉRICANO-SIONISTE.....	85
La fabrique héroïque des martyrs contre la figure de l'envahisseur.....	86
<i>Un ennemi extérieur bien commode</i>	86
<i>Défendre le Yémen, secourir la Palestine : la convergence des combats</i>	96
Gouverner par la terreur : la construction de l'unité nationale houthiste.....	102
<i>La vision houthiste de l'État yéménite</i>	102
<i>Un régime d'exception brutal justifié par la guerre</i>	106
<i>Une élite houthiste en quête de ressources économiques</i>	110
III. LES REBELLES GARDES-BARRIÈRES EN MER ROUGE OU LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PARIA.....	115
La défaite de l'Arabie saoudite et la question de la reconnaissance de l'État paria houthiste.....	117
<i>La défaite de la coalition saoudo-émiratienne : vers une nouvelle sécession du Yémen</i> <i>(2022) ?</i>	117

<i>Une défaite diplomatique : l'embrasement de la mer Rouge (2024)</i>	125
La mer Rouge, terrain de souveraineté des houthistes ou la géopolitique d'un État paria	129
<i>La mer Rouge, terrain de revendications politiques</i>	129
<i>Filtrer les navires : l'esquisse de la géopolitique houthiste</i>	133
Du garde-barrière au péagiste : quand le commerce mondial s'aligne avec les houthistes	138
CONCLUSION	
ANNEXE	
COURTE CHRONOLOGIE DU YÉMEN	151
BIBLIOGRAPHIE.....	153

RÉSUMÉ

À l'automne 2023, les rebelles houthistes au Yémen surprennent le monde entier en attaquant le sud d'Israël à l'aide de drones et de missiles. Quelques jours plus tard, ils réitèrent leurs frappes en ciblant, cette fois-ci, les navires marchands des armateurs occidentaux affiliés à Israël en mer Rouge. Ces frappes sont aussitôt revendiquées comme un soutien armé à la cause palestinienne et aux massacres de la bande de Gaza. Si les houthistes mènent un combat contre « l'alliance américano-sioniste » depuis le début du XXI^e siècle (la seconde Intifada et l'invasion de l'Irak en 2003), leurs attaques en mer Rouge leur permettent de renverser une multitude de rapports de force à différentes échelles géographiques : l'échelle nationale de la guerre civile yéménite commencée en 2014, l'échelle régionale de la guerre des houthistes contre la coalition arabe de 2015, enfin l'échelle mondiale du rapport entre l'isolement du Yémen et l'ouverture forcée à la mondialisation du pays depuis le début du XX^e siècle.

Comprendre ces renversements nécessite de nous intéresser à la façon dont les houthistes perçoivent la mer Rouge à travers leurs combats, leurs récits alternatifs à celui du pouvoir central et leurs revendications politiques depuis le début des années 1990. Pour les analyser, cette étude s'appuie sur des données empiriques collectées auprès de réfugiés yéménites installés à Djibouti depuis 2015 et de ceux ayant préféré rentrer au pays malgré la poursuite des combats et l'oppression exercée par les houthistes dans les territoires qu'ils contrôlent. Ces entretiens révèlent la prépondérance de la volonté d'accéder à la mer Rouge, comme espace de souveraineté et de légitimité, de ce groupe de rebelles originaires des régions isolées du nord du pays et devenu un État paria depuis le coup d'État militaire de septembre 2014.

Afin de répondre à cette hypothèse, cette étude s'intéresse à l'histoire contemporaine du Yémen pris dans des processus d'ouverture forcée par la mondialisation, par l'impérialisme saoudien et par les influences religieuses extérieures depuis le début du XX^e siècle. Les houthistes apparaissent comme un réservoir

d'exclus et de populations marginalisées par ces processus d'ouverture forcée et pour qui, accéder à la façade maritime représente une revanche historique et un territoire à conquérir et à défendre. Pour atteindre ce but, les houthistes déploient un récit de la résistance yéménite face aux influences étrangères néfastes, illustrées par l'intervention militaire saoudo-émiratienne, elle-même dictée par les États-Unis (É-U) et Israël, depuis les bombardements dans la bande de Gaza. Ce récit performatif permet surtout aux houthistes de mobiliser une population excédée par leurs pratiques autoritaires de gouvernance et de les fédérer autour de la cause palestinienne. Si les houthistes défendent réellement la cause palestinienne, leurs actions en mer Rouge leur offrent la possibilité d'acquiescer la reconnaissance internationale de leur légitimité sur le Yémen et l'obtention d'une rente économique grâce à la mise en place d'un barrage et d'un péage sur l'une des routes maritimes les plus empruntées. À terme, la quête de pouvoir effrénée des houthistes positionne la mer Rouge comme leur espace salutaire.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CDN : Conférence du dialogue national

CGP : Congrès général du peuple

EAU : Émirats arabes unis

É-U : États-Unis

FMI : Fonds monétaire international

MBS : Mohamed Ben Salman

ONU : Organisation des Nations unies

RAY : République arabe du Yémen (Yémen du Nord)

RDPY : République démocratique populaire du Yémen (Yémen du Sud)

RYR : Rassemblement yéménite pour la réforme

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

TABLE DES CARTES

[Carte 1](#) : La bataille de la mer Rouge (2023-2024)

[Carte 2](#) : Les provinces « perdues » du Yémen ou l'acte fondateur de l'impérialisme saoudien (1934)

[Carte 3](#) : Les réserves pétrolières yéménites (2017)

[Carte 4](#) : Les guerres de Saada (2004-2010)

[Carte 5](#) : La conquête du Yémen par les houthistes (2014-2015)

[Carte 6](#) : La façade maritime du Yémen en guerre

[Carte 7](#) : Le retour du clivage Nord-Sud ?

[Carte 8](#) : Le rêve devenu cauchemar de l'Arabie saoudite en mer Rouge

[Carte 9](#) : La multiplication des crises dans la Corne de l'Afrique

INTRODUCTION

Le 19 octobre 2023, les rebelles yéménites houthistes¹ créent la surprise en attaquant Israël, à la suite de la réponse de l'État hébreu aux attaques du Hamas du 7 octobre précédent. Un mois après, le 19 novembre, les houthistes abordent un navire marchand lié à Israël, le *Galaxy Leader*. Les rebelles filment leur abordage aérien grâce à des caméras embarquées : ils arrivent en hélicoptère, débarquent sur le pont du navire, s'encouragent par des cris de guerre haineux à l'encontre d'Israël et du peuple juif. En quelques minutes seulement, les houthistes prennent le contrôle du navire – sans affrontement – et le détournent avec son équipage vers Hodeïda, le principal port qu'ils contrôlent. Depuis, les rebelles houthistes ont attaqué à l'aide de missiles (antinavires ou balistiques) et de drones plus d'une centaine de navires marchands et militaires sans véritablement atteindre leurs cibles. Toutefois, le 18 février 2024, ils lancent deux missiles contre un autre navire marchand, le MV *Rubymar*. Touché à la salle des machines, le bâtiment, transportant plus de 22 000 tonnes d'engrais à base de sulfate et de phosphate d'ammonium, commence à chavirer. Si le personnel à bord est évacué vers Djibouti, l'épave dérive lentement vers les côtes yéménites en déversant 200 tonnes de fuel et 80 tonnes de diesel tout le long du littoral². Après avoir formé une marée noire de plus de 40 kilomètres, le navire finit par couler au large de la cité portuaire de Mocha, empêchant un remorquage.

La victoire des houthistes sur ce navire marchand provoque une catastrophe environnementale régionale fragilisant l'écosystème de la mer Rouge. Bien que l'épave n'ait pas encore déversé ses 22 000 tonnes d'engrais, la marée noire qui ne cesse

1. En nous appuyant sur la distinction faite par Laurent Bonnefoy, nous avons choisi ici d'employer le terme « houthiste » pour désigner le groupe de combattants (rebelles, partisans, etc.), nommé parfois Ansar Allah (les partisans de Dieu) depuis 2015, et de réserver le mot « Houthi » pour désigner la famille et le clan historique (al-Houthi) ayant donné leur nom à l'insurrection.

2. Adeline Descamps, « [Rubymar : place aux polémiques et aux inquiétudes face à la pollution](#) », *Le Journal de la marine marchande*, 6 mars 2024.

de s'agrandir représente un danger pour le demi-million de Yéménites vivant de la pêche et, plus généralement, pour les 7 millions de personnes habitant la plaine côtière de la Tihama³. Dès le mois de mars 2024, les conséquences se font sentir sur les pêcheurs yéménites de certaines cités du littoral comme Mocha ou Dhubab⁴. La pollution marine et la peur d'aller pêcher entraînent la diminution des captures halieutiques et donc des moyens de subsistance et des activités économiques des populations du littoral. Cette crise environnementale renforce la vulnérabilité de populations déjà meurtries par dix années d'une guerre civile ayant fait près de 400 000 morts et plus de 21 millions de personnes nécessitant une assistance d'urgence (épidémie de choléra, malnutrition, famine, insuffisance des soins, etc.)⁵.

Loin de ces préoccupations humaines et environnementales, les houthistes poursuivent leur combat en mer Rouge sans se soucier des conséquences. Début mars, un de leurs missiles finit par tuer trois marins du navire *True Confidence*. Quelques jours plus tard, plusieurs câbles sous-marins en mer Rouge, par lesquels transitent près de 20 % des connexions internet dans le monde, sont endommagés. Des versions divergentes de cet événement circulent. Certains articles de presse affirment que, tout en dérivant, l'ancre du *Rubymar* aurait raclé les fonds marins et détruit les câbles⁶. D'autres versions locales évoquent, quant à elles,

3. La plaine côtière de la mer Rouge est divisée en deux régions fédérales yéménites, la Tihama (4,6 millions d'habitants) et celle de Taïz (2,5 millions d'habitants). Le chiffre de 7 millions obtenu doit pourtant être nuancé : les deux régions yéménites couvrent des espaces autant côtiers que montagneux et l'impact de la guerre civile rend difficile l'actualisation des données démographiques.

4. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec certains anciens réfugiés yéménites de Djibouti rentrés à Dhubab (une localité située à une cinquantaine de kilomètres au sud de la ville de Mocha), mars 2024.

5. Bureau de la Coordination des affaires humanitaires des Nations unies, [Yemen. Situation report](#) (last updated : 18 janvier 2024).

6. « [Mer Rouge : les Houthis sont impliqués dans la destruction de câbles sous-marins, selon Washington](#) », *La Tribune*, 7 mars 2024.

l'ingéniosité des houthistes⁷. Ces derniers, ne disposant pas des armes et des équipements nécessaires pour sectionner les câbles, auraient sciemment tiré sur la chaîne de l'ancre du navire afin de la faire couler, la transformant ainsi en une lame capable de trancher les câbles sous-marins. Le récit est astucieux, il montre comment le narratif houthiste justifie leurs actions et valorise la ruse et la débrouillardise déployées dans un contexte d'insuffisance technique ou militaire. Derrière ces récits, se profile surtout la figure ambivalente des houthistes : certains y voient des pirates et des agresseurs d'un nouveau genre quand d'autres les qualifient de stratèges et de héros populaires d'une Palestine abandonnée de tous⁸, à commencer par les pays arabes.

Les conséquences des interférences houthistes en mer Rouge ne se sont pas fait attendre sur cette route maritime où transitent près de 15 % du commerce maritime mondial et plus de 40 % du transport maritime par conteneurs. Dès les premières frappes des rebelles, les grandes compagnies occidentales de transport maritime (Maersk, CMA CGM, MSC, Hapag-Lloyd, etc.) déroutent la plupart de leurs navires de la mer Rouge jugée trop dangereuse, malgré la présence de navires militaires occidentaux assurant tant bien que mal la protection du passage. Le détour par le cap de Bonne-Espérance au sud de l'Afrique entraîne simultanément l'augmentation des prix du transport maritime et du baril de pétrole⁹ tandis que le cours de la Bourse des armateurs bondit de plus de 20 %¹⁰. Face à l'envolée des prix et pour restaurer la sécurité du passage en mer Rouge, une coalition menée par les États-Unis et le Royaume-Uni lance l'opération militaire *Gardien de la*

7. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec certains anciens réfugiés yéménites de Djibouti rentrés à Dhubab évoquant les rumeurs entendues à propos de cet événement, mars 2024.

8. Clara Hidalgo, « ["Timhouthi Chalamet", l'influenceur yéménite "avide de martyre" et défenseur d'une "Palestine libre"](#) », *Le Figaro*, 18 janvier 2024.

9. Adeline Descamps, « [Mer Rouge : les choix équivoques de la CMA CGM](#) », *Le Journal de la marine marchande*, 22 janvier 2024.

10. Marjorie Enclôt, « [Attaques en mer Rouge : l'armateur Maersk gagne près de 20 % en Bourse en trois séances](#) », *Les Échos*, 18 décembre 2023.

prospérité¹¹. Le 12 janvier 2024, la coalition frappe une quinzaine de sites militaires houthistes au Yémen (voir Carte 1 : La bataille de la mer Rouge 2023-2024). Au mois de février 2024, l'Union européenne lance à son tour sa mission de protection du trafic maritime en mer Rouge, *Aspide*, sous commandement grec¹², à laquelle la France participe¹³.

La prédominance des pays occidentaux au sein des deux coalitions, les États-Unis et la France en tête, conforte les houthistes dans leurs prises de parole politiques anti-occidentales. Leur slogan – « Dieu est le plus grand. Mort à l'Amérique. Mort à Israël. Malédiction sur les Juifs. Victoire à l'islam¹⁴ » – n'a pas échappé aux journalistes et aux analystes occidentaux qui ont commenté la vidéo de l'abordage aérien du *Galaxy Leader*. Afin de confirmer leur slogan, l'un des porte-parole des houthistes, Mohammed al-Bukhaiti, précise que leurs frappes ne visent que les navires affiliés à Israël en laissant planer le doute sur ceux de l'Occident tout en assurant un passage sécurisé aux navires des autres puissances, principalement la Chine et la Russie¹⁵. Présentée initialement comme un argument coercitif visant à mettre fin à la situation tragique dans la bande de Gaza, cette différence de traitement géopolitique a pourtant d'ores et déjà influencé les représentations mondiales à propos des houthistes. Elle les a extraits de leur contexte national, celui de la guerre civile du Yémen, pour leur donner une résonance mondiale au travers de brèves journalistiques et d'analyses qui omettent bien souvent de présenter le

11. La coalition menée par les États-Unis et le Royaume-Uni comprend une dizaine de pays parmi lesquels Bahreïn, le Canada, le Danemark, la Grèce, la Norvège, les Pays-Bas, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Finlande, le Sri Lanka ainsi que les Seychelles. Début mars, elle a provoqué la mort d'une quinzaine de rebelles houthistes en mer.

12. Cette coalition européenne comprend les marines nationales de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique et de la Grèce.

13. « [Mer Rouge : la marine française détruit deux drones provenant du Yémen](#) », *Le Figaro*, 20 février 2024.

14. Julie Connan, « [Guerre Israël-Hamas : les rebelles yéménites houthistes s'en mêlent](#) », *La Croix*, 20 novembre 2023.

15. « [Tensions en mer Rouge : les Houthis garantissent "un passage sécurisé" aux bateaux russes et chinois](#) », *La Tribune*, 19 janvier 2024.

contexte yéménite pour mettre en avant leur affrontement contre l'Occident. De simples protagonistes d'un conflit oublié¹⁶, les houthistes deviendraient une menace internationale et leur ralliement à l'axe de la résistance iranien au printemps 2024 viendrait confirmer cette idée.

Carte 1
La bataille de la mer Rouge (2023-2024)



16. Helen Lackner, « [Les Houthistes du Yémen sous les feux de la rampe](#) », *Orient XXI*, 10 janvier 2024.

Cette étude vient en contrepoint de ces analyses. Elle souhaite montrer que l'intervention des houthistes en mer Rouge dépend avant tout de leur agenda politique interne au Yémen et de leur quête d'hégémonie – pour ne pas dire de légitimité politique – dans le contexte de la guerre civile. Cette étude analyse ainsi le rapport qui existe entre les rebelles houthistes et la mer Rouge à travers leur histoire, leurs récits, leurs discours et leurs actions autour de leurs revendications politiques nationales depuis le XX^e siècle. En effet, les revendications houthistes concernant un accès à la mer Rouge ne sont pas nouvelles ; elles peuvent être perçues comme l'une des causes premières du conflit civil au Yémen¹⁷. Notre hypothèse est donc que l'objectif des attaques en mer Rouge n'est pas tant de soutenir la Palestine – le soutien étant autant instrumentalisé que réel – que d'assurer une légitimité politique à l'échelle locale, nationale et internationale à ces rebelles devenus les autorités d'un État paria.

Afin de comprendre l'importance et le rôle de la mer Rouge dans la construction politique des houthistes, cette étude expose dans une première partie le contexte historique particulier du Yémen tout au long du siècle dernier. Particulier, car l'histoire du pays s'inscrit dans une alternance de périodes de fermeture et d'ouverture forcée à la mondialisation par sa position géographique et maritime au carrefour de routes commerciales. Au terme de cette première partie, la guerre civile du Yémen apparaît comme l'une des conséquences de ce rapport à la mondialisation. Les actions récentes des houthistes en mer Rouge permettent de s'intéresser, dans une deuxième partie, au narratif du martyr que leurs porte-parole convoquent en permanence faisant la liaison entre la famille « héroïque » Al-Houthi, le destin tragique du Yémen victime de la mondialisation et la situation tragique à Gaza. Ce parallélisme des récits du martyr révèle la façon dont les houthistes construisent leur propre récit de domination. En effet, s'ils étaient délégitimés sur la scène politique intérieure malgré leurs victoires militaires, leur soutien à la

17. Ali Al-Muqri, « Yémen, le pouvoir ou la mort », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 13-28.

Palestine leur donne un nouvel essor populaire et politique dont ils tirent l'esquisse d'un nouvel État yéménite fondé sur le potentiel de nuisance en mer Rouge. La troisième partie montre enfin comment la mer Rouge devient pour les houthistes un espace de souveraineté à partir duquel ils négocient leur rapport au monde en poursuivant deux objectifs : la reconnaissance internationale et une rente économique.

MÉTHODOLOGIE

Cette étude présente une analyse parmi d'autres de la rébellion houthiste et de la guerre civile qui ravage le Yémen depuis une décennie. D'emblée, il convient de rappeler la difficulté d'obtenir des données empiriques à la suite de la fermeture du terrain – un terrain sous un régime autoritaire et en guerre depuis le milieu des années 2010. À cette première difficulté s'ajoute l'opacité des méthodes de gouvernance des houthistes sur les territoires qu'ils contrôlent. Les informations nous parviennent au compte-goutte et proviennent le plus souvent des organes médiatiques du pouvoir houthiste. Elles s'apparentent de fait à de la propagande politique tant il s'avère difficile de dissocier les productions médiatiques des houthistes du contexte dans lequel elles sont produites, la guerre où la désinformation demeure cruciale. Cette désinformation donne cependant à observer une partie du narratif houthiste à l'aune des enjeux de la guerre, de leurs revendications politiques et de leur vision géopolitique des événements.

Afin de pallier l'impossibilité de se rendre au Yémen, cette étude s'appuie sur des données empiriques collectées auprès de réfugiés et de travailleurs yéménites présents à Djibouti depuis 2015. Ces données ont été obtenues par des entretiens réalisés à Djibouti et au camp de réfugiés Markazi d'Obock (nord de Djibouti) entre 2018 et 2022¹. Plus de 250 personnes ont été interrogées sur leur parcours de vie, leur exil et la situation politique au Yémen au cours des dernières années. Trois catégories d'acteurs ont été interrogés : 1) les réfugiés ayant quitté définitivement le Yémen mais qui disposent encore de contacts sur place ; 2) les travailleurs yéménites urbains effectuant des allers-retours au Yémen pour des vacances ou d'autres événements ; ils viennent majoritairement du sud-ouest du Yémen et de la région de Taïz ; 3) les Yéménites un temps réfugiés à Djibouti avant de rentrer au pays pour diverses raisons – le plus souvent une accalmie ou

1. Une centaine de ces entretiens ont été publiés dans l'ouvrage : Alexandre Lauret, *La guerre et l'exil : Yémen 2015-2020*, Paris, Les Belles Lettres, 2023.

des échecs d'intégration à Djibouti. Certains « retournés » ont été contactés par des messageries telles que WhatsApp dans l'optique de réaliser des entretiens sur l'évolution de la situation au Yémen depuis les attaques houthistes en mer Rouge.

Cette étude mobilise enfin les résultats d'une recherche académique portant sur les dynamiques spatiales d'ouverture et de fermeture à la mondialisation du Yémen au cours de son histoire récente (XX-XXI^e siècles). Cette recherche s'intéresse aux processus politiques et économiques par lesquels les sociétés du Yémen du Nord (l'imamat zaydite, puis la République arabe du Yémen) avaient été contraintes de s'ouvrir à la mondialisation au XX^e siècle et les conséquences de cette ouverture au XXI^e siècle. Une telle lecture positionne d'emblée les houthistes tantôt comme les vaincus de l'histoire mondialisée du Yémen jouissant d'une légitimité populaire à combattre, tantôt comme les héros populaires d'une « aventure » politique et militaire qui les aurait conduits, en deux décennies, des montagnes isolées du nord du pays au récent affrontement avec les États-Unis.

Cette lecture du mouvement houthiste leur donne la part belle de l'histoire. C'est sans compter leurs méthodes de gouvernance sur les populations habitant les territoires qu'ils contrôlent. À des méthodes brutales et autoritaires, s'ajoute un régime d'exception violent, lié à la guerre et à la nécessité de toujours disposer d'un réservoir de soldats parmi la jeunesse yéménite². Si la guerre est pointée du doigt par les responsables houthistes pour justifier leurs pratiques, la longévité du conflit en souligne le caractère structurel plutôt que conjoncturel. L'ambiguïté de ces rapports – entre le vaincu de l'histoire qui devient un héros populaire à l'échelle internationale et une pratique violente de la gouvernance à l'échelle locale – trouve un écho singulier dans une comparaison effectuée par un militaire français : « Les Houthis, c'est un peu David contre Goliath, si David avait été méchant³. »

2. « [Yémen. Les forces houthies recrutent des enfants soldats pour combattre en première ligne](#) », Amnesty International, 28 février 2017.

3. Entretien effectué avec un officier français ayant travaillé au Yémen, École militaire (Paris), avril 2024.

Aussi simple que puisse paraître cette image, elle traduit bien le ressenti paradoxal à l'égard des houthistes et ouvre cette étude à une réflexion plus large sur les ambiguïtés des récits alternatifs, sur les processus révolutionnaires et sur leurs conséquences morales et éthiques.

I. LE RÊVE HOUTHISTE D'ACCÉDER À LA MER ROUGE

En septembre 2014, les rebelles houthistes s'emparent de la capitale, Sanaa, sous les acclamations de leurs partisans, des classes sociales les plus pauvres et d'anciens socialistes ou révolutionnaires du Printemps arabe qui appelaient à plus de justice et moins de corruption au sein du régime yéménite. Les Sananéens de certains quartiers populaires avaient préparé le terrain à l'entrée des rebelles en ville. Ils avaient collé des affiches aux slogans houthistes sur les murs de quelques faubourgs, avaient manifesté leur soutien dans les rues ou sur les réseaux sociaux, certains avaient même facilité la progression des rebelles dans les artères de la capitale en leur indiquant le chemin¹.

Les houthistes progressent de quartier en quartier et prennent le contrôle de la capitale en moins d'une semaine sans rencontrer la moindre résistance de l'armée yéménite et sans faire couler le sang des civils² – il faut préciser que cette avancée sans heurts a été facilitée par le retrait de la garde républicaine restée fidèle à l'ancien président Ali Abdallah Saleh, chassé du pouvoir en 2012. S'ensuit une période étrange de flottement politique où les rebelles cohabitent avec le gouvernement yéménite avant que les houthistes ne se décident à prendre le contrôle du palais présidentiel en janvier 2015. Le gouvernement s'exile d'abord dans la cité portuaire d'Aden au sud du pays, puis en Arabie saoudite au printemps 2015. En quelques semaines, les houthistes conquièrent près de 25 % du territoire national sur lequel vivent plus de 70 % des 30 millions de Yéménites. Leur avancée territoriale est stoppée au mois de mars 2015 devant les portes d'Aden par l'entrée en guerre de la coalition arabe

1. Entretien avec un réfugié yéménite, Djibouti, 2022. Cette version de la prise de la capitale Sanaa peut facilement être contredite par le texte de Jamal Jubran, « Journal de la tristesse houthiste », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre, op. cit.*, p. 51-58.

2. Il semblerait toutefois que des affrontements eurent lieu entre les partisans houthistes et des miliciens salafistes.

menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU). La bataille d'Aden dure jusqu'à l'été 2015 s'achevant par la première défaite houthiste. Si les rebelles doivent se retirer militairement du détroit de Bab el-Mandeb, les lignes de front se sont depuis stabilisées autour d'un territoire houthiste rappelant l'ancien tracé frontalier du Yémen du Nord.

Établir les origines de la guerre civile du Yémen semble complexe tant les causes internes et externes s'entremêlent depuis plusieurs décennies favorisant parfois des raccourcis et des analyses simplifiées. Ont ainsi été avancées plusieurs explications : 1) la différence religieuse entre les rebelles houthistes de confession chiite zaydite et les populations sunnites du sud du Yémen³ ; 2) la division historique entre le Yémen du Nord aux mentalités plus traditionnelles et le Yémen du Sud plus ouvert sur le monde ; 3) les différences de mentalité entre les populations urbaines et rurales ou bédouines (plaine littorale, régions rurales montagneuses)⁴ ; 4) la difficile succession politique au sein du régime yéménite après la démission d'Ali Abdallah Saleh en 2012 ; 5) le ressentiment général de l'ancien Yémen du Sud à l'égard du Yémen du Nord en matière d'accaparement du pouvoir et de privatisation des ressources depuis l'unification ; ou encore 6) les ingérences étrangères faisant du Yémen le terrain d'une guerre par proxy entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Si ces différentes explications permettent d'appréhender certaines causes, peu d'entre elles questionnent finalement le rôle et l'importance de la mer Rouge dans la montée des tensions civiles et régionales du développement de la guerre.

La première partie retrace l'histoire du Yémen depuis le début du XX^e siècle à partir de son lien ambigu à la mer Rouge. Cette histoire contemporaine semble à cet égard paradoxale : le pays

3. La différence confessionnelle est peu évoquée par les experts et les chercheurs ayant une connaissance approfondie du pays tant le zaydisme pratiqué au Yémen semble proche de l'école chafite sunnite. Cet argument a surtout été utilisé au début du conflit dans différents journaux et médias pour expliquer de manière simpliste les différents protagonistes du conflit.

4. Alexandre Lauret, *La guerre et l'exil*, op. cit.

dispose d'une situation géographique idéale, bordée par une façade maritime de plus de 2 000 kilomètres entre la mer Rouge et le golfe d'Aden, propice à l'ouverture. Le Yémen est pourtant faiblement intégré à la mondialisation et demeure le pays le plus pauvre de la péninsule Arabique. Son histoire est davantage tournée vers l'enclavement de ses montagnes, l'isolement et la fermeture d'une partie de la société⁵. Peut-être faut-il y voir un traumatisme de longue date où la mer représente un espace par lequel sont venus les ennemis par le passé.

De cet écart entre enclavement et ouverture forcée naît une « politique de la canonnière » qui, au cours du XX^e siècle, déstabilise profondément l'économie locale et les modes de vie des populations yéménites⁶. Les houthistes semblent apparaître comme une conséquence de cette politique de la canonnière⁷. Comprendre l'histoire des houthistes par rapport à la mer Rouge impose de la diviser en trois temps : 1) l'histoire du Yémen au XX^e siècle, de la fermeture à l'ouverture néolibérale ; 2) le développement des houthistes à partir des années 1990 et leurs revendications politiques et territoriales afin d'accéder à la mer Rouge ; 3) la guerre civile à partir de 2014 au prisme de la conquête de la façade maritime.

5. Ce rapport particulier entre ouverture forcée et fermeture trouve un certain écho dans la thèse défendue par l'historien Isa Blumi, dans son ouvrage *Destroying Yémen: What Chaos in Arabia Tells Us About the World*, Berkeley, University of California Press, 2018.

6. Isa Blumi va plus loin dans son raisonnement en nuancant le qualificatif de « guerre civile » à propos du Yémen. Selon lui, qualifier les événements au Yémen de guerre civile permettrait de rejeter la responsabilité de la catastrophe humanitaire sur les Yéménites eux-mêmes, préservant ainsi la responsabilité des nombreux acteurs extérieurs tels que l'Arabie saoudite, l'Iran, les Émirats arabes unis ainsi que les organisations internationales comme l'ONU et leurs actions (Isa Blumi, *Destroying Yémen*, op. cit. p. 5).

7. Glen Warren Bowersock, *Le trône d'Adoulis : les guerres de la mer Rouge à la veille de l'islam*, Paris, Albin Michel, 2014.

LE YÉMEN, DE L'ENCLAVEMENT À L'OUVERTURE FORCÉE (XX^e SIÈCLE)

Résister à la marche du monde (1^{re} moitié du XX^e siècle)

La longue histoire du Yémen flirte en permanence avec les mythes originels d'une Arabie jadis heureuse et la réalité de la fermeture politique et géographique du Yémen du Nord. Cette vision a façonné l'image d'un pays plein de richesses et de mystères inaccessibles et échappant aux évolutions du monde moderne.

Pendant près d'un millénaire, du IX^e siècle aux années 1960, les hautes terres du Yémen sont gouvernées par une succession d'imamats zaydites, des monarchies de droit divin fondées sur la légitimité des dynasties hachémites descendantes du prophète. Ces imamats règnent principalement sur les populations des hautes terres, les plaines littorales étant sujettes à de nombreuses invasions ou occupations étrangères (romaine, aksoumite aux IV^e et V^e siècles, iranienne au VI^e siècle, mamelouk, portugaise et ottomane à partir du XV^e siècle). Si le royaume de l'imamat est théoriquement rattaché à l'Empire ottoman sur les cartes géographiques à partir du XIX^e siècle, sa situation périphérique par rapport à la capitale, Istanbul, et son isolement au cœur des montagnes le rendent *de facto* indépendant. L'Empire étant sur le déclin, l'imamat zaydite demeure indépendant pendant la période coloniale, ce qui n'est pas le cas des plaines littorales. Les Anglais s'installent au sud, à Aden, à partir de 1839 et développent un protectorat tout le long du golfe d'Aden.

Dès le début de la période britannique (1839-1967), la ville d'Aden devient une vitrine cosmopolite de l'Empire britannique. La percée du canal de Suez au XIX^e siècle et le développement des Indes britanniques font d'Aden une étape essentielle où s'installent diverses communautés marchandes indiennes, somaliennes, arabes et méditerranéennes. Les autorités coloniales britanniques modernisent la ville, ses infrastructures et diffusent de nombreuses innovations occidentales en matière économique, sociale et culturelle (théâtres, syndicats, clubs

sportifs, journaux, etc.)⁸. Aden rayonne grâce à son commerce maritime et devient très vite une étape obligatoire des liaisons maritimes commerciales en mer Rouge et dans l'océan Indien. À l'inverse, la ville n'entretient que peu de liens avec son hinterland montagneux, l'imamat⁹. Si de rares habitants du Nord viennent s'y installer avant de s'expatrier, Aden renvoie surtout à un imaginaire de l'extérieur et du littoral maritime perçu par les autorités monarchiques comme un danger pour la cohésion sociale, politique, religieuse et culturelle des hautes terres yéménites. Ces mêmes terres sont perçues comme des régions fermées, tribales et fortement religieuses par les autorités britanniques. La route reliant Aden à Sanaa ne constitue pas uniquement un itinéraire géographique du littoral vers les hautes montagnes ou d'un protectorat colonial à un royaume religieux, elle incarne surtout une frontière symbolique entre deux représentations du monde¹⁰.

L'isolement politique et territorial du royaume zaydite dans ce contexte de découverte et d'expansion coloniale au XIX^e et au XX^e siècle a façonné les imaginaires et les récits des rares écrivains et voyageurs qui ont pu s'y rendre. Ces aventuriers décrivent le Yémen comme un pays plein de mystères teintés d'un imaginaire orientaliste intemporel et finalement, rares sont ceux qui y parviennent sans être déçus¹¹. Qu'ils en reviennent optimistes ou désenchantés, tous soulignent la difficulté d'y entrer. L'aventurier Henry de Monfreid s'y rend ainsi à plusieurs reprises dès les années 1910 grâce à ses contacts parmi les contrebandiers et autres trafiquants¹². Paul Nizan, précepteur à Aden en 1926, y séjourne une année sans jamais atteindre

8. Laurent Bonnefoy, *Le Yémen : de l'Arabie heureuse à la guerre*, Paris, Fayard, 2017, p. 111 et 112.

9. *Ibid.*, p. 52 et 201.

10. *Ibid.*, p. 107.

11. Laurent Bonnefoy relate la déception de Joseph Kessel à propos de la ville portuaire de Mocha en 1932 : « ces remparts massifs, ces maisons magnifiques ne sont qu'un trompe-l'œil. Tout est rongé, taraudé, tout s'en va en poussière » (Laurent Bonnefoy, *Le Yémen*, *op. cit.*, p. 29).

12. Henry de Monfreid, *Mer Rouge*, Paris, Grasset, 2002.

Sanaa¹³. Joseph Kessel décrit le Yémen des années 1920 et 1930 comme une terre où il est interdit de pénétrer sans autorisation et la protection directe de l'imam en personne¹⁴ – qu'il obtiendra en 1931. Il écrira alors l'un de ses romans d'aventures les plus violents, *Fortune carrée*. André Malraux aura moins de chance. Ne pouvant y accéder par la terre, il sera contraint, en 1934, de survoler le pays en avion en quête des ruines du palais de la reine de Saba¹⁵. Il échouera dans ses recherches. Quarante ans plus tard, Romain Gary y séjourne quelques semaines au début des années 1970. Ses propos poétiques reflètent en permanence la vision orientaliste d'un pays hors de la marche du monde¹⁶. Gary précise que le Yémen était encore quelques années plus tôt l'une des côtes les plus interdites et les plus hostiles du monde.

À l'inverse de cette vision occidentale fantasmant la fermeture, celle des intellectuels arabes qui y séjournent dans les années 1920 et 1930 s'avère plus que négative. Laurent Bonnefoy décrit la façon dont ces intellectuels perçoivent le Yémen comme le royaume de l'antimodernité¹⁷. Ils mettent en avant le poids de la tradition, de l'addiction au khat¹⁸ ou encore de la religion, considérées comme des freins à l'émancipation et la modernité qu'ils ont prônées. Leur séjour au sein de l'imamat est marqué par une désillusion d'autant plus forte que beaucoup ont en mémoire les propos élogieux des penseurs arabes d'autrefois à propos du pays¹⁹. Il faut préciser qu'au début du XX^e siècle, si l'imamat est le seul royaume arabe indépendant, à la marge du monde arabe, son isolement protège son orthodoxie religieuse zaydite.

13. Paul Nizan, *Aden Arabie*, Paris, La Découverte, 2002 (1931).

14. Joseph Kessel, *Fortune carrée*, Paris, Folio, 2002 (1932).

15. André Malraux, *La reine de Saba : une aventure géographique*, Paris, Gallimard, 1993.

16. Romain Gary, *Les trésors de la mer Rouge*, Paris, Gallimard, 1971.

17. Laurent Bonnefoy, *Le Yémen*, op. cit., p. 24.

18. Une plante euphorisante endémique de l'Éthiopie dont les feuilles sont consommées par les populations de la Corne de l'Afrique et du Yémen comme drogue douce.

19. Laurent Bonnefoy, *Le Yémen*, op. cit., p. 25.

L'imamat zaydite au Yémen s'avère d'autant plus marginalisé et isolé qu'il mène à cette époque une guerre contre le projet d'unification des royaumes de la péninsule Arabique entrepris par Ibn Saoud. Dès le début du XX^e siècle, le sultan tente de prendre le contrôle des tribus et des territoires qu'elles occupent, par la diplomatie ou par la force. Il envahit le royaume voisin du Hejaz en 1924 – le royaume côtier de la mer Rouge abritant les lieux saints de l'islam. Il fonde son royaume en 1932 et déclare la guerre au Yémen en 1934. Disposant d'un meilleur équipement militaire, l'armée d'Ibn Saoud bat rapidement celle de l'imam Yahya. En conséquence, le Yémen perd trois provinces historiques : le Najran, le Jizan et l'Asir (voir Carte 2 : Les provinces perdues du Yémen du Nord), soit près de 50 % de son territoire au début des années 1930. La guerre de 1934 marque le début des relations hostiles entre l'Arabie saoudite et le Yémen qui atteindront un point critique avec l'intervention saoudienne au Yémen à partir de 2015. Cette guerre est également perçue par certains nationalistes yéménites, dont le clan Al-Houthi, comme l'acte fondateur de l'impérialisme saoudien à l'encontre du Yémen. Elle constitue un argument dans les discours antisauoudiens qui se sont développés à partir de la décennie 2010 et l'entrée en guerre de la coalition arabe donnant foi aux propos suivants : « Abdelaziz, fondateur du royaume, est réputé avoir affirmé sur son lit de mort et devant ses fils : votre bien et votre mal viendront du Yémen. Votre puissance réside dans l'humiliation du Yémen et votre humiliation dans la puissance du Yémen²⁰. »

Après la Seconde Guerre mondiale, l'imamat connaît une période de forte instabilité qui conduit à son effondrement et à la guerre civile en 1960. L'assassinat de l'imam Yahya en 1948 par des rebelles permet à son fils, l'imam Ahmed, d'accéder au pouvoir. Ce dernier entame une période de réforme marquée par l'ouverture du pays sur le monde, l'accueil d'ambassades étrangères et l'envoi d'étudiants dans les centres académiques du monde arabe (Le Caire, Beyrouth, Bagdad)²¹. L'imam Ahmed

20. *Ibid.*, p. 108.

21. Laurent Bonnefoy, *Le Yémen*, op. cit., p. 47.

rejoint les positions du panarabisme défendu par Nasser en Égypte tout en permettant à une grande majorité de la communauté juive de quitter le Yémen pour s'établir en Israël – l'opération *Tapis volant*. Malgré ces ouvertures, la contestation politique appelant à la modernisation des pratiques sociales et institutionnelles augmente. Une tentative de coup d'État est déjouée en 1955 ainsi qu'une tentative d'assassinat en 1962 – l'imam Ahmed en sortira paralysé et mourra la même année.

Carte 2

Les provinces « perdues » du Yémen ou l'acte fondateur de l'impérialisme saoudite (1934)²²



22. Il s'agit davantage ici d'un croquis que d'une véritable carte tant les frontières des différentes entités demeurent douteuses du fait de l'incertitude des frontières tracées à cette époque.

L'ouverture républicaine du Yémen du Nord : la guerre civile et les premières ingérences étrangères

Dès le couronnement de son fils, Mohammed al-Badr, les rebelles républicains et une partie des militaires séduits par le modernisme du panarabisme porté par Nasser en Égypte proclament l'instauration de la République arabe du Yémen (RAY). S'ensuivent huit années de guerre civile faisant plus de 200 000 morts. L'Égypte y soutient le camp républicain et l'Arabie saoudite, celui des royalistes. Ces deux puissances régionales s'affrontent au Yémen pour promouvoir chacune sa vision politique : Nasser se veut porteur d'un modernisme arabe, unissant l'ensemble des pays de la région et dont il serait, lui-même, un guide alors que le roi d'Arabie saoudite – Saoud ben Abdelaziz al-Saoud puis Fayçal ben Abdelaziz al-Saoud à partir de 1964 – tente d'étendre son influence régionale à travers l'instrumentalisation politique, religieuse et tribale²³.

Auréolée par le succès de la nationalisation du canal de Suez, l'Égypte n'hésite pas à s'engager militairement dans le conflit. Au début des années 1960, Nasser envoie plus de 60 000 soldats au Yémen pour soutenir l'effort de guerre du camp républicain. L'objectif affiché de ce dernier est de prendre Sanaa avec l'appui de l'aviation égyptienne. Très rapidement, l'armée égyptienne se rend compte qu'elle ne dispose que de peu de connaissances géographiques sur les régions montagneuses du Yémen du fait de son isolement historique. Ses cartes géographiques sont obsolètes ou peu détaillées.

L'armée égyptienne pénètre difficilement, s'égarant souvent, peine à maintenir ses positions montagneuses, notamment dans les localités les plus reculées comme la ville de Saada – l'actuel fief des rebelles houthistes. En conséquence, le camp républicain occupe principalement le littoral de la mer Rouge, facilement cartographiable et à partir duquel il reçoit des renforts matériels et humains. La situation devient de plus en plus compliquée

23. Alexandre Aoun, « [La guerre au Yémen 1962-1970](#) », *Orient XXI*, 14 septembre 2020.

pour l'Égypte qui perd au total plus du tiers de ses effectifs déployés²⁴. Elle devient critique en 1967, lorsque l'Égypte fait de nouveau face à Israël lors de la guerre des Six-Jours. Sa défaite l'oblige à se désengager progressivement du Yémen que certains historiens égyptiens considèrent *a posteriori* comme le « Vietnam égyptien²⁵ ».

La même année, les Britanniques quittent Aden et la République démocratique populaire du Yémen (RDPY) est proclamée. L'URSS tente de s'y implanter et n'hésite pas à pousser de nombreux militants ou hommes politiques du régime marxiste à soutenir militairement le camp républicain au nord. Ce nouveau souffle donné au camp républicain lui permet de mener à bien les dernières batailles contre le camp royaliste. En 1970, l'Arabie saoudite concède indirectement sa défaite par proxy en reconnaissant officiellement la République arabe du Yémen (RAY) – le Yémen du Nord. Le dernier aspirant au trône, l'imam Mohammed al-Badr, qui vivait déjà en exil en Arabie saoudite, part définitivement au Royaume-Uni. Cet exil forcé et l'avènement de la République à la suite d'une guerre perçue par certaines populations du Nord comme voulue et jouée depuis l'extérieur – un conflit emblématique de l'époque de la guerre froide²⁶ – représente une date clef pour comprendre, près de trois décennies plus tard, l'avènement politique des houthistes et leur discours critique à l'encontre de la République et de la modernité ainsi que de leur volonté de retourner à la monarchie zaydite.

L'intrusion politico-militaire de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et de l'URSS, la fin de l'imamat et l'avènement de la République marquent un tournant dans le rapport qu'entretiennent les sociétés du Yémen du Nord au monde extérieur. Si l'imam Yahya avait su résister à l'impérialisme colonial, son successeur à l'introduction post-Seconde Guerre mondiale du dollar dans

24. Dana Adams Schmidt, *Yemen; the Unknown War*, Londres, Bodley Head, 1968, p. 234 et 235.

25. Youssef Abdoul-Enein, « The Egyptian-Yemen War (1962-67): Egyptian perspectives on Guerrilla Warfare », *Infantry Magazine*, 2004/1.

26. Helen Lackner, *Yemen in Crisis: Autocracy, Neo-Liberalism and the Disintegration of a State*, Londres, Saqi Books, 2017, p. 72.

l'économie mondiale, l'ouverture forcée du pays à partir des années 1960 indique sa véritable entrée dans le système économique mondial. La guerre civile a paralysé l'économie du pays et les nouveaux dirigeants sont contraints de demander l'aide de la communauté internationale contre la mise en place d'une réforme de la bureaucratie féodale. Les alliances locales sont alors bouleversées entre la bureaucratie moderne naissante, les nostalgiques de la monarchie et les tribus, acteurs coutumiers locaux souhaitant garder leur pouvoir politique dans la gestion du pays. Les premières années de la République sont ainsi affectées par une forte instabilité qui se traduit par le coup d'État de 1974 conduisant au remplacement d'un président par un autre. Ce dernier est ensuite assassiné en 1977. Lui succède un nouveau président qui sera également assassiné moins d'un an après, en 1978.

Ces renversements successifs renforcent la mise sous tutelle politique, économique et militaire du Yémen par l'Arabie saoudite. Le royaume wahhabite considère le Yémen du Nord comme son pré carré, ce qui lui donnerait le droit d'influencer la scène politique nationale. Il instrumentalise les hommes politiques et les tribus les uns contre les autres, foment le coup d'État de 1974, nomme personnellement certains ministres des nouveaux gouvernements et marginalise l'idéologie religieuse zaydite-chiïte, jugée trop dangereuse et éloignée des pratiques religieuses saoudiennes, au profit d'une identité religieuse dominée par le sunnisme²⁷. Des écoles coraniques wahhabites et salafistes ouvrent dans les villes de la RAY, notamment à Dammaj au cœur de la région zaydite – ce qui provoquera les premières tensions avec les houthistes au tournant du millénaire²⁸. Surtout, l'Arabie

27. Laurent Bonnefoy, *Le Yémen, op. cit.*, p. 58.

28. Pour une lecture plus approfondie et détaillée du salafisme et des mouvements religieux au Yémen, se référer à l'article de Laurent Bonnefoy, « Violence in Contemporary Yemen: State, Society and Salafis' », *The Muslim World*, 101, 2011, p. 324-346 ; ainsi qu'à l'ouvrage de Laurent Bonnefoy, *Salafism in Yemen: Transnationalism and Religious Identity*, Londres, C. Hurst & Co, 2011 ; et l'ouvrage codirigé par Rémy Leveau, Franck Mermier et Udo Steinbach (dir.), *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 1999.

saoudite voit d'un mauvais œil la percée laïque et marxiste au Yémen du Sud. Le royaume wahhabite n'hésite pas à instrumentaliser les rivalités entre les deux États en incitant l'armée de la RAY à envahir à deux reprises le Yémen du Sud – les guerres inter-Yémen de 1972 et de 1979.

Ali Abdallah Saleh ou l'ouverture forcée au néolibéralisme (1978-1990)

L'arrivée d'Ali Abdallah Saleh à la tête de la République arabe du Yémen à partir de 1978 marque une nouvelle étape dans l'ouverture du pays aux capitaux étrangers²⁹. À la différence de ses prédécesseurs, Saleh se maintient au pouvoir pendant plus de trente-cinq années. Il gouverne d'abord le Yémen du Nord puis, à partir de 1990, le Yémen unifié, jusqu'à son éviction lors des printemps arabes de 2011. Sa longévité en politique s'explique par la mise en place d'un régime républicain dont l'entièreté des ressources économiques est dédiée à l'entretien de ses relations clientélistes avec les tribus du nord du pays³⁰. Le clientélisme de Saleh est passé à la postérité grâce à l'expression « danser sur la tête des serpents³¹ » qui résume parfaitement une politique fondée sur des jeux d'alliances tribales visant à le maintenir au pouvoir plutôt qu'à assurer les fondements d'un État de droit. Par ailleurs, le contexte international lui est favorable. Afin d'éviter que l'URSS, déjà présente au Yémen du Sud, investisse idéologiquement le Yémen du Nord, les États-Unis inondent la nouvelle République d'aides au développement en échange de l'ouverture du pays aux accords de Bretton Woods – ce qui aboutira à

29. Isa Blumi, *Destroying Yémen*, op. cit., p. 134.

30. *Ibid.*, p. 130.

31. Pour une analyse plus profonde du poids politique du tribalisme dans la société yéménite, Marieke Brandt a publié deux ouvrages fondamentaux. Marieke Brandt, *Tribes and Politics in Yemen: a History of the Houthis Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 2017 ; Marieke Brandt, *The Tale of a Feud: Domination, Resistance and Agency in Highland Yemen*, Leyde, Brill, 2023. Ces deux ouvrages sont essentiels à la compréhension de la politique yéménite dans la seconde partie du XX^e siècle.

toujours plus de réformes néolibérales appauvrissant la société rurale yéménite³².

Ces ouvertures néolibérales garantissent le soutien américain à Saleh, devenu l'intermédiaire obligatoire par lequel les agences, les investisseurs et les entreprises étrangères doivent passer pour s'installer au Yémen. Il assure la stabilité du pays par sa gestion de la politique traditionnelle tribale³³ et n'hésite pas à détourner une partie des fonds de l'aide afin de maintenir cette politique à flot. Sa fortune est ainsi estimée entre 30 et 60 milliards de dollars américains (\$) en 2015³⁴. Les réformes mises en œuvre représentent pourtant de véritables ruptures pour les pratiques yéménites. Elles imposent la rationalisation économique de l'agriculture et le développement de cultures commerciales au détriment de celles en vigueur, essentiellement vivrières³⁵. Elles favorisent également la généralisation de la propriété privée, le développement de l'industrie pétrolière étrangère et la privatisation de certains secteurs publics sous l'égide de l'idéologie du développement. Des transformations si rapides créent une crise des exploitations agricoles à partir des années 1970 et la migration de nombreux Yéménites, sans terre, vers l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe en plein boom pétrolier. Plus d'un million de Yéménites sont contraints de travailler dans le royaume wahhabite et leurs envois de devises renforcent la dépendance de la RAY, faiblement dotée en ressources pétrolières et gazières, envers son voisin³⁶.

32. Isa Blumi, *Destroying Yémen*, op. cit., p. 139.

33. Marieke Brandt, *Tribes and Politics in Yemen*, op. cit.

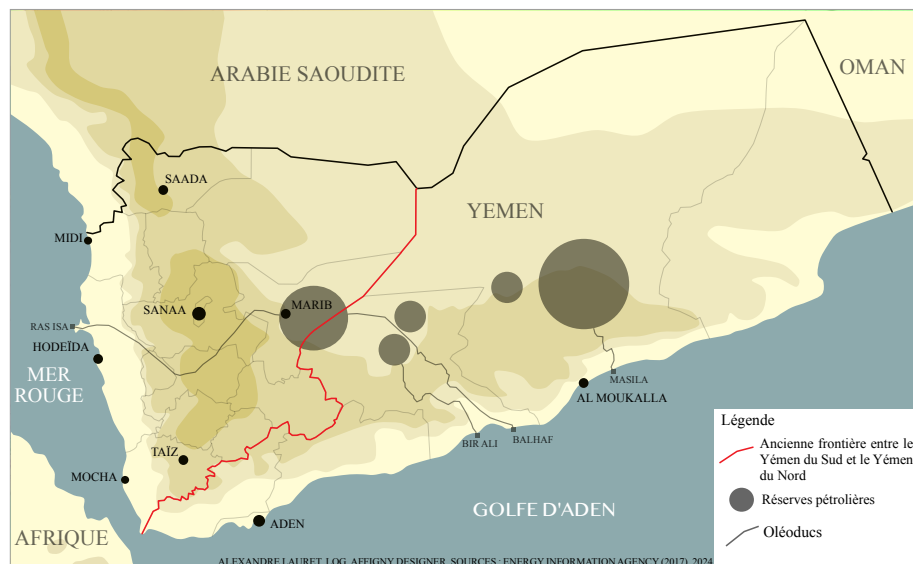
34. « [L'incroyable fortune qu'a accumulée l'ancien président du Yémen](#) », *Challenges*, 25 février 2015.

35. Isa Blumi, *Destroying Yémen*, op. cit. p. 20.

36. Hélène Thiollet, « Gérer les migrations, gérer les migrants : une perspective historique et transnationale sur les migrations dans les monarchies du Golfe », *Arabian Humanities*, 7/2016.

Carte 3

Les réserves pétrolières yéménites (2017)



L'ouverture néolibérale à marche forcée entraîne un appauvrissement général de la population yéménite. Les institutions internationales mettent l'échec de la modernisation sur le compte de la composante tribale perçue comme rétrograde³⁷. Au cours de la décennie 1980, la paupérisation et la précarisation de l'économie passent pourtant au second plan face aux espoirs suscités par le projet d'unification des deux Yémen. Ce projet aboutit en 1990. Ali Abdallah Saleh devient le président du Yémen unifié et Ali Salem al-Heidh, l'ancien dirigeant du Yémen du Sud, son vice-président pour une période transitoire de trente mois afin d'unir les systèmes politiques, militaires et économiques des deux États. Ce projet d'unité est en réalité une « bouée de sauvetage³⁸ » pour les deux États. Le parti socialiste de la RDPY se retrouve plus qu'isolé au cours des années

1980 et la chute de l'URSS le prive d'un puissant protecteur. Le régime de Saleh voit dans le Yémen du Sud un immense « butin à saisir³⁹ » pour améliorer la situation économique du Yémen du Nord (voir Carte 3 : Les réserves pétrolières yéménites). Le Sud dispose effectivement des plus grandes ressources de pétrole et de gaz du pays sans compter l'immense potentiel agricole de la vallée de l'Hadramaout et l'accès à la façade maritime du golfe d'Aden.

L'unification du Yémen ou la marginalisation du nord du pays (1990)

Dès les premiers mois de l'unification en 1990, le régime de Saleh met en place de nombreux programmes de privatisation appuyés par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). Une partie de ces programmes concerne les ressources du Sud restées faiblement exploitées pendant les deux dernières décennies. Dès les premières privatisations et spoliations de terres, les tensions augmentent entre le gouvernement de Saleh et les populations, les tribus et les acteurs politiques locaux, notamment socialistes, des régions du Sud. La colère sociale laisse peu à peu la place à un discours politique sécessionniste. En 1993, le vice-président lui-même publie une liste de revendications politiques adressées au gouvernement dans laquelle il réclame la décentralisation, le fédéralisme, la lutte contre la corruption et le respect des opposants socialistes parfois victimes d'assassinats politiques. S'il n'évoque pas la sécession, le parti socialiste yéménite entame sa transformation en tenant des discours de plus en plus indépendantistes⁴⁰.

La découverte de nouveaux gisements de pétrole au Yémen du Sud en 1994 pousse les deux camps à s'affronter plutôt qu'à

37. Isa Blumi, *Destroying Yémen*, op. cit., p. 136.

38. Arwa Abduh Othman, « Lectures du printemps féministe au Yémen », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, op. cit., p. 30.

39. *Ibid.*

40. Laurent Bonnefoy, « [Yémen. Le socialisme dilué dans le séparatisme sudiste](#) », *Orient XXI*, 27 mars 2024.

favoriser une véritable tentative de médiation⁴¹. En février 1994, Saleh lance une offensive violente « contre l'apostasie et le séparatisme⁴² ». Pour affaiblir davantage le parti socialiste yéménite, il n'hésite pas à s'allier avec les islamistes du parti al-Islah – le Rassemblement yéménite pour la réforme (RYR), soit l'équivalent des Frères musulmans. Cette première guerre civile dure quatre mois au terme desquels Saleh annihile les forces sudistes et renverse le parti socialiste en dépit du soutien militaire de l'Arabie saoudite aux indépendantistes. L'Arabie saoudite se sentait en effet menacée par un Yémen unifié devenu le pays le plus peuplé de la péninsule Arabique. Saleh, pour sa part, reçoit le soutien de Saddam Hussein en remerciement de son appui à l'Irak pendant de la première guerre du Golfe (1990-1991). Le soutien de Saleh à Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït par l'Irak avait provoqué la colère du royaume saoudien qui avait expulsé plus d'un million de travailleurs yéménites créant un chômage de masse et une crise économique dans l'ancien Yémen du Nord⁴³.

Son soutien à la cause irakienne vaut à Saleh une marginalisation et une ostracisation politique du Yémen sur la scène internationale. Afin de s'attirer les bonnes grâces des institutions internationales, Saleh privatise plus de 40 % des entreprises publiques du Sud afin d'obtenir un prêt de la Banque mondiale et du FMI⁴⁴. En 1995, il ouvre davantage le secteur de l'enseignement aux capitaux étrangers, notamment aux groupes salafistes qui développent des réseaux d'écoles religieuses dans les régions rurales. L'installation des écoles salafistes étrangères fait prendre conscience de l'évolution des pratiques religieuses du pays : les zaydites se retrouvent en minorité dans un pays à majorité sunnite et dans lequel Saleh vient juste de lancer la compétition entre

41. Plusieurs tentatives de médiation ont lieu, notamment sous l'égide du roi Hussein de Jordanie, au début de l'année 1994. Celles-ci échouent à trouver un accord favorable.

42. Arwah Abduh Othman, « Lecture du printemps féministe au Yémen », *op. cit.*, p. 29-42.

43. Hélène Thiollet, « Gérer les migrations, gérer les migrants », art. cit.

44. Isa Blumi, *Destroying Yémen*, *op. cit.*, p. 163 et 164.

les éducations et les pratiques religieuses⁴⁵. Saleh instrumentalise ces tensions religieuses, y compris entre les différents courants salafistes, afin d'accaparer davantage de fonds et de rallier les islamistes du RYR à son parti politique, le Congrès général du peuple (CGP).

Le pouvoir centralisé de Saleh est conforté lors des élections parlementaires de 1997 et législatives de 1999 où l'homme remporte plus de 96 % des voix au suffrage universel. Ces deux élections aussitôt gagnées, Saleh durcit sa politique intérieure et adopte des pratiques autoritaires. De nombreux assassinats ou tentatives d'assassinat sont commis à l'encontre des socialistes. Les soupçons se portent sur les extrémistes islamistes qui auraient bénéficié du soutien des services de renseignement de Saleh⁴⁶. La presse est de plus en plus muselée et les manifestations sont réprimées : le régime arrête toute personne susceptible d'être favorable à l'instauration d'un gouvernement fédéraliste fondé sur la décentralisation de l'État ou qui appelle à faire sécession⁴⁷.

Malgré la radicalisation du pouvoir, les politiques d'ouverture libérale portent leurs fruits. La visite officielle d'Ali Abdallah Saleh à Washington en juin 2000 permet au Yémen de normaliser ses relations avec les États-Unis et les monarchies du Golfe ainsi que de faire oublier le soutien apporté à Saddam Hussein. Signe avant-coureur des attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la situation se tend de nouveau le 9 novembre, lorsque al-Qaïda attaque un destroyer américain, l'USS *Cole*, ancré dans la rade d'Aden. Ne souhaitant pas payer encore une fois le prix politique et économique d'une ostracisation, Ali Abdallah Saleh répond très vite positivement aux exigences américaines de la *Global War on Terror*⁴⁸. Et, contre toute attente, Washington n'en

45. Laurent Bonnefoy, « Varieties of Islamism in Yemen: The Logic of Integration Under Pressure », *Middle East Review of International Affairs*, 13 (1), 2009.

46. Ali Al-Muqri, « Yémen, le pouvoir ou la mort », *op. cit.*, p. 17.

47. *Ibid.*, p. 22.

48. François Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », *Critique internationale*, 32, 2006/3, p. 9-21.

fait pas une cible à abattre à l'inverse du leader des Talibans. Les États-Unis décident même d'en faire un allié en renforçant son pouvoir afin de lutter contre les cellules dormantes d'al-Qaïda au Yémen. François Burgat raconte ainsi cette anecdote à propos de l'après-11-Septembre au Yémen : Saleh convoque dans une caserne des forces spéciales les représentants politiques et religieux de l'opposition afin de les engager à canaliser l'hostilité de la population à l'encontre des États-Unis et de leur politique internationale⁴⁹. Épargné par les Américains, Saleh voit surtout l'occasion de consolider son pouvoir et son autorité sur des composantes de la société susceptibles de lui échapper. Ce renforcement passe surtout par une forte répression militaire de la société civile, des voix dissidentes et des populations appauvries. L'armée y joue le premier rôle.

Au début du XXI^e siècle, le Yémen est la seule République de la péninsule Arabique et le pays le plus pauvre de la région. Son ouverture forcée à l'idéologie néolibérale prônée par les institutions internationales fait du pays une terre soumise aux influences étrangères où se confrontent des idéologies, des courants religieux et des visions politiques antinomiques. La concentration du pouvoir politique dans les mains de Saleh se heurte aux aspirations fédérales de certains acteurs politiques et aux visions nostalgiques des socialistes qui tendent de plus en plus vers le sécessionnisme. Sunnites, salafistes, islamistes et zaydites s'affrontent à travers leurs doctrines religieuses, l'implantation de leurs écoles coraniques, voire par des assassinats et des règlements de compte. Le fossé se creuse également entre les tribus, reléguées dans les régions rurales, l'élite urbaine et une jeunesse désireuse d'un renouveau démocratique. C'est dans ce contexte politique complexe qu'apparaissent les houthistes dans le gouvernement de Saada, au nord du pays, à la frontière avec l'Arabie saoudite.

49. *Ibid.*

LES HOUTHISTES, LA RÉVOLUTION ET LA MER : REVENDICATIONS POLITIQUES AU XXI^e SIÈCLE

La naissance politique des houthistes (1990-2004)

Les houthistes tirent leur nom d'une famille clanique, les Al-Houthi, descendante du prophète et héritière de la noblesse déchue de l'imamat. Dès sa constitution en 1992, le groupe rassemble d'abord les populations zaydites marginalisées, puis, plus généralement, les populations montagnardes du district de Saada indépendamment de leur confession religieuse⁵⁰. Des années 1990 à leur coup d'État militaire en septembre 2014, les houthistes vont incarner une aventure politique construite sur une idéologie empruntant des arguments religieux, monarchistes, socialistes, voire révolutionnaires en miroir des événements contemporains au Yémen. Une ligne directrice parcourt pourtant ces deux décennies : le combat contre le régime de Saleh, les influences étrangères et la volonté d'acquérir un accès à la façade maritime de la mer Rouge.

Parmi les membres du clan, Hussein al-Houthi (1960-2004) tient une place centrale. Il fait ses études au Soudan, puis il vit en Iran au cours des années 1980 où il étudie la littérature politique et les mécanismes de l'idéologie de la révolution iranienne. Il s'y forme également à l'éloquence et développe des talents oratoires faisant de lui une personnalité charismatique⁵¹. De retour au Yémen au début des années 1990, il réunit les membres de son clan pour prêcher une forme rajeunie et revitalisée du mouvement religieux zaydite, moribond à la suite de l'implantation des écoles salafistes et wahhabites dans leurs campagnes⁵².

Il milite auprès des nombreuses tribus locales pour qu'elles envoient leurs jeunes dans les camps d'été des Al-Houthi, les cercles de Jeunes Croyants, dans le but de leur enseigner la foi

50. Marieke Brandt, *Tribes and Politics in Yemen*, *op. cit.*, p. 37.

51. Mayssa Shuja Al-Deen, « Entre Saada et Aden, un gouffre que le temps n'a jamais comblé », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, *op. cit.*, p. 107-116.

52. Bushra al-Maqtari, « Les évolutions du militantisme salafiste à Taz », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, *op. cit.*, p. 125-142.

zaydite. Afin de les convaincre, Hussein al-Houthi joue sur la nostalgie d'une époque fantasmée, celle où Saada était le centre du royaume yéménite. Il prêche le retour à la monarchie et rappelle aux chefs des tribus qu'ils étaient autrefois respectés. Ces camps d'été servent surtout à diffuser son idéologie politique, le regroupement des différents courants zaydites autour de son propre clan. Encore aujourd'hui, la dénomination « houthiste » ne s'applique pas à l'ensemble des branches et des sous-courants zaydites du Yémen⁵³.

Hussein al-Houthi, élu au Parlement yéménite en 1993, perd son siège en 1997. Durant ces années, il « prêche » au Parlement contre les influences religieuses étrangères de plus en plus présentes dans sa région historique, le gouvernorat de Saada, se heurtant sur le terrain aux résistances salafistes, wahhabites et aux tribus ayant des relations économiques avec l'Arabie saoudite⁵⁴. Il milite également contre la politique répressive de Saleh, la corruption du régime et les inégalités croissantes. Ses arguments portent d'autant plus qu'à cette époque, le régime de Saleh se concentre essentiellement sur la question du Sud, l'accès aux ressources gazières et pétrolières et les enjeux de l'après-guerre civile de 1994 liés aux « traîtres » socialistes et sécessionnistes.

La politique de Saleh à l'égard du Sud provoque un sentiment de marginalisation chez les populations des régions montagneuses et isolées du nord du pays. Originaire de cette région, les montagnes semi-désertiques de Marwan et de Dahyan environnant la ville de Saada, Hussein al-Houthi tire profit de ce ressentiment⁵⁵. Il s'agit de territoires reculés, faiblement dotés en ressources et à partir desquels les houthistes vont massivement recruter les déçus ou les oubliés des redistributions du régime kleptocratique de Saleh. Ce recrutement hétéroclite, fondé davantage sur la marginalisation politico-économique que religieuse,

53. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 149.

54. Isa Blumi, *Destroying Yémen*, op. cit., p. 148.

55. Le sentiment de marginalisation des populations de l'ancien Yémen du Sud à l'égard du Nord apparaît simultanément à celui éprouvé dans le Nord envers le Yémen du Sud.

finit par influencer la dimension politique du groupe en le faisant devenir une force politique locale.

Le contexte de l'après-11 septembre 2001 fait évoluer la situation. La seconde Intifada, à partir de 2002 dans les Territoires occupés, et l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 changent le destin d'Hussein al-Houthi. Assistant à ces événements depuis le Yémen, l'homme commence à prêcher dans les mosquées l'unification des musulmans contre l'ennemi américano-sioniste. Il utilise à cet égard une rhétorique et des arguments simplistes niant la complexité des situations politiques et incriminant la modernité⁵⁶. Selon lui, tous les maux du Yémen viennent de l'ingérence étrangère occidentale, à laquelle il ajoute l'impérialisme saoudien⁵⁷, et il prône la fermeture du pays pour combattre la corruption des musulmans. Dès ses premiers prêches contre les Américains, la situation se tend avec le régime de Saleh. Contestant l'ordre républicain et le régime au nom de la monarchie, les houthistes deviennent une cible à abattre pour le gouvernement. En réalité, ils incarnent une limite et une résistance à la politique mise en place par Saleh de « danser sur la tête des serpents » et c'est justement parce que Saleh n'arrive pas à les manipuler qu'il les déclare ennemis⁵⁸.

Saleh contre les houthistes : les six guerres de Saada (2004-2011)

Six guerres – les « guerres de Saada » – se succèdent durant la décennie 2000. Bien qu'elles opposent le régime de Saleh aux houthistes, ces guerres sont totales au sens où elles incarnent une constellation de facteurs sociaux, politiques, sectaires, économiques, religieux, tribaux et personnels⁵⁹. En 2004, les forces de l'ordre tentent d'arrêter Hussein al-Houthi, ce dernier étant accusé d'être à la tête d'une organisation rebelle menaçant la

56. Mayssa Shuja Al-Deen, « Entre Saada et Aden », op. cit., p. 108.

57. Au-delà des écoles salafistes, de nombreux Yéménites expulsés d'Arabie saoudite sont revenus au Yémen porteurs d'un nouveau religieux wahhabite.

58. Mayssa Shuja Al-Deen, « Entre Saada et Aden », op. cit., p. 109.

59. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 151.

sécurité et l'intégrité de l'État yéménite. S'ensuit la première guerre durant laquelle Hussein al-Houthi est assassiné dans les montagnes du gouvernorat de Saada. Sa mort embrase la région où prévalent l'esprit tribal et le conservatisme religieux loin des pratiques modernes de la capitale⁶⁰. Les combats reprennent en mars 2005, puis en février 2006 lorsque Abdul-Malik al-Houthi, le frère cadet d'Hussein, prend la tête du mouvement. Ce dernier se révèle dès le début beaucoup moins charismatique que son frère aîné. En outre, il n'a jamais quitté le Yémen et n'a reçu d'autre éducation religieuse que celle que son frère lui a dispensée⁶¹.

Son manque de personnalité passe à ce moment-là au second plan tant la répression du mouvement houthiste et des populations du gouvernorat de Saada par les forces armées s'avère brutale. La violence déployée par le régime de Saleh ne fait qu'augmenter le capital de sympathie des populations marginalisées et, en conséquence, les capacités militaires (hommes, armement, territoires, réseaux, etc.) des houthistes au cours des années 2000. Dès la troisième guerre de Saada (2006), de nombreux hommes combattent au côté des houthistes sans partager leurs idéaux religieux. Ils suivent leurs chefs tribaux, combattent leurs rivaux, le gouvernement, certains courants religieux ou sont contraints par différentes pratiques (honneur, vengeance, etc.)⁶². Au fil des guerres de Saada, des combattants hétérogènes rejoignent les houthistes ou le gouvernement, non pas forcément par loyauté envers l'un ou l'autre camp mais pour défendre avant tout leurs propres intérêts politiques ou économiques. La quatrième guerre commence au début de l'année 2007, après les élections législatives de septembre 2006, et ce, malgré la libération de 600 combattants houthistes faits prisonniers lors des conflits précédents. Témoin de l'importance grandissante du mouvement nordique à cette époque, le Qatar joue les médiateurs afin de trouver une paix durable à la suite du conflit.

60. Mayssa Shuja Al-Deen, « Entre Saada et Aden », *op. cit.*, p. 109.

61. *Ibid.*

62. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, *op. cit.*, p. 152.

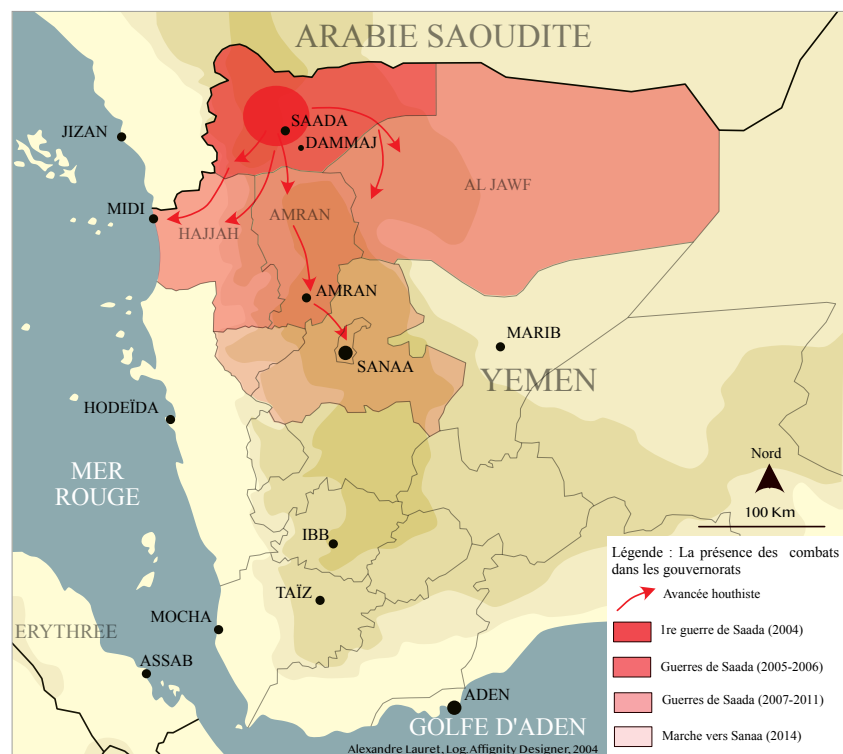
Le succès des accords de paix est de courte durée. Dès la signature, les diplomates qataris se heurtent au régime de Saleh lorsque ce dernier les empêche de mettre en pratique leurs engagements financiers pour la reconstruction et le développement du gouvernorat de Saada prévus par les accords. Saleh voit d'un mauvais œil le développement de cette région frontalière avec l'Arabie saoudite et les Saoudiens, eux-mêmes, ne sont pas favorables à l'essor de l'influence du Qatar au Yémen⁶³. Privés de l'argent qatari, les houthistes reprennent les hostilités, cette fois-ci dans le gouvernorat de Sanaa – le district de Bani Matar à l'est de la capitale. Dans leur conquête territoriale, les rangs des houthistes sont renforcés par les déshérités et les déçus du régime de Saleh : tribus marginalisées, classes sociales les plus pauvres, victimes des changements climatiques, de l'accaparement néolibéral des terres ou de l'urbanisme forcé, et anciennes tribus proches de Saleh qui ont été écartées par la suite dans le jeu de concurrence mis en place par Saleh lui-même. Si tous ces déçus grossissent les rangs des houthistes sans partager leur vision religieuse, ils sont pourtant séduits par le potentiel révolutionnaire des rebelles. La cinquième guerre (2008) est surtout constituée d'embuscades où plusieurs centaines de soldats yéménites sont tués. Saleh annonce la fin des hostilités avant l'été.

La sixième guerre ne commence qu'une année plus tard (août 2009 – février 2010), laissant à chacun le temps de s'organiser. Après leur avancée fulgurante en dehors du gouvernorat de Saada, les houthistes s'exercent à la gouvernance en administrant les territoires qu'ils occupent militairement : le gouvernorat de Saada, les régions voisines des gouvernorats d'Amran et d'Al Jawf, et lorgnent sur le gouvernorat côtier d'Hajjah sans forcément y être installés militairement (voir Carte 4 : Les guerres de Saada). L'objectif des houthistes est de prendre le port Midi au nord du gouvernorat d'Hajjah, à la frontière avec l'Arabie saoudite. Faiblement doté en infrastructures, ce port n'accueille que des liaisons maritimes par boutres en provenance de l'Érythrée, de la Corne de l'Afrique et indirectement de l'Iran. Le port est

63. *Ibid.*, p. 153.

également connu pour ses contrebandes et ses transports illicites de migrants et d'armes en provenance de la Corne de l'Afrique⁶⁴.

Carte 4
Les guerres de Saada (2004-2010)



Les houthistes profitent de cet interlude d'une année pacifique pour se former militairement. Il semblerait qu'ils aient pu être approvisionnés en armes par le port de Midi, bien qu'il ne soit pas sous leur contrôle. Grâce à ce surplus d'armes, ils réorganisent leur structure militaire tandis que Saleh multiplie les

64. Informations obtenues à la suite d'entretiens réalisés avec des passeurs à Djibouti et des réfugiés yéménites originaires des régions du nord du Yémen, 2019 et 2020.

annonces de sa victoire sur les houthistes⁶⁵. Afin de s'attirer les faveurs de Washington, Saleh a tenté à plusieurs reprises, depuis la première guerre de Saada (2004), de construire l'image terroriste du groupe en faisant passer ses membres pour des pions de l'Iran en mer Rouge. Les Américains semblent avoir eu du mal à le croire au début de la décennie, notamment après que Saleh a détourné l'aide américaine destinée à lutter contre al-Qaïda pour guerroyer personnellement contre les houthistes⁶⁶.

Sûr de sa victoire, Saleh déclenche en août 2009 une opération de la terre brûlée matérialisée par le bombardement intensif des régions où se situent les partisans houthistes. Faisant plusieurs dizaines de milliers de déplacés vers Sanaa et sa banlieue, la sixième guerre de Saada est la plus violente. Elle est aussi la seule à se dérouler sur le sol saoudien. Arguant que l'Arabie saoudite soutiendrait militairement Saleh, les houthistes franchissent la frontière à plusieurs reprises. Des escarmouches éclatent avec l'armée saoudienne. En réponse à ces incursions armées, l'Arabie saoudite se livre à son tour à des bombardements aériens tandis qu'elle établit un blocus maritime au port de Midi afin d'endiguer le soutien militaire apporté aux houthistes. Les autorités yéménites, conjointement avec la marine saoudienne, y capturent effectivement un navire iranien chargé d'armes et transportant des instructeurs militaires⁶⁷ – ce qui crée par la suite un différend entre les gouvernements saoudien, yéménite et iranien, Téhéran décidant de déployer des navires de guerre dans le golfe d'Aden et en mer Rouge. En conséquence de cette interception, les houthistes concentrent leurs efforts de guerre sur la conquête militaire du port de Midi mais échouent.

La décennie 2010 s'ouvre sur la poursuite des combats entre Saoudiens, forces gouvernementales yéménites et rebelles houthistes. Ces derniers infligent des pertes sévères à la coalition saoudo-yéménite – plus d'une centaine de soldats saoudiens sont tués et plusieurs centaines de soldats yéménites sont faits

65. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 153.

66. *Ibid.*, p. 155.

67. « [Yemenis intercept "Iranian ship"](#) », BBC, 27 octobre 2009.

prisonniers par les houthistes. Bien qu'un cessez-le-feu entre en vigueur en février 2010 à la suite de l'épuisement des forces en présence, les houthistes sortent grands vainqueurs de la sixième guerre de Saada. En effet, malgré la modernisation de l'armée saoudienne grâce à l'achat de matériels militaires occidentaux et la formation de ses cadres, le royaume saoudien sort humilié de ce conflit dans lequel il n'a pas été capable de protéger sa frontière. Pire encore, l'intervention saoudienne a renforcé le ralliement aux houthistes de nombreux Yéménites de la région frontalière, notamment de certaines populations côtières du gouvernorat d'Hajjah qui vivaient d'activités maritimes comme la pêche ou le commerce de boutres avec l'Érythrée, le Soudan ou encore les côtes somaliennes⁶⁸. Les houthistes n'ont d'ailleurs pas manqué d'instrumentaliser l'intervention saoudienne autour des souvenirs de la guerre saoudo-yéménite de 1934 et la perte des régions de Jizan, d'Asir et de Najran, puis de l'influence religieuse et économique grandissante du wahhabisme au Yémen au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Aussi ce discours politique exacerbe-t-il l'hostilité à l'encontre de l'Arabie saoudite et demeurera crucial dans la construction de « l'ennemi saoudien » tout au long de la guerre civile de 2014⁶⁹.

Au Yémen, le bilan des six guerres de Saada est catastrophique pour le régime de Saleh. L'armée yéménite n'est pas venue à bout des houthistes qui n'ont fait que se fortifier d'une guerre

68. Ces commerces maritimes par boutres connectent les ports de « seconde zone » de la mer Rouge : Mocha, Dhubab, Bab el-Mandeb, Midi pour le Yémen ; Obock pour Djibouti ; Berbera (avant sa reprise par les EAU), Bossaso et Zeyla pour la côte somalienne, etc. Ces liaisons maritimes comprennent des commerces spécialisés tels que celui du bétail entre l'Éthiopie ou le Somaliland et l'Arabie saoudite par des ports yéménites (voir la thèse de Géraldine Pinauld, « L'or vivant des Somalis : des frontières, des troupeaux et des hommes face à la mondialisation des normes », soutenue le 24 janvier 2014 à l'Université Paris 8) ou d'autres commerces de contrebande (électroménagers, etc.). Les boutres n'étant pas affiliés la plupart du temps aux statistiques du Bureau maritime international, leurs cargaisons peuvent facilement passer pour de la contrebande.

69. D'après les témoignages de réfugiés yéménites vivant à Djibouti et originaires du nord du pays (entretiens réalisés en 2022).

à l'autre. Le pays est au bord de l'effondrement⁷⁰. Les détournements de fonds récurrents et la corruption du régime traduisent une mauvaise gouvernance. De nombreuses infrastructures ont été détruites par les guerres. La néolibéralisation ratée de l'économie yéménite a provoqué la malnutrition au sein de la population et la libéralisation des ressources pétrolières et gazières a été utilisée pour financer l'effort de guerre du régime et pour réprimer les partisans de la sécession du Sud – le tout dans un État où plus de 54,5 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté et où le taux d'analphabétisme est le plus élevé du monde arabe⁷¹.

La révolution yéménite (2011-2012)

Des manifestations éclatent dès le début de l'année 2011⁷². À Sanaa, entre 15 000 et 20 000 personnes manifestent pour réclamer le départ de Saleh⁷³. À Taïz, les étudiants protestent également contre la paupérisation de l'enseignement supérieur. À Aden, le ressentiment s'exacerbe et de nombreux Adénites manifestent pour l'indépendance du Yémen du Sud⁷⁴. Dans toutes ces villes, la jeunesse et les militants appellent à un changement de régime – rejoignant ainsi le mouvement international des printemps arabes. Comme en Tunisie ou en Égypte, les manifestants opposés au régime de Saleh et aux forces de l'ordre investissent les places publiques des grandes villes. La situation explose le 18 mars lorsque des régiments de l'armée yéménite ouvrent le

70. Thomas Juneau, *Le Yémen en guerre*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2023, p. 5.

71. Arwa Abduh Othman, « Lecture du printemps féministe », *op. cit.*, p. 31.

72. Pour une analyse détaillée du Printemps arabe au Yémen, deux ouvrages sont essentiels : Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, *op. cit.* ; Laurent Bonnefoy, Franck Mermier et Marine Poirier (dir.), *Yémen, le tournant révolutionnaire*, Sanaa-Paris, CEFAS-Karthala, 2012.

73. Arwa Abduh Othman, « Lecture du printemps féministe », *op. cit.*, p. 35.

74. En réalité, la colère sudiste éclate dès 2007 à travers de nombreuses manifestations dans les rues d'Aden. Les manifestants dénoncent la corruption des élites du Nord, les pensions impayées des fonctionnaires adénites à la suite des détournements d'argent, le vol de la rente pétrolière – plus de 80 % des ressources en pétrole sont extraites dans les régions du Sud.

feu sur la population tuant une cinquantaine de manifestants pacifiques. La violence des forces de l'ordre pousse de nombreux hommes politiques à se désolidariser du régime de Saleh et à rejoindre le camp des manifestants. Parmi les ralliés, on trouve le général Ali Mohsin al-Ahmar, cousin d'Ali Abdallah Saleh, représentant de la branche islamiste (Islah) au sein de l'armée yéménite et principal stratège des guerres précédentes contre les houthistes. Moshin est rejoint par d'autres membres influents du parti politique de Saleh ainsi que par des cadres de partis politiques d'opposition ou de courants religieux incluant les islamistes, les salafistes ou encore les houthistes.

Tous ces ralliements viennent grossir les rangs de la révolution yéménite⁷⁵. Si cette dernière a débuté spontanément grâce aux étudiants, aux militants et à la société civile, elle est très vite prise en otage par les hommes politiques et religieux souvent traditionalistes, voire extrémistes⁷⁶. Afin de coordonner cet ensemble de voix dissidentes hétérogènes, les manifestants mettent en place le Forum commun, censé formuler les revendications parmi lesquelles le départ de Saleh du pouvoir. Dès le début du Forum commun, Saleh refuse le dialogue et choisit de réprimer violemment les manifestations. À Taïz, les forces de l'ordre interviennent dans la nuit du 29 au 30 mai faisant plus de 250 morts et plus de 2 000 blessés. Des affrontements éclatent également à Aden, puis à Sanaa où Saleh échappe à une tentative d'assassinat dans une mosquée, le 3 juin 2011. Blessé, il est évacué en Arabie saoudite. Des négociations s'ouvrent à son retour grâce à l'intermédiation du Conseil de coopération du Golfe. Saleh quitte le pouvoir et des élections anticipées ont lieu le 21 février 2012. Le vice-président et seul candidat, Abdrabbo Mansour Hadi, devient le nouveau président du Yémen pour une période transitoire de deux années.

Pendant la révolution yéménite, les consignes données par les cadres de l'organisation houthiste sont plutôt souples et de

75. Laurent Bonnefoy, Franck Mermier et Marine Poirier (dir.), *Yémen, le tournant révolutionnaire*, op. cit.

76. Arwa Abduh Othman, « Lecture du printemps féministe », op. cit., p. 36-37.

nombreux partisans se joignent aux manifestations à Sanaa⁷⁷. Les houthistes participent ainsi à l'essor du mouvement populaire et partagent de nombreuses revendications avec les jeunes manifestants et la société civile occupant les places publiques (lutte contre la corruption et la pauvreté, opposition à Saleh, etc.). Ils vont même jusqu'à dénoncer les violences et les assassinats des manifestants pacifiques. Toutefois, leurs actions de médiation au sein du Forum commun et leur présence physique sur ces mêmes places publiques demeurent plus que limitées – sauf à Sanaa où les houthistes commencent à avoir de nombreux sympathisants parmi les classes sociales les plus précaires et les déplacés des bombardements effectués par l'armée de Saleh en 2009.

C'est surtout en dehors des villes – et en dehors de l'organisation du Forum commun – que les houthistes tirent leur épingle du jeu. Profitant du chaos de la révolution, de la faiblesse des institutions publiques locales et de la concentration des forces régaliennes sur les mouvements populaires urbains, les houthistes poursuivent leur offensive territoriale dans le gouvernorat de Saada, au cœur des gouvernorats voisins, Al Jawf, Amran et Hajjah sur la côte ouest. Les houthistes prennent le contrôle militaire du port de Midi, à la frontière avec l'Arabie saoudite, et obtiennent pour la première fois le contrôle d'un port et l'accès à la mer Rouge. Avec le port, les houthistes conquièrent également les principaux axes routiers menant en Arabie saoudite⁷⁸ et disposent de terres agricoles productives ouvrant sur la plaine côtière de la Tihama⁷⁹.

Les conquêtes houthistes passent pour l'heure au second plan tant le Printemps arabe et l'élection de Hadi en février 2012 laissent entrevoir une sortie de crise. Cette espérance est pourtant de courte durée. Saleh avait réussi à gouverner le Yémen pendant plus de trente-cinq ans en manipulant et en instrumentalisant

77. Thomas Juneau, *Le Yémen en guerre*, op. cit., p. 30.

78. Le gouvernorat d'Hajjah comprend les principaux axes routiers reliant le Yémen à l'Arabie saoudite. Ceux du gouvernorat de Saada sont très vite surveillés et fermés. Quant à la partie centrale et est du Yémen, il s'agit d'un immense désert peu propice à l'installation d'infrastructures.

79. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 156.

des alliances de circonstance entre militaires, milieux d'affaires, fonctionnaires, chefs tribaux et opposants jusqu'au cœur même de l'État. Bien qu'il ait été son vice-président, Hadi ne dispose pas de tels réseaux d'influence. L'après-Saleh se caractérise par une lutte d'influence entre les anciennes élites s'accrochant au pouvoir et les nouvelles, entre les acteurs autrefois marginalisés et ceux issus de la révolution – partisans de Hadi, indépendantistes du Sud, islamistes, salafistes, société civile incluant les organisations de la jeunesse et féministes, officiers militaires jouant un rôle politique, tribus, houthistes et partisans de l'ancien parti de Saleh, etc.⁸⁰.

L'échec de la phase de transition : l'avancée des houthistes vers Sanaa (2012-2014)

Dès le début de la phase de transition prévue pour deux ans (2012-2014), le président fait face à une société morcelée et à de nombreuses insurrections au sein même de l'armée. Il tente de remplacer les officiers contestataires par des soutiens proches de sa personne⁸¹. Par manque de temps, il échoue. Afin de définir une nouvelle stratégie politique pour le Yémen, Hadi organise la Conférence du dialogue national censée réunir les différents courants émanant de la révolution yéménite pour incarner l'unité nationale. La Conférence propose de nombreux ateliers thématiques (la bonne gouvernance, la question du Sud, la question de Saada et des houthistes, la construction de l'État, les enjeux des droits et de la liberté, la réforme militaire, etc.) au terme desquels doivent aboutir une rénovation du système politique et la mise en place d'un Yémen fédéral.

La Conférence est un échec. D'emblée, elle tourne à la foire d'empoigne : chaque groupe politique met davantage d'énergie à consolider son pouvoir, en détournant notamment l'aide étrangère au développement, qu'à évoquer les enjeux de développement

80. Marie-Christine Heinze (dir.), *Yemen and the Search for Stability: Power, Politics and Society After the Arab Spring*, Londres, I.B. Tauris, 2018.

81. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 41.

et de modernisation de la société yéménite. En conséquence, les bailleurs et les institutions internationales gèlent l'aide de plus de 7 milliards de dollars, prévue principalement pour des projets agricoles ou pour lutter contre la pénurie d'eau⁸². Parmi ces groupes, on retrouve le Congrès général du peuple, le parti politique de Saleh, qui concentre près d'un cinquième des sièges (112 sur 565). N'y siégeant pas, Saleh y est toutefois représenté et devient même un membre de l'opposition politique, déterminé à retrouver sa place et à se venger de ceux qui l'ont trahi⁸³. L'homme a donc tout intérêt à faire échouer et à montrer l'incapacité de son successeur à gouverner et à unir le Yémen en transition. Il y réussit facilement et la Conférence du dialogue national devient une passe d'armes entre les partisans de Saleh et ceux de Hadi. Cette opposition d'une élite vieillissante refusant de partager le pouvoir s'illustre par la faible intégration des nouvelles forces politiques sorties vainqueurs de la révolution yéménite : les sécessionnistes du Sud, la société civile incluant la jeunesse étudiante et les féministes ainsi que les houthistes⁸⁴. Cette marginalisation au sein du gouvernement traduit la façon dont Hadi imite – avec un manque de compétence évident⁸⁵ – la stratégie de Saleh, à savoir servir ses propres intérêts financiers.

La participation des houthistes à la Conférence du dialogue national témoigne de leur reconnaissance politique par les autres acteurs de la scène nationale. Avec 35 sièges à la Conférence⁸⁶, le mouvement de résistance locale devient une force politique nationale⁸⁷. À cette occasion, les houthistes prennent le nom d'Ansar Allah – « les partisans de Dieu » – afin de tenter de

82. Helen Lackner, « [Yémen. Les politiques néolibérales sans filtre ont aggravé la crise de l'eau](#) », *Orient XXI*, 29 juin 2021.

83. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 53.

84. Marie-Christine Heinze (dir.), *Yemen and the Search for Stability*, op. cit.

85. *Ibid.*, p. 53.

86. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 43.

87. Marieke Brandt (propos recueillis par Octave Larmagnac-Martheron), « [Qui sont et que veulent les Houthis du Yémen ?](#) », *Philosophie magazine*, 21 février 2024.

déconstruire l'image d'un groupe de montagnards réactionnaires⁸⁸. Leur nouveau nom les positionne ainsi comme un mouvement national, ouvert aux ralliements des autres composantes de la société⁸⁹. Leur participation à la Conférence est néanmoins marquée par l'assassinat de nombre de leurs dirigeants. L'identité des coupables reste incertaine, il pourrait s'agir des mouvements salafistes, poussés par Saleh qui aurait avantage à renforcer les partisans de la ligne dure des houthistes afin de les encourager à adopter une stratégie agressive⁹⁰.

L'assassinat des dirigeants houthistes modérés a permis effectivement aux plus extrémistes de prendre le pouvoir au sein du mouvement tout en radicalisant les derniers modérés. Cette radicalisation se fait sentir dès 2013, puis tout au long de l'année 2014 où les houthistes attaquent les communautés religieuses étrangères aux croyances zaydites à Dammaj – proche de Saada – avant de se propager plus largement dans les gouvernorats de Saada, d'Al Jawf et d'Amran. Les écoles rurales religieuses salafistes et les tribus proches du parti al-Islah ripostent tant bien que mal par la constitution de milices sans forcément tenir tête aux houthistes. La violence des combats pousse le président Hadi à s'interposer comme médiateur dans des régions qu'il contrôle mal. Afin de calmer les houthistes, il décide de déplacer les religieux et les salafistes en dehors du gouvernorat de Saada et les délocalise dans celui d'Hodeïda⁹¹. Puis il accepte la requête des houthistes de remplacer les dirigeants et gouverneurs salafistes

88. Les Yéménites ont coutume de qualifier les houthistes de « gens de la caverne » rappelant à la fois la dimension religieuse de la sourate coranique de la caverne (Ahl al-khaf), la position montagneuse et reculée des houthistes et par conséquent la mentalité réactionnaire du groupe (Mayssa Shuja Al-Deen, « Entre Saada et Aden », *op. cit.*, p. 108).

89. Ce qui semble avoir marché pendant la phase de transition. En 2014, alors que les prix du pétrole et du gaz augmentent fortement, les houthistes sont parmi les premiers à manifester leur colère et Jamal Jubran note, ironiquement, que près de la moitié des cadres du parti socialiste ont rejoint le groupe des houthistes (Jamal Jubran, « Aden, ville ouverte sur la douleur », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, *op. cit.*, p. 61).

90. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, *op. cit.*, p. 157.

91. Bushra Al-Maqtari, « Les évolutions du militantisme », *op. cit.*, p. 130.

ou d'al-Islah dans le gouvernorat d'Amran au sud de celui de Saada par des zaydites.

Hadi espère satisfaire tout le monde. D'un côté, sa médiation est motivée par la crainte de se mettre à dos les monarchies du Golfe, l'Arabie saoudite en tête, et de voir coupée leur aide financière dans ce contexte d'insécurité religieuse. D'un autre côté, Hadi espère décrocher certaines garanties de paix auprès des houthistes après les assassinats de leurs cadres alors que la Conférence du dialogue national aborde le sujet du découpage fédéral du Yémen. Afin de réduire les tensions indépendantistes, le gouvernement d'unité nationale souhaite établir une organisation fédérale en six régions pour limiter la centralisation en vigueur sous Saleh. En neuf mois de débat, une multitude de projets de cartes ont été proposés, mais aucun n'a fait l'unanimité. Face à cette situation, Hadi effectue son propre découpage en total désaccord avec celui prôné par les houthistes, ces derniers peinant à imposer leur vision du territoire.

Les houthistes proposaient la construction de la région fédérale d'Azal regroupant les territoires zaydites, fondée sur les gouvernorats dont ils avaient conquis militairement certaines régions auparavant : les gouvernorats de Saada (leur région historique), d'Hajjah (l'accès à la côte de la mer Rouge et au port de Midi) et d'Al Jawf (accès aux ressources pétrolières et gazières). L'idée est tout de suite rejetée par les partisans de Hadi et par l'Arabie saoudite qui voit d'un mauvais œil l'installation durable des houthistes le long de sa frontière. À rebours de la vision houthiste, le projet adopté par le gouvernement yéménite prévoit une région houthiste fortement enclavée, fondée sur les gouvernorats de Saada et d'Amran au sud. Cette région dispose de faibles ressources économiques et d'un maillage religieux complexe incluant des zaydites, des salafistes et des sunnites, notamment proches de Sanaa⁹².

Ce redécoupage est perçu comme un affront par le mouvement houthiste d'autant plus que les rebelles détiennent déjà militairement certaines régions desquelles le gouvernement leur

92. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, *op. cit.*, p. 46.

demande de se retirer. Cette exigence achève de rompre le dialogue avec les houthistes. L'un des porte-parole du mouvement, Mohamed al-Bukhaiti, dénonce la trahison de la Conférence vis-à-vis du peuple yéménite en affirmant que l'objectif premier du redécoupage est de regrouper des régions pauvres aux terres stériles⁹³. Il surenchérit en soulignant l'intérêt prépondérant de la Conférence pour la question de la sécession du Sud dont Hadi est originaire : les sudistes représentent 30 % de la population mais plus de 56 % des sièges de la Conférence⁹⁴.

Cet échec parachève la radicalisation et la militarisation des houthistes qui se traduisent par une avancée des forces armées vers le gouvernorat d'Amran, au sud. Ils en prennent le contrôle et continuent leur progression vers Sanaa. Au printemps 2014, Hadi obtient le document final de la Conférence du dialogue national censé représenter la nouvelle constitution du pays. Son mandat devait alors se terminer mais il le prolonge jusqu'en février 2015 afin de conclure la phase de transition. Hadi espère ainsi asseoir sa position en tant que nouveau président du Yémen et entreprend de séduire la communauté internationale. Faisant face à des difficultés financières, pour donner suite à la demande du FMI, le régime de Hadi augmente les prix du gaz et du pétrole à l'été 2014 afin de permettre le décaissement des fonds de développement promis par les bailleurs internationaux⁹⁵.

Cette mesure impopulaire entraîne de fortes manifestations dont les houthistes prennent la tête⁹⁶. Durant l'été 2014, les houthistes appellent à descendre dans la rue pour lutter contre la corruption du régime et promouvoir une bonne gouvernance et une justice équitable pour tous⁹⁷. Ils en profitent pour affirmer

93. *Ibid.*

94. *Ibid.*, p. 47.

95. *Ibid.*, p. 49.

96. Un contre-discours entendu par certains réfugiés yéménites témoigne de l'impopularité de Hadi. Ce dernier aurait détourné l'argent de l'État pendant la phase de transition afin de créer des réseaux clientélistes lui étant favorables durant les négociations de la Conférence du dialogue national (entretiens menés à Djibouti, 2021).

97. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 160.

qu'ils sont les seuls à défendre les intérêts du peuple en réclamant constamment la baisse des prix. Pour rallier le plus de partisans possible à leur cause, les porte-parole houthistes n'hésitent pas à reprendre les idéaux défendus pendant la révolution yéménite par la société civile et autrefois par les socialistes. Ces manifestations regroupent d'autant plus de monde que la Conférence du dialogue national s'est tenue pendant plusieurs mois dans un des hôtels les plus luxueux de la capitale, bien éloigné du mode de vie de l'ensemble des Yéménites.

Dès le début de la décennie 2000 et jusqu'à la veille de leur conquête de Sanaa en septembre 2014, les houthistes jouent en permanence sur l'ambiguïté de leurs revendications. Les visées socialistes côtoient les appels à revigorer la foi zaydite, les arguments en faveur du retour de l'imamat flirtent avec l'exigence d'une meilleure gouvernance et d'une justice équitable. Cette ambiguïté leur permet finalement de recruter des sympathisants aux idéaux politiques et religieux différents, y compris des partisans socialistes. Aussi, à la fin de l'été, les houthistes comptent de nombreux partisans dans les environs de Sanaa, grâce auxquels ils avaient déjà pénétré militairement certains quartiers de la banlieue sans avoir usé de violence. Les manifestations leur offrent une couverture populaire pour entrer dans la capitale et en prendre le contrôle à l'automne.

SE BATTRE POUR LA MER : MIDI, ADEN ET HODEÏDA (2014-2024)

Arrivé à ce moment de l'histoire, le début de la seconde guerre civile (depuis 2014), l'objectif est de tenter de comprendre la perception des événements militaires et du conflit à travers le prisme des rebelles houthistes. Cela entraîne d'emblée trois remarques. Premièrement, il s'agit bien ici de tenter car, faute de données empiriques récoltées auprès des houthistes, cette analyse demeure loin d'être exhaustive. Deuxièmement, le prisme des événements étant corrélé à celui des houthistes, toutes les péripéties de la guerre ou des différents protagonistes ne sont pas narrées. Les dissensions entre les loyalistes, les indépendantistes

et les milices islamistes dont al-Qaïda dans le sud du Yémen ne sont évoquées qu'à la marge. Troisièmement, la perception houthiste tend à évoluer au fur et à mesure des événements liés au conflit. Selon leur narratif, la guerre civile laisse peu à peu la place à une guerre contre l'envahisseur, la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Il s'agit d'envahisseurs particuliers puisque leur intervention militaire au Yémen se caractérise par le refus d'envoyer directement des soldats saoudiens au combat. Dans cette guerre contre l'envahisseur, le littoral yéménite de la mer Rouge joue un rôle essentiel : les houthistes tentent de l'accaparer alors que la coalition arabe intervient justement pour contrer les velléités houthistes d'accéder à la mer. Plus que le contrôle des villes ou des ressources pétrolières – important par la suite –, la côte et la mer Rouge représentent l'un des objectifs principaux des houthistes dès le début, pour ne pas dire l'épicentre du conflit yéménite.

La conquête de la façade de la mer Rouge par les houthistes (2014-2015)

Au mois de septembre 2014, les houthistes entrent dans Sanaa et prennent possession de la capitale sans livrer un seul combat. Ils réalisent un coup d'État militaire officieux sans la moindre violence à l'encontre de la population. L'ambiance est joviale. La population manifeste contre le régime de Hadi, et les rebelles sont accueillis favorablement dans certains quartiers populaires⁹⁸. En réalité, leur entrée pacifique en ville a été permise par Saleh qui avait donné l'ordre à la garde républicaine et à certains régiments de l'armée lui étant restés fidèles de ne pas intervenir

98. Entretien avec un réfugié yéménite ayant quitté Sanaa en 2015 à la suite des bombardements de la coalition arabe, Djibouti Ville, 2022. L'arrivée des houthistes fait l'objet de nombreuses interprétations selon les affiliations de chacun. Ainsi, à l'inverse, le témoignage littéraire de Jamal Jubran, « Journal de la tristesse houthiste », publié dans l'ouvrage collectif de Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre, op. cit.*, illustre une vision totalement différente. Au fur et à mesure des jours, on se rend bien compte de toute la difficulté de vivre dans une ville occupée et dont la gouvernance devient de plus en plus violente.

pour freiner l'avancée des rebelles⁹⁹. Les premiers affrontements avec des milices sunnites ne se produisent qu'au milieu du mois, lorsque les houthistes tentent de prendre le contrôle de certains points stratégiques : les locaux des médias, l'aéroport, certains ministères, le palais présidentiel ou encore les lieux où résident l'état-major de l'armée ou les ministres. Le 21 septembre, les houthistes déclarent contrôler la capitale.

Des négociations sont engagées sous l'égide des Nations unies entre les rebelles houthistes et le président Hadi afin de mettre en place un gouvernement d'unité nationale. Les pourparlers échouent du fait des différentes forces en présence à Sanaa. Les houthistes sont maîtres de la ville et l'armée semble partagée entre certains régiments démobilisés, vaincus par inactivité, et d'autres, restés fidèles à Saleh, en quête de reconnaissance. Ce dernier est lui-même en discussion avec les dirigeants houthistes pour établir un accord politique afin de revenir au pouvoir. Quant à la population, une partie semble dans un premier temps soutenir les houthistes dont les discours économiques populaires et populistes leur assurent un capital de sympathie malgré les affrontements religieux avec les salafistes et d'autres milices locales.

Les houthistes ont pour objectif de remplacer l'élite administrative traditionnelle par leurs propres cadres afin de devenir la nouvelle élite du pays et de créer un État yéménite houthiste. Pour y parvenir, ils gardent Hadi à la tête de l'État dans le but d'en faire un homme de paille pendant la phase complexe de transition administrative. Ils exigent des remaniements au sein des administrations et du gouvernement : le remplacement du vice-président, de certains ministres et de plus de 160 cadres au sein des ministères de l'Intérieur et de la Défense¹⁰⁰. Refusant de démissionner, Hadi coopère sur certains points donnant l'illusion d'être la marionnette des rebelles. Sur le plan international,

99. À ce titre, il semblerait qu'un accord secret ait été passé entre les dirigeants houthistes et Saleh dès le temps de la Conférence du dialogue national afin de prévoir la conquête de Sanaa.

100. Helen Lackner, *Yemen in Crisis, op. cit.*, p. 51.

son maintien permet au Yémen de toucher encore les subventions internationales des différents bailleurs et d'éviter l'intervention politique ou militaire de l'Arabie saoudite ou du Conseil de coopération du Golfe¹⁰¹. La stratégie est peu efficace puisque l'Arabie saoudite cesse de verser toute aide dès que les houthistes entrent dans la capitale. Sur le plan intérieur, le maintien de Hadi permet d'éloigner Saleh du pouvoir. En cas de démission du président, le pouvoir reviendrait automatiquement au président du Parlement qui deviendrait le nouveau président de transition. Or le président de l'époque étant un proche de Saleh, la démission de Hadi reviendrait indirectement à remettre Saleh au pouvoir, ce que les houthistes refusent malgré l'alliance de circonstance qui s'est nouée.

Face aux réticences de Hadi à répondre à leurs exigences, les houthistes prennent le contrôle du palais présidentiel en janvier 2015 et placent le président en résidence surveillée. Hadi démissionne. Les houthistes décrètent la dissolution du Parlement et proclament un Comité révolutionnaire censé gouverner le pays de manière transitoire. Ce coup d'État officiel n'est pas reconnu par de nombreux groupes d'opposition – à commencer par les religieux d'al-Islah – et par la communauté internationale. Quelques semaines après son arrestation, en février 2015, Hadi réussit à s'échapper de sa résidence surveillée et fuit à Aden. Il tente d'y recréer un gouvernement en déclarant Aden, nouvelle capitale du Yémen – bien que l'ensemble des ministres soient toujours sous surveillance à Sanaa. Cette déclaration provoque la colère des dirigeants houthistes qui envisagent de poursuivre leur avancée militaire vers le Sud en prétextant la volonté sécessionniste de Hadi.

Les revendications socio-économiques et de justice mises en avant par les houthistes durant ces dernières années se fracturent au printemps 2015. L'image populiste des rebelles, construite contre la corruption endémique du régime de Saleh puis de celui de Hadi, ne résiste pas au rapprochement politique avec Saleh depuis leur conquête de Sanaa. Une fois qu'ils ont assuré leur

101. *Ibid.*

mainmise sur l'appareil sécuritaire de l'État, les houthistes justifient l'accaparement des ressources économiques du pays par la lutte contre al-Qaïda, présente au sud du pays, et l'expulsion des mouvements religieux salafistes du Yémen. L'objectif défendu n'est plus tant de lutter contre la corruption, mais bien de lutter contre certaines confessions. Et, pour atteindre cet objectif, Saleh devient l'homme incontournable grâce à ses brigades bien qu'il ait combattu à six reprises les houthistes¹⁰². Dès l'imamat et tout au long du XX^e siècle, les zaydites représentent bien souvent la majorité des soldats de l'armée royale, puis nord-républicaine, enfin du Yémen unifié. Dès son arrivée au pouvoir, en 1978, Saleh a fait en sorte de placer des militaires de sa tribu aux postes de commandement. Il n'a pas hésité non plus à recruter massivement des populations originaires du nord du Yémen pour constituer une armée qui, malgré les événements, pouvait lui rester fidèle. En outre, l'homme veut se venger de son ancien vice-président.

La naissance de la coalition houthistes-Saleh fait évoluer les objectifs du conflit en propageant l'image d'un gouvernement sudiste proche, pour ne pas dire affilié à al-Qaïda, auprès des populations nordiques¹⁰³. La rhétorique houthiste assimile en permanence les populations et certaines régions sudistes à la dissidence d'al-Qaïda – cette dernière trouvant un terreau fertile à son implantation et son recrutement parmi les déçus et les exclus de l'unification du Yémen et des nostalgiques de la période socialiste¹⁰⁴. Si l'organisation jihadiste est bien présente dans les régions éloignées du sud du Yémen, notamment dans la vallée

102. Cette alliance de circonstance demeure fragile en raison du passif entre Saleh et les houthistes. On pourrait penser qu'elle a pu tenir aussi longtemps (jusqu'en 2017) à la suite des dangers que représentait l'intervention de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite.

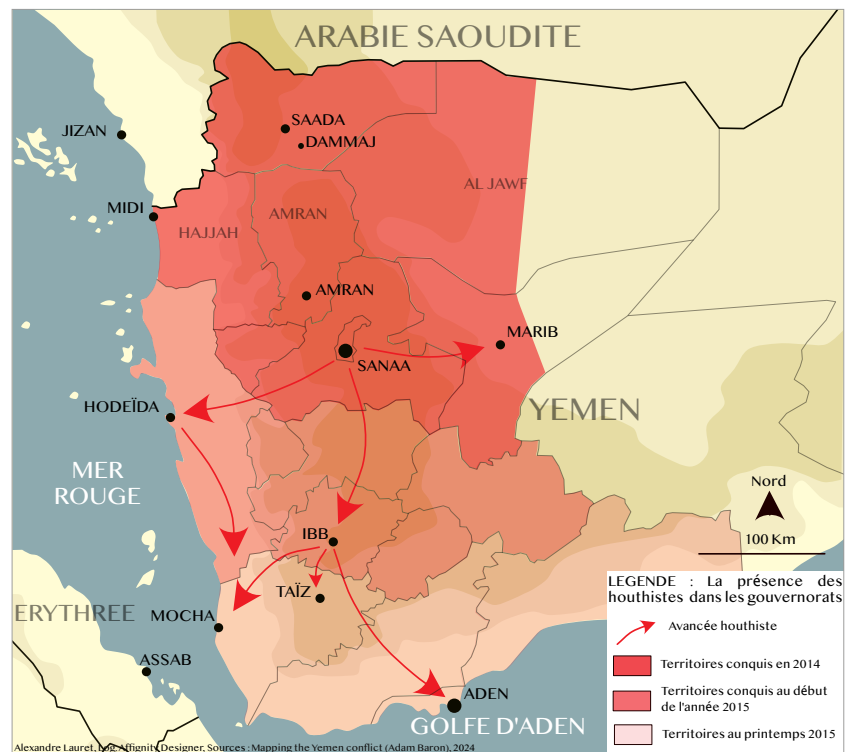
103. Entretien réalisé avec un réfugié yéménite originaire de Sanaa, Djibouti Ville, 2022.

104. Noel Brehony, *Yemen Divided: The Sorty of a Failed State in South Arabia*, Londres, I.B. Tauris, 2013.

de l'Hadramaout¹⁰⁵, cet argument sert surtout de *casus belli* à la coalition Saleh-houthistes pour avancer vers Aden.

Carte 5

La conquête du Yémen par les houthistes (2014-2015)



Mars 2015 marque le début de l'offensive de cette alliance contre le gouvernement de Hadi (voir Carte 5 : La conquête du Yémen par les houthistes). L'offensive militaire est un véritable

105. L'organisation al-Qaïda est bien présente dans certaines régions du sud du pays et dès le début de la guerre civile, elle profite du chaos régnant pour conquérir certaines régions, notamment pétrolières, dans l'est du pays. Al-Qaïda contrôle par exemple la région de la ville de Tarim, au cœur de l'Hadramaout, riche en ressources pétrolières ainsi que certains ports pétroliers de la côte (Al Mukalla, Ash Shihr, etc.) tout au long de l'année 2015.

succès : la coalition houthistes-Saleh prend Hodeïda, second port du pays et porte maritime de Sanaa, la façade maritime donnant sur la mer Rouge, la ville d'Ibb, les faubourgs de Taïz et se retrouve aux portes d'Aden en quelques semaines seulement. Le 25 mars, la coalition s'empare de l'aéroport d'Aden, capture des membres du gouvernement et s'apprête à entrer dans la ville. Hadi et plusieurs membres de son gouvernement s'enfuient en Arabie saoudite. La rapidité de l'offensive s'explique d'une part, par la forte mobilisation des soldats fidèles à Saleh qui ont combattu en première ligne, notamment les unités spéciales dotées d'une expérience militaire, de la connaissance du terrain et de l'esprit de corps¹⁰⁶ ; d'autre part, par la faible résistance rencontrée par les troupes de Saleh dans un contexte de faillite générale de l'État et de l'armée loyaliste. Ce sont surtout les combattants salafistes, certains groupes jihadistes et des milices locales qui se sont mobilisées dans le sud, à Taïz et à Aden pour résister à la coalition Saleh-houthistes – ce qui conforte l'argumentaire houthiste selon lequel le gouvernement de Hadi s'est allié avec des mouvances religieuses comprenant des éléments extrémistes.

La bataille d'Aden (mars-juillet 2015) est le premier véritable affrontement de cette deuxième guerre civile. Pour beaucoup d'Adénites, il ne s'agit plus d'un conflit entre deux gouvernements mais bien du retour de la guerre du Nord contre le Sud¹⁰⁷. D'un côté, la bataille d'Aden a mobilisé les restes de l'armée loyaliste, essentiellement sudistes, et des milices locales indépendantistes ou sécessionnistes. D'un autre côté, les houthistes et l'armée de Saleh espèrent retrouver leurs gloires passées – la monarchie pour les premiers, leurs privilèges pour les seconds si Saleh revient au pouvoir. Il semblerait qu'à cette époque de la conquête territoriale, même les dirigeants houthistes prenaient

106. Il est donc difficile de savoir avec précision l'importance numérique des partisans houthistes lors de cette conquête territoriale, puis lors de la bataille d'Aden.

107. Entretien réalisé avec un réfugié yéménite originaire d'Aden, Djibouti Ville, 2021.

leurs ordres de Saleh qui avait, par le passé, mené la première guerre civile de 1994, et qui a supervisé la deuxième¹⁰⁸.

L'intervention de la coalition saoudo-émiratienne ou la guerre « contre l'envahisseur » (2015-2018)

Aux portes d'Aden, la guerre civile pour la reconnaissance du gouvernement, pour des idéologies religieuses différentes devient une guerre contre l'envahisseur pour les houthistes. Alors que leur coalition semble l'emporter dès les premiers combats, l'Arabie saoudite intervient militairement afin de stopper leur avancée. Le royaume saoudien qui ne peut tolérer que le pays le plus peuplé de la péninsule Arabique tombe aux mains des houthistes, met l'accent sur la dimension religieuse du conflit en prétextant notamment le soutien et l'ingérence de l'Iran à la cause houthiste¹⁰⁹. Néanmoins, sa décision d'intervenir au Yémen est surtout liée à des facteurs de politique intérieure. Dans sa course effrénée à la modernisation économique, politique et diplomatique, l'Arabie saoudite veut montrer sa capacité à intervenir militairement à l'étranger, à projeter sa puissance et rompre ainsi avec une politique étrangère jugée trop timide, voire moribonde¹¹⁰.

Après la mort du roi Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud en janvier 2015, son frère le prince Salman lui succède sur le trône. Son âge, 79 ans, soulève la question de la succession au sein de la famille royale al Saoud. Un de ses fils, Mohamed ben Salman (MBS), manœuvre pour devenir le prince-héritier. Sa stratégie porte ses fruits en 2017. Dès l'intronisation de son père, MBS est nommé ministre de la Défense. Il lance une immense opération militaire pour freiner l'avancée des houthistes au Yémen. Il voit dans leur insurrection une cible facile à abattre et un moyen de montrer ses compétences militaro-diplomatiques afin de se

108. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 162.

109. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2020.

110. Thomas Juneau, *Le Yémen en guerre*, op. cit., p. 49.

donner une stature internationale dans la concurrence interne à la succession au trône. Son objectif initial est d'enrayer l'avancée des houthistes chiites-zaydites pour se positionner comme le digne représentant religieux de la branche sunnite, de contrer l'influence iranienne dans la région et de rendre les clefs du Yémen au gouvernement de Hadi faisant de lui un homme-lige.

L'intervention saoudienne affecte durablement la conception du conflit des différents protagonistes. Face à la chute possible d'Aden et du gouvernement Hadi, l'Arabie saoudite, épaulée par les Émirats arabes unis (EAU), prend la tête d'une coalition arabe menée par une dizaine de pays (Koweït, Bahreïn, Qatar¹¹¹, Égypte, Jordanie, Maroc, Sénégal, Soudan – auxquels s'ajoutent plus tard la Somalie et l'Érythrée). Malgré le nombre de pays, ce sont surtout l'Arabie saoudite et les EAU qui fournissent le principal effort militaire en lançant dès la fin du mois de mars 2015, l'opération *Tempête décisive*. Cette opération doit aboutir au retrait des houthistes d'Aden. Elle dure un mois (26 mars – 21 avril) durant lequel l'aviation saoudienne frappe intensivement le Yémen. L'aviation yéménite est anéantie dès les premiers bombardements ; les villes d'Aden, de Sanaa, d'Hodeïda et de Mocha sont puissamment bombardées ; le palais présidentiel à Sanaa est détruit en grande partie ; des hôpitaux, des bâtiments d'ONG (dont Médecins sans frontières) ou des mosquées sont également touchés à Hodeïda, etc. Ces bombardements massifs qui frappent sans discrimination des cibles militaires et civiles provoquent le déplacement de plus de 2 millions de Yéménites urbains qui cherchent refuge dans les villages ancestraux des montagnes. Ceux qui ne bénéficient pas de cette possibilité, choisissent bien souvent l'exil vers Djibouti¹¹².

L'objectif premier de l'intervention saoudienne, freiner l'avancée de la coalition houthistes-Saleh à Aden et limiter leurs capacités militaires, est atteint en quelques semaines. La coalition arabe a même fait reculer les forces houthistes-Saleh des terres littorales stratégiques avoisinant le détroit de Bab el-Mandeb.

111. Le Qatar s'est retiré de la coalition en juin 2017.

112. Alexandre Lauret, *La guerre et l'exil*, op. cit., 2023.

L'Arabie saoudite sort victorieuse des premiers affrontements et son intervention témoigne du succès des réformes de modernisation de son armée. Ce succès demeure toutefois technologique. L'Arabie saoudite envoie peu de soldats en première ligne, préférant s'appuyer presque totalement sur des contingents étrangers constitués principalement d'auxiliaires et de mercenaires soudanais ou tchadiens¹¹³.

Conforté par cette première victoire, MBS lance une seconde opération militaire, *Restaurer l'espoir*, visant à écraser complètement la rébellion houthiste. Vingt-cinq mille raids aériens¹¹⁴ et près de 400 000 morts plus tard, l'opération *Restaurer l'espoir* est un fiasco et l'appareil sécuritaire houthiste n'a jamais été aussi fort. L'achat de matériel militaire de haute technologie aux Occidentaux (États-Unis, France et Royaume-Uni en tête) et la formation des cadres de l'armée à l'étranger n'évitent pas à l'intervention saoudienne des erreurs stratégiques et tactiques nombreuses montrant l'amateurisme d'une armée inexpérimentée et, qui plus est, sans forces déployées directement sur le terrain¹¹⁵.

Les opérations militaires saoudiennes transforment profondément le rapport des houthistes aux différents protagonistes du conflit et le regard qu'ils portent sur la guerre. Afin de justifier leur échec de la prise d'Aden, les forces de la coalition houthistes-Saleh n'hésitent pas à mettre en avant l'image d'une Arabie saoudite impérialiste, un « envahisseur¹¹⁶ » qui ferait du Yémen son vassal¹¹⁷. Il semblerait que ce discours ait rencontré un large écho auprès des partisans houthistes, et plus généralement des Yéménites du nord du pays qui ont pu voir dans l'intervention

113. « [Les mercenaires soudanais impliqués dans le conflit au Yémen se retirent d'Aden](#) », RFI, 23 mars 2021.

114. Ariane Lavrilleux, « [Armement. Guerre au Yémen "made in France"](#) », *Orient XXI*, 29 septembre 2022.

115. Abdulghani al-Iryani, « [With Enemies Like These, Who Needs Friends?](#) », Sana'a Center For Strategic Studies, 15 octobre 2020.

116. Entretien avec plusieurs réfugiés yéménites à Djibouti, Djibouti Ville, 2021 et 2022.

117. Entretien officieux avec un diplomate des Nations unies, Djibouti, 2021. Thèse confirmée – ou entendue – également auprès de certains réfugiés yéménites à Djibouti.

saoudienne une ingérence étrangère freinant les processus politiques en cours et influençant profondément l'issue de la guerre.

Les actions de la coalition arabe semblent donner raison à la thèse défendue par les rebelles : les bombardements saoudiens s'accompagnent du débarquement de troupes émiraties ou de contingents étrangers le long de la côte. Plus discrets que l'Arabie saoudite et surtout moins médiatiques, les EAU optent également pour une politique offensive dès le début du conflit. Ils occupent militairement l'île de Socotra, pourtant éloignée des revendications houthistes, celle de Périm au cœur du détroit de Bab el-Mandeb et installent trois bases militaires – à Berbera, à Bossaso et à Assab – dans la Corne de l'Afrique. Quant aux Américains, ils soutiennent la coalition pendant tout le conflit par l'envoi de drones depuis leur base militaire de Djibouti.

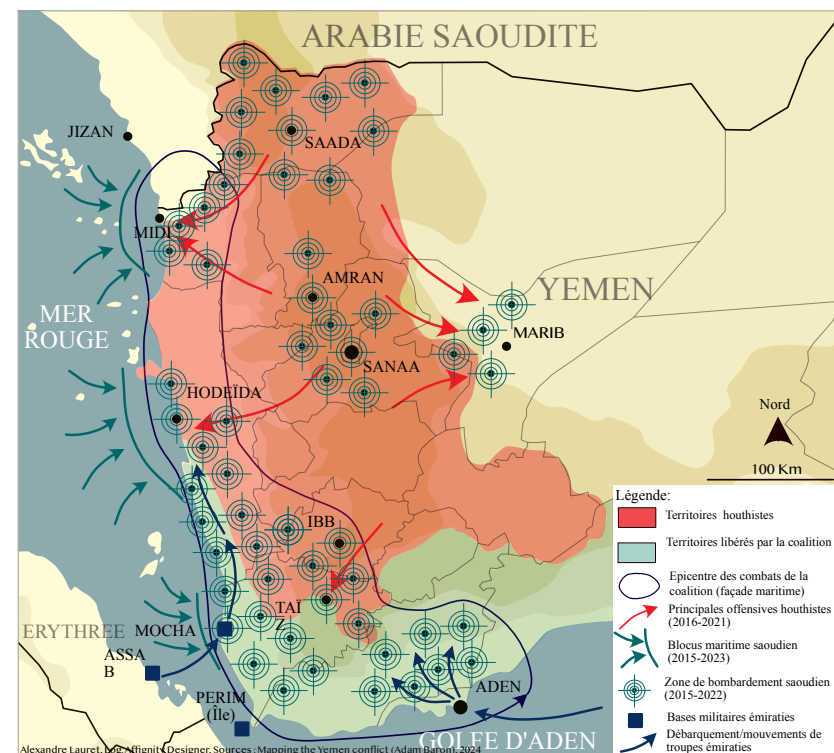
Ces interventions étrangères, commencées en mars 2015, finissent par dessiner une nouvelle territorialité du conflit yéménite autour de la façade maritime : Aden (2015), Bab el-Mandeb (2015), les ports de Moka (2017), d'Hodeïda (2018) et enfin de Midi à la frontière saoudienne (2015-2019) représentent les lieux d'affrontements entre les houthistes, les forces loyalistes et celles de la coalition (voir Carte 6 : La façade maritime du Yémen en guerre). En dehors des bombardements saoudiens sur Taïz, Sanaa et Saada, les actions militaires de la coalition arabe se sont surtout concentrées sur la façade maritime afin de libérer les ports capturés par les houthistes et de sécuriser la côte, avec pour objectif d'éviter le débordement du conflit sur le commerce maritime en mer Rouge¹¹⁸. Si, pour l'heure, les houthistes n'ont pas une volonté affichée d'attenter au bon fonctionnement de la route maritime, les cités portuaires restent tout de même des objectifs primordiaux. Aden est la ville du gouvernement en exil ainsi que le premier port pétrolier du pays. Le port d'Hodeïda est le principal corridor vers Sanaa. Quant aux ports de Midi et

118. Il faut se rappeler qu'au début de la guerre (2015, 2016), les houthistes ne disposaient pas encore d'un important arsenal militaire pour déployer une stratégie offensive en mer Rouge. La situation change à partir de l'assassinat de Saleh par les houthistes en 2017, la mainmise de ces derniers sur les stocks d'armement de l'armée yéménite à ce moment-là et l'appui logistique de l'Iran.

de Mocha où débarquent les soutiens logistiques et armés de l'Iran en transit depuis les côtes somaliennes, ils sont de faible importance.

Afin de contrer le soutien iranien, la marine saoudienne met en place un blocus maritime du port d'Hodeïda et d'une partie de la côte ouest yéménite. Le blocus s'avère imparfait : certaines sources évoquent un transit d'armes par Oman et le désert du Rub al-Khali à l'est de Saada¹¹⁹ quand d'autres signalent le transfert d'agents et d'engrais chimiques par le port de Djibouti¹²⁰. Il aura néanmoins permis aux houthistes d'acquérir un savoir-faire militaire maritime ainsi que de développer leur propre arsenal militaire composé de missiles de croisière et de missiles balistiques, qui seront utilisés massivement à partir de l'automne 2023. En dépit de quelques saisies d'armes, le blocus maritime entrave surtout l'acheminement de l'aide humanitaire, qu'elle soit originaire des ONG ou des Nations unies, aggravant la famine et facilitant la propagation d'épidémies telles que le choléra.

Carte 6
La façade maritime du Yémen en guerre



119. Entretien avec un officier français ayant séjourné au Yémen, 2024.

120. Entretien avec un agent de la sécurité portuaire de Djibouti, 2024. Depuis plus d'une décennie, le port de Djibouti décharge du nitrate d'ammonium à destination de l'Éthiopie - le même composant chimique responsable de l'explosion du port de Beyrouth. Le nitrate d'ammonium a été en partie détourné dans le port de Djibouti pour être envoyé par boutre au Yémen afin d'être utilisé comme explosif.

L'intervention saoudienne au Yémen : couacs logistiques et crimes de guerre

Refusant d'envoyer des troupes au sol afin de prévenir d'éventuelles pertes humaines, l'intervention saoudienne au Yémen s'est principalement caractérisée par des raids aériens et des bombardements sur les territoires contrôlés par les houthistes. Depuis 2015, la coalition arabe est responsable de 25 000 raids aériens sur le Yémen. Si les premiers bombardements ont bien eu lieu sur des cibles militaires (bases aériennes militaires, convois d'insurgés ou de brigade, etc.), la multiplication des frappes a très tôt entraîné la destruction de bâtiments civils provoquant la mort de plusieurs milliers de civils. À Sanaa comme à Taïz ou à Hodeïda, des quartiers résidentiels, des hôpitaux, des marchés, des fermes, des réservoirs d'eau, des convois alimentaires ou humanitaires, des écoles, des mosquées ont été bombardés durant les sept années de l'intervention saoudienne (2015-2022). Après les premières bavures logistiques, les Saoudiens ont justifié ces erreurs en expliquant que les houthistes s'étaient mêlés à la population civile. D'autres sources évoquent des dysfonctionnements entre les informateurs yéménites sur place et leurs supérieurs saoudiens – les premiers auraient désigné des cibles civiles pour régler des problèmes ou des différends locaux personnels¹²¹. Quoi qu'il en soit, les bombardements de la coalition arabe auraient tué plus de 10 000 civils selon les Nations unies, de 2015 à 2017.

Bien qu'il soit difficile d'estimer réellement le bilan humain de l'intervention saoudienne, les ONG et les Nations unies évaluent le nombre de morts au Yémen à près de 400 000 dont plus de 60 % issus de causes indirectes telles que les épidémies de choléra ou la famine devenue structurelle depuis 2015. Là encore, l'Arabie saoudite a joué un rôle important avec le blocus maritime de la côte houthiste de la mer Rouge. En souhaitant freiner le soutien militaire apporté par voie maritime par l'Iran aux houthistes,

121. Abdulghani al-Iryani, « [With Enemies Like These, Who Needs Friends?](#) », art. cit.

l'Arabie saoudite a aggravé l'ensemble des problèmes d'alimentation que connaissait la société yéménite avant la guerre. Pendant plusieurs années, les navires saoudiens ont laissé passer au compte-goutte les navires apportant une aide humanitaire au port d'Hodeïda. Une fois débarquée, la rare aide humanitaire était ensuite captée, taxée et redistribuée par les houthistes qui, faute de moyens financiers du fait du non-accès aux ressources pétrolières, comptaient sur ces taxes pour financer l'effort de guerre et payer les fonctionnaires de l'État houthiste. Selon l'ONU, 21 millions de Yéménites (sur près de 30 millions) nécessitaient une assistance humanitaire d'urgence – dont plus de 7 millions au bord de la famine et près de 1 million de cas de choléra.

À l'été 2015, après la bataille d'Aden, les forces loyalistes mènent une contre-offensive d'envergure sur plusieurs fronts. Elles commencent par libérer le détroit de Bab el-Mandeb et sécuriser la porte sud de la mer Rouge (2015) avant de libérer la ville portuaire de Dhubab, puis celle de Mocha (2017) grâce au soutien de l'aviation saoudienne et au débarquement de troupes émiraties depuis leur installation militaire à Assab¹²². Une fois la ville de Mocha conquise, les EAU y établissent une base militaire afin de soutenir l'effort visant à libérer le reste de la côte de la mer Rouge. La bataille de Mocha éveille, au sein des forces loyalistes, l'espoir de poursuivre l'offensive vers le nord, la cité portuaire d'Hodeïda, puis celle de Midi.

La réussite de l'offensive s'explique peut-être par la multiplication des fronts auxquels les forces de la coalition houthistes-Saleh doivent faire face. Les batailles de Taïz (2015-2018) et de Marib (2015-2016) mobilisent effectivement de nombreux partisans houthistes pour qui ces deux villes sont des points stratégiques. Taïz constitue le dernier rempart avant le littoral du

122. François Guiziou, « Assessing the Effectifs of a Mar on a Container Terminal: Lessons form Al Hudaydah, Yemen », *Transnav: The International Journal on Maritime Navigation and Safety of Sea Transportation*, 18 (1), mars 2024, p. 195-204.

golfe d'Aden et Marib, l'un des gouvernorats les mieux dotés en réserves pétrolières. À Taïz, ce sont surtout des milices islamistes, salafistes et de combattants locaux qui résistent au siège des houthistes grâce à l'appui aérien de la coalition (bombardements, largages de vivres ou de munitions, etc.). À Marib, si certains régiments de l'armée loyaliste se battent contre les houthistes, ils sont principalement soutenus par des tribus locales opposées à celles dont sont originaires les houthistes et qui joueront un rôle de tampon pendant la guerre civile dans cette région¹²³.

L'enlèvement dans la guerre : l'échec de la bataille d'Hodeïda (2018-2022)

L'année 2017 marque un renouveau dans la guerre civile au sein des deux camps. Au Sud, le limogeage du gouverneur d'Aden, Aïdarous al-Zoubaidi, par le président Hadi provoque la colère de la population et des manifestations appelant à l'indépendance éclatent. Le gouverneur déchu prend la tête de la contestation, crée un Conseil de transition du Sud et un Parlement afin d'engager les réformes visant à la sécession. Au début de l'année 2018, le Conseil de transition du Sud demande au gouvernement de Hadi de remplacer le nouveau gouverneur d'Aden. Ce dernier refuse et le Conseil de transition du Sud attaque le siège du gouvernement. Soutenues militairement par les Émiratis qui se désolidarisent des objectifs saoudiens, les autorités sécessionnistes prennent le contrôle de la ville d'Aden en quelques jours. La montée des tensions – entre loyalistes et indépendantistes, entre Saoudiens et Émiratis – entraîne la seconde bataille d'Aden en août 2019. Les loyalistes tentent de reprendre le contrôle de la ville. Après des pourparlers avec les membres de la coalition, les indépendantistes se retirent du palais présidentiel tout en gardant le contrôle des camps de l'armée loyaliste dont ils se sont emparés après le bombardement de l'aviation émiratie. L'offensive indépendantiste-émiratienne leur a

123. Quentin Müller, « Yémen. "Sans les tribus, Marib serait déjà tombée" », *Orient XXI*, 22 octobre 2021.

cependant permis de récupérer une partie importante de la côte sud du Yémen ainsi que l'île de Socotra. En avril 2020, le Conseil de transition du Sud déclare l'autodétermination des territoires du sud du Yémen sous son contrôle avant de se rétracter à l'été 2020 à la suite du non-soutien de l'Arabie saoudite.

Au nord, l'année 2017 marque également une rupture, celle de l'alliance entre les houthistes et Saleh. Hadi, appuyé par l'Arabie saoudite, décide de déplacer les avoirs de la Banque centrale yéménite au Sud et de geler les transferts et les salaires des fonctionnaires de l'État au Nord en 2016. Le manque de ressources économiques et les pénuries diverses compliquent la cohésion entre les partisans de Saleh et ceux des houthistes. Bien que les données manquent sur cette cohabitation pendant les premières années de la seconde guerre civile, un désaccord majeur apparaît en 2017. Il tirerait son origine de la concurrence pour le pouvoir et le partage des postes ministériels entre les partisans de chaque groupe. Plusieurs ministres sont limogés, d'autres démissionnent au profit de personnalités pro-houthistes. Dans ce contexte de salaires impayés – aux militaires – et de concurrence accrue, Saleh aurait secrètement entamé des pourparlers avec l'Arabie saoudite afin de trouver une sortie favorable à chacun¹²⁴ : la reconnaissance de Saleh comme président du Yémen par l'Arabie saoudite et le retrait de ses troupes, voire le renversement de la coalition Saleh-houthistes. Un tel contexte de méfiance provoque une passe d'armes verbale entre les dirigeants de chaque groupe¹²⁵. Les houthistes qualifient Saleh de « traître » tandis que ce dernier les aurait traités de « milice ».

Les premiers combats éclatent en décembre 2017 dans la capitale entre les soldats de Saleh, soutenus par les bombardements saoudiens, et les troupes houthistes. Le 4 décembre, Saleh est assassiné alors qu'il aurait tenté de fuir la capitale. À l'annonce de sa mort, les combats cessent et la plupart des régiments ainsi que des milices tribales choisissent de rester alliés aux houthistes.

124. Thomas Juneau, *Le Yémen en guerre*, op. cit., p. 42.

125. Natacha Yazbeck, « Rien ne va plus entre les Houthis et Saleh », *L'Orient-le Jour*, 23 août 2017.

Il en est de même des anciens dirigeants du Congrès général du peuple qui décident de se rallier aux houthistes plus par peur de représailles contre leur famille que par véritable conviction politique¹²⁶.

La mort de Saleh entraîne la mainmise totale de l'appareil administratif par le Conseil suprême de la révolution des houthistes. Une sortie de crise avec l'Arabie saoudite semble de plus en plus éloignée. Privé d'une personnalité historique de premier plan, autant ancien allié qu'ennemi, le royaume saoudien voit la situation yéménite lui échapper et la crédibilité du gouvernement de Hadi s'effondrer. L'armée saoudienne a plus que jamais besoin d'une victoire. Pour ce faire, elle appuie les forces loyalistes dès 2018 pour reconquérir le port d'Hodeïda, aux mains des houthistes depuis 2015¹²⁷. Après la bataille d'Aden de 2015, celle d'Hodeïda (2018) représente le principal affrontement majeur direct entre les forces loyalistes, soutenues par la coalition, et les houthistes. Second port du pays et port principal des houthistes, la ville compte près d'un demi-million d'habitants. Il s'agit donc d'un point de contrôle essentiel pour la coalition et les forces loyalistes¹²⁸.

Appuyées par l'aviation et la marine saoudiennes, les forces loyalistes atteignent Hodeïda en juin 2018. Pendant tout l'été, des combats ont lieu pour la conquête de l'aéroport, du port et du centre-ville. La progression des loyalistes demeure difficile et les houthistes n'hésitent pas à miner les espaces qu'ils perdent. Les bombardements intensifs, tant par les airs que par l'artillerie, provoquent la mort de nombreux civils¹²⁹. Les combats

126. « [Death of a Leader: Where Next for Yemen's GPC After Murder of Saleh?](#) », *Middle East Eye*, 23 janvier 2018.

127. Bushra al-Maqtari, « Le Yémen après Saleh. Un tournant dans la guerre », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, op. cit., p. 159.

128. D'après certains diplomates des Nations unies interrogés à Djibouti en 2021, l'objectif des Saoudiens à un moment donné aurait été de libérer totalement la côte de la mer Rouge de l'emprise des houthistes avant de se retirer – ce qu'elle n'a pu réaliser.

129. Bushra al-Maqtari, « Témoigner pour les victimes de la guerre au Yémen », *Monde commun*, 8 (1), 2023, p. 141-159.

durent sept mois sans qu'un des deux camps sorte vainqueur des affrontements. Les tentatives d'assiéger et de contourner la ville et le port échouent à plusieurs reprises entraînant toujours une raréfaction de l'entrée de l'aide humanitaire au Yémen et l'amplification de la crise humanitaire¹³⁰. L'accord de Stockholm, signé en décembre 2018, met un terme à la bataille d'Hodeïda.

Sous la médiation des Nations unies, cet accord permet la cessation des combats en ville pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Il prévoit à terme le retrait des combattants houthistes de la ville contre le paiement des salaires de leur administration à Hodeïda et l'acheminement de l'aide humanitaire en territoire houthiste. Perçu d'abord par les Nations unies comme un premier signe positif de la désescalade militaire du conflit yéménite, l'accord est rapidement critiqué et contesté car il permet aux houthistes de redéployer leurs troupes sur d'autres fronts (Taïz, Marib, Midi, etc.)¹³¹. En outre, les houthistes tardent à se retirer du port. Il faut plus de six mois pour voir, en mai 2019, les premiers contingents houthistes quitter le port. Leur retrait ne profite pourtant pas aux forces loyalistes, engagées à ce moment-là dans leur propre guerre à Aden contre le Conseil de transition du Sud. Elles sont prises de court quelques mois plus tard par le désengagement des troupes émiraties du Yémen à partir d'août 2019¹³².

La réorganisation militaire des houthistes favorise leur maintien sur le front de l'Est. En mars 2020, les rebelles capturent à nouveau la ville d'Al Hazm, la capitale du gouvernorat d'Al Jawf passée sous contrôle loyaliste en 2015. La suite de l'offensive est

130. Avant le début du conflit, le Yémen importait plus de 70 % de ses besoins alimentaires (100 % de son riz, 90 % du blé ainsi que le thé, le sucre, etc.) (Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 34) entraînant une dépendance vis-à-vis des approvisionnements étrangers. Avec le blocus maritime à Hodeïda, le nord du Yémen se retrouve dans une situation catastrophique où plus de 20 millions d'habitants – plus des deux tiers des Yéménites – nécessitent une aide humanitaire d'urgence.

131. Thomas Juneau, *Le Yémen en guerre*, op. cit., p. 46.

132. Ce désengagement militaire du terrain ne concerne pas le soutien financier et armé à certains groupes locaux.

balbutiante, entrecoupée de trêves et d'échanges de prisonniers. Le contexte international change la donne à partir de 2021. Aux États-Unis, la victoire électorale de Joe Biden s'accompagne de la levée des sanctions à l'encontre du Yémen et du retrait des houthistes de la liste noire des organisations terroristes¹³³ en février. Profitant de cette accalmie diplomatique, les houthistes reprennent leur offensive sur Marib. Ils assiègent la ville et, malgré un arsenal militaire important, échouent à la conquérir en raison de l'appui aérien saoudien¹³⁴ et d'une forte résistance des tribus locales¹³⁵. La guerre est particulièrement intense, les Saoudiens lançant plusieurs milliers de raids aériens au cours de l'année 2021. Le nombre de morts dans les deux camps franchit la barre symbolique des 30 000 – sans compter les déplacés¹³⁶.

Quand l'Arabie saoudite négocie la paix avec les houthistes (2022-2023)

L'intensité de la bataille de Marib incite l'Arabie saoudite, sous les auspices de la médiation onusienne, à décréter une trêve pour le mois du ramadan en avril 2022. La trêve est par la suite prolongée tout au long de l'été, puis à l'automne. Ce laps de temps permet à l'Arabie saoudite d'entamer des négociations, par l'intermédiaire de l'envoyé spécial de l'ONU et du sultanat d'Oman, avec les responsables houthistes pour tenter de se désengager du « borbier yéménite¹³⁷ ». Près de dix années après le début de la deuxième guerre civile du Yémen, ce qui devait être une intervention éclair pour restaurer la légitimité de Hadi est un

133. « [Yémen : les rebelles houthis rayés de la liste noire américaine](#) », France 24, 12 février 2021.

134. Julie Kebbi, « [Les Houthis mettent toutes leurs forces dans la bataille de Ma'rib](#) », *L'Orient-le Jour*, 25 février 2021.

135. Quentin Müller, « [Yémen. "Sans les tribus, Marib serait déjà tombée"](#) », art. cit.

136. Le quotidien *L'Orient-le Jour* a particulièrement bien suivi l'actualité de cette bataille en publiant intensivement sur le déroulé de la bataille.

137. Laurent Bonnefoy, « [Yémen. Une paix qui se fait attendre](#) », *Orient XXI*, 21 septembre 2023.

échec : celui-ci démissionne en avril 2022. L'opération militaire saoudienne est un véritable gouffre financier. Son coût est estimé à 725 milliards de dollars jusqu'en 2019 selon le Foreign Policy¹³⁸ et dépasse probablement les 1 000 milliards de dollars avec la bataille de Marib. Bien moins riches, les rebelles houthistes qui devaient être défaits par la supériorité technologique de l'armée saoudienne n'ont jamais été aussi forts. Quant à l'Iran, le rival des Saoudiens dans la région, il n'a jamais été aussi influent et présent en mer Rouge et au Yémen.

Au-delà de ces échecs militaires, l'Arabie saoudite et les EAU ont vu leurs propres actions se retourner contre eux. Depuis la fin du XX^e siècle et jusqu'au début de la guerre, l'Arabie saoudite n'a eu de cesse d'affaiblir l'armée yéménite par des politiques financières visant à saper les réformes de modernisation de l'armée au point qu'elle a dû venir par la suite à son secours pendant près d'une décennie. Les premières frappes saoudiennes se sont concentrées entre 2016 et 2018 sur les brigades de Saleh en épargnant les milices houthistes, ces dernières étant estimées moins dangereuses. Quant aux EAU, le processus de normalisation de leurs relations avec Israël a conforté le discours politique des houthistes selon lequel ils combattent Israël à travers l'Arabie saoudite et les EAU¹³⁹.

Malgré le non-renouvellement de la trêve en octobre 2022, les combats entre les houthistes et l'Arabie saoudite n'ont pas repris. Le royaume saoudien tente, tant bien que mal, de se désengager du conflit en négociant la signature d'un accord de cessez-le-feu avec les houthistes. Les négociations qui se sont étalées tout au long de l'année 2023, étaient sur le point d'aboutir à la fin du mois de septembre 2023, quelques jours avant les attaques du 7 octobre. En situation avantageuse face à la « défaite¹⁴⁰ » de

138. « [Chiffres choquants des pertes saoudiennes dans sa guerre contre le Yémen](#) », Agence de presse yéménite, 9 décembre 2019.

139. Abdulghani al-Iryani, « [With Enemies Like These, Who Needs Friends?](#) », art. cit.

140. Thomas Juneau, « [Negotiating Saudi Arabia's Defeat and The Houthi Victory in Yemen Negotiating Saudi Arabia's Defeat and The Houthi Victory in Yemen](#) », *War on the Rocks*, 15 mai 2023.

l'Arabie saoudite, les houthistes exigent toujours plus de concessions : 1) la fin des bombardements saoudiens ; 2) la réouverture de l'aéroport de Sanaa ; 3) l'arrivée de navires pétroliers dans le port d'Hodeïda toujours contrôlé par les houthistes¹⁴¹ ; 4) le paiement de compensations et d'indemnités financières pour la reconstruction du pays ; 5) le paiement des salaires des fonctionnaires de l'administration houthiste pendant une année – puis le paiement des arriérés de salaires depuis 2015 avec pour condition *sine qua non* que les fonds proviennent des revenus pétroliers du Yémen¹⁴² ; ou encore 6) de nombreux échanges de prisonniers.

Les exigences des houthistes peuvent apparaître comme autant de victoires et de signes de reconnaissance de leur mouvement sur la scène nationale yéménite. Si l'Arabie saoudite les accepte, c'est qu'elle y trouve également son intérêt : le désengagement de l'armée saoudienne du conflit yéménite ; une zone démilitarisée du côté yéménite de la frontière et l'arrêt des rares frappes houthistes (missiles, drones) sur les installations pétrolières saoudiennes¹⁴³. Enfin et surtout, un accord de paix dans lequel l'Arabie saoudite serait présente en tant que médiatrice et non comme partie au conflit – ce qui lui permettrait de faire oublier ses crimes de guerre commis au Yémen¹⁴⁴.

Après une décennie de guerre civile et malgré les tentatives de l'Arabie saoudite de se désengager du conflit, la situation politique s'avère plus que complexe au Yémen. Le nord du pays et une grande partie de la façade maritime de la mer Rouge sont contrôlés par les houthistes. Privés des revenus pétroliers du pays, seule la brutalité semble permettre aux rebelles de gouverner un territoire aux allures géographiques de l'ancien Yémen du Nord et qui regroupe près de 70 % de la population. Quant au Sud, l'ancien président Hadi a été remplacé par un Conseil

141. Helen Lackner, « [Au Yémen, la fin de la guerre paraît enfin en vue](#) », *Orient XXI*, 22 avril 2022.

142. Helen Lackner, « [Yémen. Les dangers d'un accord entre l'Arabie saoudite et les houthistes](#) », *Orient XXI*, 1^{er} février 2023.

143. Certaines frappes sur ces installations seraient directement effectuées par l'Iran, les houthistes n'en endossant que la responsabilité.

144. *Ibid.*

présidentiel de huit membres, constitué en avril 2022 sous l'égide des Saoudiens et des Émiratis. Comprendant les loyalistes, les indépendantistes et les islamistes (al-Islah et salafistes¹⁴⁵), le Conseil est paralysé, davantage occupé par ses luttes internes que par la volonté de régler le problème houthiste¹⁴⁶. Si les lignes de front semblent plus ou moins stabilisées entre les deux entités politiques, l'attaque du Hamas en Israël et la réponse de l'État hébreu dans la bande de Gaza offrent aux houthistes une opportunité médiatique internationale exceptionnelle durant cette décennie de combat. En élargissant le conflit yéménite à la question palestinienne, les houthistes font de leur façade maritime et de la mer Rouge le nouveau terrain d'une guerre d'où les autorités sudistes du Conseil présidentiel sont absentes médiatiquement, militairement et territorialement, absences qui font des houthistes les premiers intermédiaires politiques du Yémen sur la scène internationale.

145. Le Conseil, imposé par l'Arabie saoudite et les Émirats, est perçu par certains Yéménites comme le nouveau pantin de la coalition arabe (entretiens réalisés par WhatsApp avec des réfugiés yéménites installés à Djibouti, 2023). En effet, les deux États rivalisent pour avoir la mainmise sur ce comité constitué de huit membres. Témoin de ces rivalités, il comprend des membres du parti al-Islah en froid avec les autorités émiraties, et des salafistes, soutenus par les Émiratis. Avec de telles fractures, on comprend que le Conseil ne puisse coopérer efficacement afin de redresser la situation au Yémen.

146. Helen Lackner, « [Les Houthistes du Yémen sous les feux de la rampe](#) », art. cit.

II. LES HOUSTISTES, LE YÉMEN ET LA PALESTINE : LE RÉCIT D'UNE RÉSISTANCE À L'IMPÉRIALISME AMÉRICANO-SIONISTE

Le 7 octobre 2023, le Hamas mène une attaque d'une envergure jamais vue sur le sol israélien. L'État hébreu riposte aussitôt en lançant une opération militaire de grande ampleur en Palestine et dans la bande de Gaza. À partir du 19 octobre, les houthistes attaquent à leur tour Israël à plusieurs reprises, à l'aide de drones et de missiles de croisière. Certains projectiles sont interceptés avant de toucher leur cible par des marines occidentales, notamment la marine américaine, d'autres atteignent tout de même le sud du pays, la région d'Eilat et l'Égypte. Si ces projectiles causent peu de dégâts, ils sont néanmoins la preuve de l'amélioration des capacités logistiques et militaires des houthistes à projeter des missiles sur plusieurs milliers de kilomètres, voire dans l'espace¹. Constatant pourtant le faible impact de leurs attaques, les houthistes changent de stratégie dès le 19 novembre pour s'en prendre aux navires marchands affiliés à Israël. La mer Rouge devient le nouveau front de la guerre au Yémen et les houthistes lancent plus d'une centaine d'attaques maritimes sur des navires marchands appartenant à des armateurs occidentaux.

En réponse, les États-Unis prennent la tête d'une coalition militaire d'une dizaine de pays dont le Canada et le Royaume-Uni. L'opération *Gardien de la prospérité* est engagée le 18 décembre 2023 afin de protéger les navires marchands. Un mois plus tard, en janvier 2024, la coalition déclenche une nouvelle opération, *Poseidon Archer*. Les États-Unis et le Royaume-Uni frappent directement plusieurs dizaines de sites militaires houthistes au Yémen. Bien que ne faisant pas l'unanimité au sein des pays occidentaux, cette opération militaire conforte le discours narratif des houthistes

1. Alexis Feertchak, « ["Premier combat spatial" : Israël aurait intercepté un missile yéménite au-delà de l'atmosphère terrestre](#) », *Le Figaro*, 7 novembre 2023.

selon lequel ils résisteraient à l’envahisseur américano-sioniste et à son modèle hégémonique impérialiste².

Cette prophétie autoréalisatrice s’inscrit au cœur des stratégies médiatiques et de propagande des houthistes en vue de construire leur récit national. Si les rebelles défendent réellement la cause palestinienne, ils l’instrumentalisent également à des fins de politique intérieure. La bataille de la mer Rouge (2023-2024) leur donne la possibilité de niveler les oppositions et de fédérer des populations victimes de leur gouvernance brutale autour d’un récit national construit contre l’envahisseur.

Cette deuxième partie analyse le récit alternatif houthiste au moment où il devient le nouveau récit national de leur État, le récit des héros tombés en martyrs pour défendre le Yémen contre l’envahisseur. La figure de l’envahisseur devient par la suite un motif récurrent : les houthistes y recourent pour justifier leurs pratiques autoritaires et leur gouvernance brutale dans les territoires qu’ils contrôlent.

LA FABRIQUE HÉROÏQUE DES MARTYRS CONTRE LA FIGURE DE L’ENVAHISSEUR

Un ennemi extérieur bien commode

Depuis plus de trois décennies, les houthistes construisent un discours fondé sur une idéologie marquée, d’une part, par la haine à l’encontre d’Israël et de l’Amérique depuis la seconde Intifada (2000-2005) et l’invasion de l’Irak (2003) et, d’autre part, par l’héroïsation des martyrs tombés dans la lutte contre l’ennemi. Les attaques des houthistes en mer Rouge font écho à ce combat idéologique qui se décline sous différentes formes de résistance. Il y a d’abord celle du clan Al-Houthi qui se bat contre la marginalisation politique, économique et territoriale de la région de Saada mise en place par le régime de Saleh, puis par celui de Hadi. Tous deux sont

2. Le narratif houthiste est cependant contrecarré par le refus de l’Arabie saoudite et des EAU de rejoindre la coalition menée par les États-Unis, sûrement par effet de lassitude après une décennie d’intervention militaire au Yémen.

considérés comme des valets de l’impérialisme américain (1992-2014). Il y a ensuite la défense du Yémen – d’une « yéménité » pure et religieuse – contre les influences étrangères, qu’elles soient néolibérales ou religieuses. Selon cette logique, la guerre civile incarne les efforts des houthistes pour libérer le pays de l’emprise étrangère incarnée par la coalition arabe menée par l’Arabie saoudite et les EAU (2014-2024), ces deux États étant considérés comme les vaisseaux des Américains dans la région³. Enfin, à l’échelle régionale du Moyen-Orient, il y a la résistance des houthistes en mer Rouge en soutien au Hamas dans son combat pour libérer la Palestine d’Israël. Les bombardements tragiques dans la bande de Gaza légitiment leur combat contre l’État hébreu. Faisant écho à l’axe de la résistance de l’Iran dans la région, cet arc narratif construit par les houthistes n’a cessé d’être nourri au fil des décennies et des événements aboutissant à un récit national marqué par la figure héroïque des martyrs combattant l’impérialisme américano-sioniste.

Dès le début des années 1990, le clan Al-Houthi met en scène une histoire des marginalisés au Yémen qu’il serait le mieux à même d’incarner et de défendre. Descendant de la famille du prophète, ayant régné pendant plus d’un millénaire sur les hautes terres du Yémen et fait de Saada le centre du royaume (897-1962), le clan Al-Houthi représente avant tout une noblesse religieuse déchu avec l’avènement de la République en 1962. À partir de la période républicaine, les Hachémites – les descendants du prophète – sont relégués à l’arrière-plan politique. Saada, elle, est rejetée en périphérie, pour ne pas dire aux confins géographiques du pays. Le clan justifie cette vérité par l’importance politique et économique donnée au Sud en plein boom pétrolier par le gouvernement républicain de Saleh à partir de 1978.

3. Les récentes tentatives de normalisation des relations diplomatiques entre, d’une part, Israël et l’Arabie saoudite et, d’autre part, Israël et les Émirats arabes unis nourrissent une image fantasmée d’une coalition arabe aux ordres des États-Unis. En outre, le manque d’efficacité et de position forte de Riyad par rapport à la situation à Gaza confirme ce narratif des houthistes (voir Fatima Dazi-Héni, « [La guerre à Gaza et le retour de la question palestinienne : quels impacts sur le rôle de l’Arabie saoudite et sur les accords Abraham ?](#) », Note de recherche 142, IRSEM, 26 mars 2024).

Délaissé par le pouvoir central, le gouvernorat de Saada devient le théâtre d'une politique étrangère de conversion religieuse à travers l'installation d'écoles rurales wahhabites. En réponse, le clan Al-Houthi développe les premiers cercles des Jeunes Croyants visant à défendre l'homogénéité zaydite du gouvernorat. Ces premiers cercles leur permettent de développer leur propre idéologie. Le clan Al-Houthi s'appuie sur la doctrine zaydite de l'ancien imamat, qui allie la politique et la religion autour d'une figure monarchique issue des Hachémites, à laquelle ils empruntent des influences politico-religieuses étrangères, notamment celle des Gardiens de la révolution iraniens. Par conséquent, ils considèrent le mode de gouvernement républicain comme faible, corrompu, sans légitimité aucune et aspirent au retour de l'imamat. Ils s'inspirent des monarchies de la péninsule Arabique et estiment que seul un pouvoir monarchique religieux rendrait justice à la noblesse déchue, limiterait l'empreinte religieuse et économique de l'Arabie saoudite et redonnerait ses lettres de noblesse au Yémen.

S'estimant les mieux à même de gouverner par droit divin, les houthistes font de la défense du Yémen leur principal devoir. Ce noble but leur a surtout permis de faire varier leurs revendications politiques, économiques et religieuses afin de recruter les plus démunis face à un ennemi considéré comme illégitime au Yémen. Contre l'influence du wahhabisme saoudien et du parti islamiste al-Islah – l'équivalent des Frères musulmans – qui menace les pratiques ancestrales du zaydisme, les houthistes recrutent les plus fanatiques et les plus religieux. Contre les partis religieux les plus radicaux et al-Qaïda, les houthistes séduisent les défenseurs des libertés et les socialistes. Contre la corruption du régime de Saleh, puis celle du régime de Hadi, les houthistes se font les chantres de l'anticorruption. Contre l'appauvrissement général des populations, les houthistes recrutent les plus démunis : ceux qui ont perdu leurs terres à la suite des réformes agricoles, ceux qui ont dû migrer vers les villes de Saada et de Sanaa ou les travailleurs expulsés d'Arabie saoudite. Les houthistes leur promettent une justice économique intraitable et un partage des ressources flirtant parfois avec les idéaux

communistes. Contre la modernité occidentale envahissante, ils prêchent le respect des tribus et de l'organisation coutumière en ralliant des chefs tribaux. Contre les influences extérieures, néolibérales, saoudiennes et émiraties qui se partagent les ressources du Yémen, les houthistes sont les premiers nationalistes à garantir que les richesses bénéficieront aux Yéménites. Contre un pays marginalisé sur la scène internationale, les houthistes promettent le retour d'un âge d'or fantasmé où le Yémen représentait un phare pour le monde arabe.

Toutes ces revendications politiques, sociales ou religieuses ont pour trait commun la désignation d'un ennemi extérieur qui soumettrait le Yémen à une influence néfaste. L'idéologie houthiste vise à mettre en parallèle les problèmes de la société locale ou nationale avec une actualité internationale marquée par la mobilisation d'un ou plusieurs ennemis extérieurs. Dès les premiers prêches des années 1990, la figure de l'ennemi extérieur est invoquée tour à tour sur la scène politique nationale et internationale pour justifier les malheurs des Yéménites. La famille Al-Houthi semble avoir été marquée par les défaites passées :

- sur le plan national, la guerre saoudo-yéménite de 1934 qui s'est soldée par la perte de territoires vassalisés à l'imamat, puis l'invasion de l'armée de Nasser pour soutenir les républicains yéménites dans la guerre civile des années 1960 et la trahison des Saoudiens vis-à-vis des monarchistes dans cette même guerre⁴ ;

- sur le plan international, les défaites de Nasser et du panarabisme contre Israël affectant profondément les générations futures et le sort de la Palestine (la guerre des Six-Jours en 1967, la guerre du Kippour en 1973, le Liban et le Hezbollah, la première Intifada de 1987 à 1993, la seconde Intifada entre 2000 et 2005) ;

- et enfin, les humiliations : la guerre du Golfe (1990-1991) et l'intervention de la coalition dirigée par les États-Unis puis l'invasion de l'Irak par ces mêmes États-Unis à partir de 2003.

4. L'Arabie saoudite qui avait soutenu le camp royaliste a finalement reconnu la victoire du camp républicain.

Les premiers partisans houthistes construisent une idéologie anti-impérialiste forgée par ces défaites – au-delà d’une quelconque distinction entre sunnites et chiïtes. Cette idéologie anti-impérialiste est d’autant plus imprégnée de la notion d’un ennemi extérieur que les militants houthistes n’ont pas participé physiquement aux combats passés ou éloignés géographiquement. Ils n’en sont que les spectateurs et n’en observent bien souvent que les conséquences dramatiques : l’expulsion des Yéménites d’Arabie saoudite à la suite de la guerre du Golfe, la situation tragique des déplacés palestiniens, la *Global War on Terror* au début du XXI^e siècle, la destruction de l’Irak, etc. Cette non-participation radicalise leurs positionnements politiques : le sionisme étant perçu comme une extension de l’impérialisme et Israël comme une représentation de cet impérialisme, les Juifs du Yémen sont considérés comme des ennemis et des espions étrangers. Faisant fi de l’histoire de la communauté juive du Yémen (voir encadré), les houthistes n’auront de cesse, une fois arrivés au pouvoir, de la faire disparaître.

La disparition de la communauté juive du Yémen

Avant d’être islamisées au VII^e siècle, les terres de l’actuel Yémen sont gouvernées par le royaume juif d’Himyar, en guerre avec le royaume chrétien d’Aksoum de l’autre côté de la mer Rouge. Pour contrer la percée chrétienne sur ses terres – et dans la péninsule Arabique – à partir du V^e siècle, le roi d’Himyar appelle à l’aide l’Empire sassanide – dit aussi l’Empire des Iraniens – qui finit par renverser la dynastie royale juive. Malgré son islamisation un siècle plus tard, du vivant du prophète, le Yémen a toujours compté une communauté juive plus ou moins importante jusqu’au XX^e siècle.

À partir de novembre 1947, la déclaration d’indépendance de l’État d’Israël provoque à la fois des pogroms importants à Aden – 82 Juifs assassinés en décembre – et les espoirs de la communauté juive des deux Yémen – britanniques

et indépendants. La communauté juive yéménite voit en effet dans la création d’Israël l’accomplissement prophétique du retour à la Terre promise des treize tribus d’Israël exilées. La mort de l’imam monarque Yahya en 1948, figure garantissant la paix religieuse, achève de convaincre de nombreux Juifs yéménites de l’importance d’un départ vers Israël. Son successeur, l’imam Ahmed, semble déjà pris dans les turbulences de l’avant-guerre civile avec le camp républicain.

Les autorités israéliennes, appuyées par les États-Unis et le Royaume-Uni, montent l’opération clandestine *Magic Carpet* (Tapis volant) visant à une immigration massive de la communauté juive yéménite. Entre 1949 et 1950, 49 000 Juifs du Yémen (incluant des Juifs d’Aden, d’Arabie saoudite, de Djibouti et d’Érythrée) sont transportés d’Aden vers l’État hébreu. L’opération représente plus de 380 vols aériens effectués majoritairement par des transports américains et britanniques. Les autorités israéliennes notent à cet égard la position relativement souple du souverain yéménite qui a tout fait pour laisser partir sa communauté juive⁵. Seuls 1 200 Juifs décident de rester au Yémen⁶.

Le début du XXI^e siècle s’ouvre sur la disparition de la communauté juive yéménite plurimillénaire. En 2009, une soixantaine de Juifs yéménites sont transportés clandestinement vers New York afin d’éviter des représailles à leur encontre dans un contexte politique d’instabilité croissante. Il reste alors 290 membres⁷. Ils ne sont plus que 90 en 2013, dont la moitié réside à Sanaa. La conquête de la capitale par les houthistes en 2014 entraîne de nombreuses persécutions contre les derniers représentants de la communauté. En 2016, en pleine guerre civile, Israël mène ses dernières opérations clandestines d’exfiltration : 19 personnes sont rapatriées vers l’État hébreu clôturant l’opération *Magic Carpet* (1949-2016). Parmi les 19 évacués, il semblerait qu’un rabbin de la communauté juive du Yémen ait apporté en Israël un rouleau de la Torah vieux

5. Laurent Bonnefoy, *Le Yémen : de l’Arabie heureuse*, op. cit., p. 204.

6. Yehuda Nini, *Le monde sépharade*, t. I, Paris, Éd. du Seuil, 2006, p. 471-491.

7. « [Histoire. Juifs du Yémen exfiltrés en secret](#) », *Libération*, 2 novembre 2009.

de cinq siècles – ce qui met fin symboliquement à la présence du judaïsme au Yémen⁸. Après ce vol, les autorités houthistes emprisonnent et torturent Levi Salem Musa Marhabi, l'un des derniers représentants de la communauté juive, accusé d'avoir aidé le rabbin yéménite à faire sortir le rouleau de la Torah du pays.

Malgré tout, une cinquantaine de Juifs décident de rester au Yémen, dont une quarantaine à Sanaa, vivant près de l'ambassade américaine, puis à l'intérieur de l'enceinte de l'ambassade afin de se protéger des menaces. Les dernières familles sont contraintes à l'exil par les autorités houthistes au début de la décennie 2020 : une dizaine d'entre elles émigrent – ou sont expulsées – vers les Émirats arabes unis, 13 personnes atteignent l'Égypte où elles ont de la famille, au printemps 2021, faisant tomber à 6 le nombre de Juifs au Yémen la même année⁹. En 2022, il ne reste qu'un seul Juif au Yémen, Levi Salem Musa Marhab, emprisonné et torturé par les houthistes depuis 2016¹⁰. En 2024, il semble toujours être en prison à Sanaa.

Contre ces ennemis impérialistes, les houthistes fondent leur ascension sur l'héroïsation des martyrs – à commencer par Hussein al-Houthi, assassiné en 2004 par le régime de Saleh. Les talents oratoires d'Hussein al-Houthi lors de ses prêches politico-religieux lui valent d'être très rapidement entouré par de nombreux fidèles. De 1993 à 1997, il occupe un siège au Parlement yéménite sous l'étiquette du parti al-Haqq – le Parti de la vérité – qui, témoin de ses ambivalences de discours, reçoit le soutien des socialistes. L'homme défend en effet le droit des communautés locales à utiliser les sources d'eau, les pâturages et les rares terres agricoles rendus de plus en plus inaccessibles par la militarisation saoudienne de la frontière et par la privatisation

8. « [Israël boucle ses opérations d'exfiltration des Juifs du Yémen](#) », *Le Parisien*, 21 mars 2016.

9. « [Les 13 Juifs yéménites ont gagné Le Caire ; plus que six Juifs au Yémen](#) », *The Times of Israël*, 30 mars 2021.

10. « [Only One Jew Remains in Yemen, U.N. says](#) », *Jewish Insider*, 14 mars 2022.

engendrée par les plans d'ajustement structurel des organisations internationales¹¹. Flirtant avec le parti socialiste sudiste, Hussein al-Houthi et son parti sont accusés par le régime de Saleh de préparer la sécession du Yémen¹² – ce qui donne lieu à la première guerre civile de 1994.

Afin d'éviter la colère du régime, Hussein al-Houthi prend ses distances avec le parti al-Haqq et son mandat n'est pas renouvelé en 1997. Il s'engage alors corps et âme dans son association, al-Shabab al-Mu'min – les Jeunes Croyants –, focalisée sur la diffusion des pratiques zaydites et la lutte contre le salafisme dans le gouvernorat de Saada¹³. Après le 11-Septembre, l'invasion américaine de l'Irak et la seconde Intifada, Hussein al-Houthi renforce son discours populaire antiaméricain malgré les consignes du régime de modérer les propos politiques et religieux. Faisant peser un risque de plus en plus important sur les relations entre le Yémen de Saleh et les États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, Hussein al-Houthi adopte le slogan qui deviendra la marque des rebelles houthistes : « Dieu est le plus grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction sur les Juifs, victoire de l'islam. »

Très éloigné des idéaux socialistes, le slogan suscite une polémique entre le gouvernement de Saleh et les diplomates américains en poste au Yémen. Afin de ne pas perdre le soutien de Washington, soutien difficilement regagné après la guerre du Golfe, Saleh ordonne à Al-Houthi de modérer sa virulence. À la fin de l'année 2002, en route pour La Mecque, Saleh fait une halte dans une mosquée de Saada dans laquelle il est houspillé par les slogans des houthistes. Saleh aurait pris conscience du potentiel de nuisance de ces partisans à cette occasion¹⁴. À son retour du pèlerinage, il ordonne à Al-Houthi de se rendre à Sanaa pour lui jurer fidélité sous peine d'être accusé de trahison. Craignant

11. Isa Blumi, *Destroying Yemen*, op. cit., p. 65.

12. Manuel Almeida, « [Profile: Who are Yemen's Houthis?](#) », *Alarabiya news*, 8 octobre 2014.

13. François Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 », art. cit., p. 9-21.

14. *Ibid.*

pour sa vie, l'homme refuse et Saleh déploie en réponse une vaste opération de police qui devient très vite une opération militaire à l'encontre des populations du nord du pays. C'est la première guerre de Saada en 2004.

Dès le début du conflit, Hussein al-Houthi se met en scène lors de manifestations de soutien au régime yéménite¹⁵ : des photos et de rares vidéos le montrent brandissant le drapeau du Yémen, rappelant son combat politique pour la région lorsqu'il était au Parlement et déclamant son amour pour la patrie face aux assauts de la police et de l'armée. Les premiers affrontements éclatent et très tôt, les forces de l'ordre déploient une violence disproportionnée contre le groupe des houthistes : torture, bombardements aériens aléatoires, arrestations arbitraires, assassinats, etc. L'objectif affiché est bien d'arrêter et de mettre hors d'état de nuire Hussein al-Houthi. Le régime a même mis sa tête à prix, d'abord à 50 000 dollars puis à plus de 75 000 dollars. Arrêté, Al-Houthi est conduit à Sanaa où il meurt en prison quelques heures plus tard, assassiné semble-t-il. Sa dépouille n'est rendue à sa famille qu'après la révolution yéménite de 2012 et la mise en place du nouveau gouvernement.

Avec la mort d'Hussein al-Houthi, le régime de Saleh pense mettre fin à l'insurrection de Saada. C'est tout l'inverse qui se produit. En raison de ses combats passés au Parlement, de sa résistance – pacifiste selon ses proches – et de sa mort, de nombreux Yéménites témoignent de leur solidarité envers le clan Al-Houthi dès la fin de l'année 2004. Malgré les pertes humaines, le groupe de partisans fondé autour des Jeunes Croyants se reconstruit et prend le nom Al-Houthi en hommage au martyr Hussein. Afin de préserver la lignée dirigeante, Abdul-Malik al-Houthi est désigné par le clan pour succéder à son frère décédé. Il s'autoproclame « guide de la révolution » à l'iranienne et prend comme modèle Nasrallah, le dirigeant du Hezbollah libanais¹⁶.

15. *Ibid.*

16. Anissa Hammadi, « [Houthis du Yémen : de la guérilla aux attaques en mer Rouge, l'irrésistible ascension d'une influente famille](#) », *Le Parisien*, 19 janvier 2024.

Le clan mobilise un vaste réseau d'associations religieuses de jeunes croyants et de tribus marginalisées par le pouvoir, qui n'ont « connu de la République que les bombardements égyptiens de la guerre civile¹⁷ » puis ceux de Saleh. Jouant sur les solidarités tribales et religieuses, la famille Al-Houthi rallie très rapidement des partisans et des centaines de futurs combattants autour d'arguments simplistes¹⁸ : Saleh a pris la défense des Américains contre les siens au Yémen ; il a montré qu'il était un agent de l'extérieur capable de tuer des musulmans au profit d'étrangers – « non musulmans », « sionistes », « impérialistes », etc. ; Saleh a vendu le Yémen à l'Amérique, il est un agent sioniste, il vole les ressources du pays pour les donner aux Américains (ou aux Saoudiens), etc.

Dans un contexte où Saleh joue l'apaisement vis-à-vis des Américains, les arguments des houthistes portent. La mort d'Hussein al-Houthi témoigne du sang versé et répond de l'engagement politique du clan à lutter contre l'ennemi impérialiste. Le mouvement grossit tout au long des six guerres de Saada tandis que la répression se fait de plus en plus violente. Les houthistes auraient compté moins de 3 000 personnes en 2005 et plus de 10 000 combattants à la veille de la révolution – quand d'autres sources évoquent plus de 120 000 partisans à la même date¹⁹. Cet écart traduit la méconnaissance de l'insurrection houthiste et la façon dont le pouvoir – et les différentes composantes politiques ou internationales – l'a perçue au cours de la décennie comme une insurrection de faible intérêt. La participation des houthistes à la révolution yéménite leur donne leurs lettres de noblesse : Abdul-Malik al-Houthi, le frère d'Hussein, oppose des arguments socialistes et révolutionnaires au régime de Saleh. Il n'apparaît plus comme un obscur dirigeant religieux des régions montagneuses de l'extrême nord du pays, mais comme un artisan de la chute de Saleh. Les militants morts – les martyrs – dans

17. François Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 », art. cit.

18. D'après les témoignages de réfugiés yéménites vivant à Djibouti et originaires du nord du pays (entretiens réalisés entre 2018 et 2022).

19. Hakim Almasmari, « [Editorial: Thousands Expected to die in 2010 in Fight Against Al-Qaeda](#) », *Yemen Post*, 10 avril 2010 (Archived on 3 March 2011).

les guerres de Saada sont mentionnés comme des héros tombés pour libérer la patrie du joug américain dont Saleh serait le valet²⁰. Si les partisans se montrent encore discrets en public, des slogans houthistes s'élèvent dans la capitale dès 2012²¹.

L'arrivée du gouvernement de Hadi et l'ouverture de la Conférence du dialogue national (CDN) (2012-2014) permettent aux houthistes de faire évoluer leur discours politique, en incriminant cette fois l'appétit religieux des voisins – l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Abdul-Malik al-Houthi se déclare le premier adversaire d'al-Qaïda au Yémen, des salafistes et du parti al-Islah qu'il qualifie d'agents de l'étranger à la solde des EAU et de l'Arabie saoudite. Il faut dire qu'à cette époque, le royaume saoudien fait pression sur le gouvernement de Hadi pour refuser un accès à la mer aux houthistes dans le redécoupage fédéral du pays entrepris lors de la CDN. Ces pressions politiques et religieuses désignent l'Arabie saoudite comme le nouvel ennemi contre qui mobiliser les partisans houthistes. Cet ennemi sera d'autant plus commode qu'il décide d'intervenir militairement contre eux avec les EAU à partir de 2015.

Défendre le Yémen, secourir la Palestine : la convergence des combats

Le recours à l'argument de l'envahisseur étranger saoudien permet aux houthistes de se positionner comme les principaux défenseurs du Yémen et de ses intérêts, et de rassembler une base populaire de soutien nationaliste durant la décennie 2010. Dès la révolution yéménite en 2011, les houthistes se mobilisent contre les salafistes et les influences religieuses wahhabites. Ils disqualifient ensuite, à partir de 2012, la Conférence du dialogue national en rappelant le parti pris de tel acteur ou de telle alliance politique yéménite par rapport aux investisseurs qataris, émiratis ou saoudiens.

20. Entretiens avec des réfugiés yéménites originaires de Sanaa, camp de Markazi (Djibouti), 2020.

21. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 157.

L'échec de leurs revendications territoriales dans le partage fédéral du pays les pousse à qualifier la CDN de conférence visant au « partage du Yémen par les puissances du Golfe²² ». La prise de Sanaa par les houthistes en septembre 2014 s'apparente à une libération nationale, populaire et œcuménique – une libération qui serait soutenue par beaucoup tant Hadi et son gouvernement auraient été perçus comme des pantins à la solde des puissances de la péninsule Arabique²³. Enfin, l'intervention de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite et les EAU est considérée comme une invasion extérieure dictée par les États-Unis et Israël eux-mêmes²⁴.

Dès le début de l'intervention de la coalition arabe au printemps 2015, la frénésie aléatoire des bombardements saoudiens se retrouve au cœur de la stratégie médiatique et de la rhétorique du martyr des houthistes. Les bombardements sur les civils sont mis en avant par l'appareil de propagande houthiste pendant le conflit : les rebelles mettent tout en œuvre pour obtenir des photos, des vidéos des bombardements et des témoignages de survivants qu'ils diffusent ensuite sur les réseaux sociaux²⁵. Pour ce faire, ils utilisent – il semblerait même qu'ils paient – des indicateurs, des partisans et des sympathisants pour se rendre sur place le plus rapidement possible afin d'obtenir des images à exploiter pour leur rhétorique du martyr²⁶. Les victimes civiles

22. Entretien avec un réfugié yéménite, Djibouti Ville, 2020.

23. Isa Blumi, *Destroying Yemen*, op. cit., p. 198.

24. Pendant les six guerres de Saada, Saleh avait tenté – sans succès – de faire classer les houthistes comme entité terroriste par Washington. Il avait mis en avant les connexions entre les houthistes et l'Iran. À partir du milieu de la décennie 2015, Hadi réitère la demande vis-à-vis de l'alliance entre Saleh et les houthistes et, cette fois-ci, Washington accepte dans le contexte d'un regain de tensions diplomatiques avec l'Iran. L'administration de Trump place même le Yémen sur la liste noire américaine du terrorisme. Une fois arrivé au pouvoir, Biden supprime les houthistes de la liste avant de les y remettre à partir de leurs attaques en mer Rouge.

25. Extraits de vidéos et images provenant des différents réseaux sociaux mis en avant par les réfugiés ou les travailleurs yéménites vivant à Djibouti (Djibouti, Obock, de 2018 à 2022). Les informations qui suivent viennent également des réfugiés.

26. *Ibid.*

des bombardements sont qualifiées de « martyrs héroïques tombés pour la libération du Yémen²⁷ » dans les vidéos mises en ligne après les frappes avant que des partisans promettent de « venger la mort de ces martyrs²⁸ » en s'attaquant à l'Arabie saoudite. Le culte des partisans tombés et des civils assassinés est soutenu par la mise en scène de manifestations orchestrées pour commémorer les victimes des bombardements tandis que d'autres manifestations appellent au retrait du blocus maritime mis en place par l'Arabie saoudite. Malgré ces mises en scène, il demeure difficile d'estimer le capital de sympathie obtenu par les houthistes en mobilisant la rhétorique du Yémen martyr ou celle de la défense d'un Yémen envahi.

Le narratif des martyrs tombés en héros pour la défense du pays est repris tout au long de la guerre par les houthistes. Il s'inscrit au cœur de leur propagande visant à mobiliser les masses et à recruter pour la défense du Yémen contre l'envahisseur. Les houthistes justifient ainsi leur alliance de circonstance avec l'ancien président Saleh par un discours nationaliste prônant le regroupement des forces pour « résister à l'envahisseur saoudo-émirati armé par l'Occident²⁹ ». L'alliance est rompue en 2017, lorsque Saleh décide de négocier secrètement une sortie de crise avec l'Arabie saoudite. Son assassinat alors qu'il tentait de fuir la capitale, a été perçu comme l'application d'une sentence pour trahison nationale. Une légende urbaine circule à propos du corps du défunt qui aurait été frappé d'indignité nationale par les houthistes : ces derniers, estimant que Saleh ne méritait pas d'être enterré dans la terre du Yémen, l'auraient conservé dans un frigo³⁰.

La dimension sacrée de la terre du Yémen est rappelée à plusieurs reprises par la propagande houthiste, qui la met en parallèle avec la violation du sacré par l'invasion terrestre de la coalition. Outre les bombardements saoudiens, le débarquement

de troupes étrangères (émiraties, soudanaises, tchadiennes, etc.) à Aden, puis à Mocha à partir de 2017, conforte ce discours de l'invasion terrestre. Au fur et à mesure des événements de la guerre, le recours à l'argument de l'envahisseur semble devenir omniprésent³¹. Il permet notamment de justifier la lenteur des conquêtes territoriales et sert de *deus ex machina* à chaque défaite ou recul territorial, comme à Aden en 2015, à Taïz en 2018 ou à Marib en 2021. Cela dit, il est vrai que la coalition a souvent joué un rôle décisif dans certaines batailles pour le camp loyaliste.

À partir de 2022, après sept années d'intervention chaotique, les Saoudiens tentent de se retirer du Yémen. Leur volonté de se désengager du conflit positionne d'emblée les houthistes comme un acteur dominant dans les négociations. Leur stratégie a été d'obtenir toujours plus de concessions de la part des Saoudiens (une aide humanitaire d'urgence, le paiement des salaires de l'administration pendant une année, etc.). Ces concessions font durer la période de transition de la guerre vers la paix sans forcément l'atteindre. En effet, si les négociations aboutissaient à un accord, les houthistes perdraient l'élément majeur de leur narratif, l'ennemi saoudien contre lequel ils se mobilisent et font corps avec une partie de la société depuis le début de la guerre. Pour la première fois, les houthistes se retrouveraient face à eux-mêmes, régnant brutalement dans un pays et une économie ravagés par la guerre. S'il est compréhensible d'imposer un régime d'exception dans une guerre totale contre l'envahisseur, la marche vers la paix révèle toutes les défaillances de gouvernance et de respect des droits de l'appareil étatique martial des houthistes.

Au cours de l'année 2022, la contestation populaire et le mécontentement montent contre la gouvernance des houthistes. L'effondrement de l'économie et le non-paiement des salaires des fonctionnaires renforcent la colère sociale. La tension atteint son paroxysme en septembre 2022 lorsqu'une immense fête populaire et spontanée célèbre l'anniversaire de la révolution du 26 septembre 1962 à Sanaa – un événement considéré comme

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

l'antithèse du modèle prôné par les houthistes³². Ces derniers ripostent violemment en arrêtant plusieurs centaines de manifestants, accusés de commémorer un événement dissident. La dissidence se prolonge pourtant tout au long de l'année 2023 où les houthistes peinent à justifier leurs pratiques de gouvernance dans le contexte du retrait saoudien.

La guerre entre le Hamas, Israël et la Palestine à l'automne 2023 intervient à un moment opportun. Les interventions des houthistes contre Israël et de l'Amérique contre le Yémen permettent aux rebelles de rétablir le régime d'exception lié à la guerre contre un ennemi plus puissant et mieux équipé. Là encore, les houthistes remobilisent leur rhétorique : ils qualifient de martyrs les 30 000 Palestiniens tués dans la bande de Gaza³³ par les bombardements israéliens qu'ils n'hésitent pas à comparer avec les frappes saoudiennes au Yémen pendant la décennie précédente. Mieux encore, la non-intervention des puissances arabes de la région (l'Égypte, l'Arabie saoudite, les EAU) renouvelle le discours politique des houthistes en les érigeant en principaux défenseurs de la Palestine face à l'État hébreu et à l'Amérique.

La défense de la Palestine porte sur la scène internationale le combat des houthistes au Yémen contre l'envahisseur américano-sioniste. Le narratif évolue à cette occasion. Si la dimension héroïque des martyrs perdure, notamment comme élément de comparaison entre les civils yéménites et palestiniens, les dirigeants houthistes exploitent leur nouvelle notoriété pour glorifier leur épopée, le chemin parcouru depuis leurs villages reculés au nord du Yémen jusqu'à leur combat frontal contre la puissance impérialiste. Le porte-parole des houthistes, le général Yahya Saree, menace directement Israël sur les réseaux sociaux de poursuivre les attaques contre les navires liés à l'État hébreu si celui-ci ne stoppe pas ses

32. Maysaa Shuja Al-Deen, « Crafting a Police State: Houthis Tighten Grip Amid Red Sea Attacks », Sana'a Center for Strategic Studies, 9 avril 2024.

33. « [34,151 Martyrs: Death Toll of Israeli Aggression on Gaza](#) », Al-Masirah, 22 avril 2024.

bombardements de la bande de Gaza³⁴. Faute de succès, le 14 novembre 2023, le général Yahya Saree prévient que les navires affiliés à Israël en mer Rouge seront coulés - « Pour accomplir notre devoir religieux, moral et humanitaire en soutien à ceux qui ont été lésés en Palestine et à Gaza³⁵ ». Quelques jours plus tard, les houthistes capturent le *Galaxy Leader* et, au début de l'année 2024, les forces américaines mènent des frappes sur le sol yéménite.

Ces attaques nourrissent une nouvelle fois le narratif houthiste bâti sur l'héroïsation des martyrs face à l'ennemi impérialiste. Les attaques américaines légitiment le discours que les houthistes portent sur la scène internationale de la défense de la Palestine et à l'échelle du Yémen, d'une guerre contre l'envahisseur américano-sioniste. Confirmant la reprise de la thèse de l'ennemi extérieur, le média dirigé par les houthistes, Al-Masirah, parle en permanence des frappes de la coalition « américano-saoudienne » pour évoquer la résistance houthiste face à ces deux impérialismes³⁶. Les attaques américaines ont par ailleurs suscité une vague de contestation de la part de nombreux États musulmans. Ainsi, en avril 2024, le président turc Recep Tayyip Erdoğan déclare que « les États-Unis et le Royaume-Uni tentent de transformer la mer Rouge en mer de sang³⁷ ».

Ce soutien international indirect rencontre un écho au sein de la société yéménite qui apparaît unie pour la première fois depuis dix ans pour soutenir la Palestine. Le sentiment pro-palestinien et le bras de fer avec la puissance américaine apportent effectivement un capital de sympathie aux houthistes et ce, jusque dans les franges les plus contestataires de la population. Pour les rebelles, qui contrôlent près de 70 % de la population et 20 %

34. « [Menace des Houthis en mer Rouge : les incidents se multiplient, les cours du pétrole grimpent](#) », *La Tribune*, 18 décembre 2023.

35. Cécile Marin, « [Les Houthis défient Washington](#) », *Le Monde diplomatique*, 1^{er} mars 2024.

36. « [Child Killed in Explosion of Cluster Bomb Dropped by US-Saudi Aggression in Marib](#) », Al-Masirah, 20 avril 2024.

37. *Ibid.*

du territoire national, la Palestine et leurs propres actions en mer Rouge représentent un nouvel atout et une ligne directrice en matière de politique intérieure afin de niveler une contestation politique qui ne cesse de grandir. L'instrumentalisation du sentiment propalestinien permet donc aux houthistes de reconstruire une base de soutien populaire et de fonder une nouvelle légitimité politique tout en maintenant un régime d'exception brutal justifié par une menace extérieure.

GOUVERNER PAR LA TERREUR : LA CONSTRUCTION DE L'UNITÉ NATIONALE HOUTHISTE

La vision houthiste de l'État yéménite

Les attaques houthistes en mer Rouge au nom de la Palestine ont engendré une cohésion sociale rarement observée au Yémen depuis le début du XXI^e siècle. Dès la première frappe américaine sur le sol yéménite, le 12 janvier 2024, les houthistes ont organisé une marche gigantesque de soutien à la Palestine dans les rues de Sanaa. Les appels à manifester se sont multipliés sur leurs médias, notamment la chaîne Al-Masirah, et sur leurs réseaux sociaux. D'après les organisateurs, ce sont plusieurs dizaines de milliers de Yéménites qui se sont rassemblés dans les rues pour affirmer leur soutien à la Palestine³⁸. Les slogans houthistes appelant à la haine d'Israël et de l'Amérique ont été scandés et repris par la foule indépendamment des obédiences religieuses ou politiques.

Le 5 avril 2024, une nouvelle manifestation gigantesque a lieu à Sanaa pour la Journée internationale de Jérusalem. À cette occasion, les houthistes organisent une marche où se rendent des « millions de personnes [...] dans la capitale du peuple libre [Sanaa]³⁹ » pour soutenir la Palestine. Relayées par les réseaux sociaux du monde entier – des vidéos de drones survolant la

38. « [Frappes au Yémen : des centaines de manifestants à Sanaa](#) », *La Croix*, 12 janvier 2024.

39. Yahya Jarallah, « [Le peuple du Yémen est unique en ce qu'il commémore la Journée internationale d'Al-Qods et affirme son adhésion aux questions les](#)

foule –, ces manifestations semblent montrer l'unité du peuple yéménite malgré dix années de guerre civile et des fractures politiques profondes.

Le rendez-vous est pris entre les rebelles et la population de Sanaa. Régulièrement, des marches de soutien s'organisent dans les rues de la capitale ou dans les autres villes yéménites sous contrôle houthiste, au nom de la défense de la Palestine et de la contestation des attaques américaines sur le sol yéménite. Mises en scène sur les réseaux sociaux, ces manifestations sont devenues indirectement de véritables démonstrations de force du pouvoir houthiste, de leurs attaques en mer Rouge et leur acceptation – pour ne pas dire leur soutien – par la population. Cette dernière, à Sanaa, n'avait pas connu un tel engouement et une telle liberté de manifester depuis l'époque de la révolution yéménite en 2011 et encore moins depuis l'instauration du couvre-feu pendant la conquête de la capitale par les rebelles en septembre 2014⁴⁰. Près d'une décennie plus tard, alors que la guerre a paralysé l'économie du pays, ces manifestations constituent un outil de propagande mettant en scène l'unité nationale dans un contexte de forte répression et de gouvernance brutale. Certains affirmeraient même qu'ils y auraient retrouvé un sentiment nostalgique du temps des manifestations du Printemps arabe où « les habitants descendaient dans la rue pour un but commun⁴¹ ».

Ce but commun, la défense de la Palestine, apparaît dans un contexte économique et politique peu favorable aux houthistes sur la scène nationale. Malgré leurs victoires militaires, leur

[plus importantes et les plus sacrées de la Nation](#) », Agence de presse yéménite, 5 avril 2024.

40. Jamal Jubran, « Journal de la tristesse houthiste », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre, op. cit.* ; Sara Jamal, « La guerre contre le Yémen. Les nuits de Sanaa », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre, op. cit.*, p. 69-92.

41. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec un ancien réfugié yéménite rentré au pays, Djibouti, 2022. Originaire d'Hodeïda, l'homme y est retourné en 2023 avec les promesses d'un accord de paix entre l'Arabie saoudite et les houthistes. Je l'ai contacté au printemps 2024 et, bien qu'il ne se soit pas rendu à Sanaa, des proches habitant la ville lui ont raconté les manifestations.

gouvernance demeure entachée par la violence et la brutalité, une économie ravagée par la guerre et un État confisqué ou personifié autour du clan Al-Houthi. En prenant la capitale en septembre 2014, en remplaçant les membres du gouvernement et en assassinant l'ancien président Saleh, les houthistes ont profondément transformé les institutions de l'État yéménite. L'accord de paix conclu à cette époque prévoyait un gouvernement alliant plusieurs partis, les houthistes et les membres déjà en place.

D'emblée, cet accord s'est heurté à la vision politique personnelle du clan Al-Houthi. D'une part, les rebelles avaient mis en avant des idéaux révolutionnaires faisant table rase de l'ancien régime (promesses socialistes, lutte contre la corruption, remplacement des cadres vieillissants de l'administration de Saleh, etc.). D'autre part, ils n'avaient jamais caché leur volonté de reconstruire une entité monarchique zaydite aux mains des Hachémites et fondée sur l'image fantasmée de l'ancien imam. Certes, les années de guerre ont interféré dans la construction étatique, elles ont surtout influencé indirectement la façon dont le clan Al-Houthi concevait son rôle au sein de l'État.

Une décennie après la prise de la capitale, l'État yéménite houthiste repose sur une entreprise familiale, le clan Al-Houthi, amalgamant leur doctrine zaydite, les enseignements personnels du patriarche Badreddine al-Houthi, décédé en 2010, la glorification de son fils, le martyr Hussein, un gouvernement familial similaire à celui des monarchies de la péninsule Arabique, des éléments du système politique révolutionnaire iranien et enfin une structure républicaine de l'État⁴². Plus complexe encore à saisir, alors que l'ancien dirigeant, Hussein al-Houthi, avait été formé à l'organisation politico-étatique iranienne et que son demi-frère, Abdul-Malik al-Houthi, se nomme lui-même « guide de la révolution », les houthistes s'inspirent finalement davantage des familles monarchiques de la péninsule et surtout des familles régnantes marocaine et jordanienne, descendantes du

42. Maysaa Shuja Al Deen, « [Yémen. Les houthistes, un pouvoir fragile aux racines familiales](#) », *Orient XXI*, 22 août 2022.

prophète, pour répartir le pouvoir entre leurs membres et le transmettre d'une génération à une autre.

Au sommet de la hiérarchie, se tient Abdul-Malik al-Houthi, chef de la révolution – *qa'id al-thawra* – et descendant du prophète, ce qui constitue une différence importante avec la famille régnante Al-Saoud en Arabie saoudite. Son frère cadet, Abdelkhalek, est le commandant en second et contrôle la région de Sanaa⁴³. L'oncle du guide de la révolution, Abdelkarim al-Houthi, est ministre de l'Intérieur tout en étant président du bureau exécutif des houthistes. Le frère aîné du guide, Yahya al-Houthi, est ministre de l'Éducation bien qu'il ne soit jamais allé à l'école publique – le ministère de l'Éducation contrôle également l'aide alimentaire et sa distribution dans les gouvernorats dominés par les houthistes. Le neveu du guide – le fils d'Hussein al-Houthi – est ministre adjoint de l'Intérieur malgré son jeune âge – moins d'une trentaine d'années. Un autre neveu, Mohammed al-Houthi, est président du Comité révolutionnaire. L'époux de la fille d'Hussein al-Houthi, Youssef al-Madani, est un des officiers les plus importants de l'armée.

Après le clan, le pouvoir ruisselle vers les personnalités et les familles proches du guide de la révolution. Elles constituent une nouvelle noblesse de cour au sein de l'État : ce sont les familles ayant des relations matrimoniales avec eux, puis celles dont les membres ont combattu dès le commencement au côté d'Hussein al-Houthi, ensuite celles ayant des origines hachémites et enfin celles dont on sait la fiabilité par les origines géographiques du gouvernorat de Saada. Au dernier rang se trouvent les familles qui ont rejoint le mouvement houthiste sur le tard, après la prise de la capitale. Elles n'occupent pas forcément une bonne position au sein du régime malgré leur richesse ou le statut élevé de certains de leurs membres – ministres ou personnalités publiques. Les ministres maintenus au pouvoir comme Hisham Sharaf, ministre des Affaires étrangères, ou Mahdi al-Masha, resté à la tête du Conseil politique suprême, servent avant tout de façade

43. *Ibid.*

technocratique : ils sont placés sous la tutelle de leur second ou de personnalités de l'ombre proches du clan⁴⁴.

La hiérarchie au sein de l'État houthiste est davantage déterminée par son lien de proximité avec le guide suprême que par le statut formel défini par l'administration. À cet égard, dès sa prise du pouvoir, le clan Al-Houthi met en place un système relationnel politique fondé sur les liens claniques ou de forte sociabilité en parallèle des institutions officielles – les rendant caduques par la même occasion. Sous couvert de l'autorité divine dont les houthistes se prévalent, ce système de dédoublement du contrôle se déploie à tous les niveaux administratifs et géographiques du territoire sous domination du clan.

Chaque gouvernorat contrôlé dispose d'un superviseur général choisi par Abdul-Malik al-Houthi lui-même, souvent originaire de Saada, et placé sous l'autorité du Comité révolutionnaire dirigé par Mohamed al-Houthi⁴⁵. Ce superviseur général contrôle à son tour un ensemble de superviseurs médians – plus ou moins choisis par le clan – chargés de la sécurité, des renseignements et de la surveillance des combattants susceptibles de désertir. Ces superviseurs médians disposent à leur tour de superviseurs mineurs répartis dans l'ensemble des administrations et des quartiers des grandes villes (Sanaa, Hodeïda, Saada, etc.) afin de surveiller les faits et gestes de la population.

Un régime d'exception brutal justifié par la guerre

La centralité du pouvoir autoritaire est justifiée par la lutte contre la corruption, la déviance de certaines populations, les « mauvaises mœurs » (homosexualité, transidentité, etc.)⁴⁶ et la militarisation à outrance de la société lié au régime d'exception dû à la guerre. Ce système, mis en place dès 2011 dans le gouvernorat de Saada, s'est installé au fur et à mesure des conquêtes

44. *Ibid.*

45. *Ibid.*

46. « [Yémen. Les houthis doivent cesser les exécutions et les persécutions anti-LGBTI](#) », Amnesty International, 9 février 2024.

houthistes permettant à chaque fois d'écarter les acteurs traditionnels, tels que les cheikhs et les *aqils* tribaux autrefois choisis par leur communauté. Si ces derniers servaient initialement de médiateurs entre les habitants et le gouvernement, leur rôle, réinterprété par les houthistes, consiste avant tout à espionner et collecter des informations sur les possibles dissidents, les jeunes susceptibles d'être recrutés pour se battre et les familles les plus loyales aux houthistes en vue de redistribuer l'aide alimentaire qui arrive au compte-goutte.

Ce maillage de surveillance concerne près des trois quarts de la population yéménite pour qui vivre sous la domination houthiste est devenu un enfer. L'euphorie de la révolution dissipée, la « libération » de la capitale par les houthistes a très vite laissé place à la désillusion – voire à une contre-révolution⁴⁷ – quand les rebelles se sont alliés à l'ex-président Saleh pour conquérir le reste du Yémen. Le retour sur le devant de la scène politique de l'ancien président contrastait avec les engagements les plus égalitaires et socialistes pris par les houthistes : la distribution équitable du pouvoir, le nivellement des clivages confessionnels, la lutte contre la corruption et le retour de l'ordre et de la sécurité. En mettant la main sur l'appareil étatique régalienn, comprenant les brigades d'élite de Saleh, les houthistes ont surtout mis en pratique ce dernier volet sécuritaire à l'aide d'une gouvernance fondée sur la violence et la terreur. Dès l'exil du président Hadi à Aden, les rebelles ont instauré un régime d'exception lié à la guerre légitimant la brutalité de leur gouvernance : couvre-feu, militarisation des quartiers et des villes, confiscation de biens, privatisation des ressources économiques, augmentation des impôts – la *zakat* – ou encore recrutement forcé des hommes et des enfants en âge de contribuer à l'effort de guerre contre le gouvernement de Hadi⁴⁸.

Le régime d'exception muselle avant tout les voix contestataires qui pourraient s'élever dans la société yéménite, à

47. François Burgat, « [Yémen, la prise de pouvoir houthiste au prisme des intérêts régionaux](#) », *Orient XXI*, 27 janvier 2015.

48. Alexandre Lauret, *La guerre et l'exil*, op. cit.

commencer par les intellectuels, les activistes, les militants des droits de l'homme et les journalistes qui sont régulièrement arrêtés et torturés. La liberté de la presse a disparu et près de la moitié des médias yéménites en activité avant le début de la guerre civile ont fermé⁴⁹. Une cinquantaine de journalistes ont été assassinés depuis le début de la révolution – dont au moins cinq par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis⁵⁰. Les opposants au régime disparaissent, ils sont emprisonnés et torturés, et les présumés espions, conspirateurs ou traîtres sont exécutés en place publique. Neuf personnes sont ainsi exécutées en septembre 2021 d'une balle dans le dos, après avoir été accusées de complicité de meurtre d'un dirigeant houthiste tué par une frappe aérienne en 2018⁵¹. Très rapidement les exécutions publiques se multiplient quels que soient les chefs d'accusation (viol de mineur, crime contre des enfants, rapports homosexuels, etc.). En 2021, Amnesty International recense plus de 14 exécutions publiques et près de 300 condamnations à mort⁵². En 2022, Amnesty International en dénombre 78 de plus et au moins 4 exécutions en place publique⁵³ – les données demeurent difficiles à obtenir du fait de la fermeture totale du pays à la presse et aux ONG étrangères.

Le durcissement du régime houthiste s'accompagne de la mise en place d'un appareil de propagande proche des méthodes politiques et médiatiques du Hezbollah libanais via le développement de leur chaîne installée au Liban, Al-Masirah, et la réécriture du récit national. Aux ministères de l'Éducation et de la Culture, les fonctionnaires ont été remplacés par des partisans houthistes. Les programmes scolaires ont été modifiés, les cours islamiques enseignent maintenant leur idéologie religieuse et ceux d'histoire vantent la résistance héroïque des houthistes

49. Quentin Müller, « [Entretien avec un cadre Houthis : "Nous n'engagerons aucune action hostile contre la France"](#) », *Marianne*, 18 janvier 2024.

50. *Ibid.*

51. Madjid Zerrouky, « [Exécution publique de neuf personnes au Yémen](#) », *Le Monde*, 23 septembre 2021.

52. Amnesty International, « Condamnation à mort et exécutions », 2021, p. 46.

53. « [Peine de mort : Yémen](#) », La peine de mort dans le monde.

face à « l'invasion de l'alliance américano-sioniste ». La prise de Sanaa en 2014 y est présentée comme un événement libérateur et célébrée comme une fête du peuple⁵⁴. S'il est vrai que la prise de Sanaa par les rebelles houthistes s'est bien déroulée dans un climat révolutionnaire mêlant la joie et la peur propres aux coups d'État, la population a très vite déchanté. En plus de ces cours, la fondation culturelle Imam Al-Hadi, proche du régime houthiste, a lancé un magazine pour enfants intitulé *Jihad* leur dictant les codes de bonne conduite et les invitant à embrasser des carrières en uniforme. Des images du magazine montrent des jeunes en tenue combattant des soldats saoudiens⁵⁵. En 2021, les Nations unies estiment que les houthistes s'appuieraient sur une armée de 35 000 enfants soldats dont 4 000 auraient moins de 11 ans (400 d'entre eux seraient des « enfants poseurs de mines⁵⁶ ») et disposeraient de 150 camps militaires pour les entraîner.

Les femmes n'échappent pas au contrôle de la terreur. Dès les premiers mois de la prise de la capitale, en 2014, les houthistes durcissent les codes vestimentaires, puis réduisent la liberté de mouvement, d'activité et d'action des femmes en créant en 2015 une milice féminine visant à les contrôler et à les surveiller, les Zainabiyates ou Zinabayat. Fédérées par des épouses de dirigeants, ces miliciennes ont pour mission de réprimer les manifestations, de renseigner les activités des femmes, de les arrêter, de les faire disparaître le cas échéant, de fouiller leur domicile – ce que les hommes ne peuvent pas faire théoriquement – tout en leur enseignant la doctrine religieuse des houthistes⁵⁷. Elles ne luttent pas contre le viol ou les abus sexuels ; elles les promeuvent même à l'encontre des femmes infidèles et (ou) enfermées dans les prisons secrètes des houthistes. Elles les torturent, fabriquent des preuves de prostitution pour les discréditer et

54. Quentin Müller, « ["Ils sont pires qu'Al-Qaïda" : au Yémen, les Houthis, menace d'un nouvel État voyou islamiste](#) », *Marianne*, 19 décembre 2024.

55. *Ibid.*

56. *Ibid.*

57. Nabil Abdoullah al-Tamimi, « [Les Houthis utilisent un bataillon féminin pour opprimer les femmes yéménites](#) », *Al-Mashareq*, 25 avril 2024.

salir leur honneur ou pour les faire chanter, les poussent au suicide⁵⁸, voire, selon certaines sources, les immobiliseraient pendant l'acte sexuel quand elles se refuseraient à leur mari⁵⁹.

Une élite houthiste en quête de ressources économiques

La brutalité du régime et de son administration autoritaire s'accompagne de l'émergence d'une classe dominante aussi corrompue que celle qui était en place et critiquée avant la « révolution houthiste ». La nouvelle oligarchie profite de la guerre et de l'appauvrissement général qu'elle justifie par le régime d'exception instauré depuis 2014. Elle tire sa fortune de la privatisation de différents secteurs de l'État tels que la santé ou l'énergie en accaparant les maigres ressources. Les détournements des budgets des ministères sont courants et les salaires des enseignants n'ont pas été versés depuis 2015 malgré l'augmentation des frais de scolarité dans le public⁶⁰. Pour pallier les défaillances de ce secteur, des écoles privées très coûteuses, dirigées ou sponsorisées par des cadres du régime, ont vu le jour. De nouvelles villas ou de nouveaux bâtiments (stations-services, centres commerciaux, cliniques, etc.), propriétés des « seigneurs de guerre » et des commerçants du marché noir, ont également fleuri grâce aux détournements d'argent public, au nord comme au sud du Yémen⁶¹.

La corruption du régime s'étale au grand jour dès septembre 2016. À cette date, l'ancien président Hadi, qui suspectait les houthistes de se servir dans les caisses de l'État, prend l'initiative de déménager la Banque centrale du Yémen de Sanaa à Aden

58. « [Zainabyat : un réseau de femmes Houthis spécialiste dans les enlèvements des femmes yéménites](#) », MENA Research & Study Center, 27 mai 2020.

59. Anissa Hammadi, « [Houthis du Yémen : de la guérilla aux attaques en mer Rouge, l'irrésistible ascension d'une influente famille](#) », *Le Parisien*, 19 janvier 2024.

60. Bushra al-Maqtari, « Témoigner pour les victimes de la guerre au Yémen », art. cit.

61. *Ibid.*

tout en gelant les avoirs financiers des fonctionnaires n'étant pas affiliés à son gouvernement. Jusqu'à cette date, les salaires étaient versés aux fonctionnaires et aux soldats indépendamment de leur affiliation politique à l'un ou l'autre camp⁶². Privés de revenus, les houthistes commencent à s'octroyer les restes des caisses des ministères et, de manière générale, d'un État yéménite plus qu'appauvri. C'est également à cette date qu'ils renforcent leur mainmise sur les institutions publiques à travers la nomination des ministres et des chefs d'entreprises afin de contrôler le faible appareil productif du pays. Faible, car si les houthistes gouvernent près de 70 % de la population, ils ne contrôlent que 20 % du territoire, un territoire pour ainsi dire dénué de ressources naturelles. Le blocus maritime d'Hodeïda a entravé le commerce maritime, les réserves pétrolières et gazières de la vallée de l'Hadramaout sont trop éloignées du territoire houthiste et les rebelles ont échoué à contrôler celles de la région de Marib en 2016, puis en 2021.

La conquête de la région de Marib est cruciale pour les houthistes tant les ressources pétrolières et gazières y abondent. Ces ressources leur permettraient de débloquer une rente et de résoudre – en partie – la crise économique. Par manque de devises, le régime financier houthiste se caractérise par une surtaxation, un chômage de masse et par l'effondrement de la monnaie yéménite, le *riyal*, qui aurait perdu jusqu'à dix fois sa valeur depuis 2014⁶³. Trouver des ressources et des devises financières demeure donc l'un des principaux problèmes de l'administration houthiste. Après avoir siphonné une partie des caisses des ministères, les dirigeants ont opté pour deux solutions : la levée d'un impôt lié au régime d'exception de la guerre et la négociation de l'accord de paix avec l'Arabie saoudite à partir de 2022.

La *zakat* islamique représente pour l'heure la principale source de revenus de l'administration houthiste. Ce devoir religieux lié à

62. Abdulghani al-Iryani, « [With Enemies Like These, Who Needs Friends?](#) », art. cit.

63. D'après les réfugiés et ceux rentrés au Yémen, le riyal atteindrait 1 euro pour 600 R.Y. contre 60 au début de la décennie précédente.

l'aumône s'apparente désormais à un impôt ou à une taxe obligatoire que chaque famille doit acquitter dans l'espoir de percevoir un salaire ou une aide humanitaire. Collectée pendant le mois du ramadan afin d'éviter des représailles⁶⁴, cet impôt permet aux houthistes d'engranger près de 2 milliards de dollars de recette fiscale par an. La somme, énorme, dépasserait même les recettes fiscales obtenues pendant les années fructueuses du régime de Saleh qui, à l'époque, disposait de l'ensemble du territoire et des revenus pétroliers⁶⁵. L'argent ainsi perçu par l'administration houthiste n'est pas utilisé pour payer les fonctionnaires – à l'exception de l'armée. Bien souvent, les salaires payés grâce à la *zakat* ne le sont qu'à moitié, le solde manquant correspondant au prélèvement à la source de la *zakat* précisément.

Ce mode de fiscalité et de détournement économique vers l'effort de guerre se décline dans les différentes sphères sociétales : le secteur privé est doublement imposé (impôt d'entreprise et impôt religieux), l'aide humanitaire arrivant au port d'Hodeïda est taxée par la douane de même que le secteur humanitaire des ONG, principalement du monde arabe⁶⁶. Quant aux services publics (eau, électricité, infrastructures), ils fonctionnent par intermittence, l'impôt n'étant pas destiné à les entretenir. La qualité de ces services s'est détériorée au fil des années de guerre et le manque de ressources grandissant ne risque pas d'inverser la tendance. Dans ce contexte, les attentes économiques suscitées par les accords de paix avec l'Arabie saoudite sont révélatrices des défaillances de gouvernance de l'État houthiste.

Lors des pourparlers de paix, les houthistes demandent que les Saoudiens payent les arriérés de salaires de leurs fonctionnaires depuis l'automne 2015 ainsi qu'une année des salaires de l'ensemble des fonctionnaires yéménites sous leur contrôle. Les Saoudiens refusent d'abord, d'autant plus que les houthistes exigent que ces salaires soient payés avec les revenus pétroliers du

64. Maysaa Shuja Al Deen, « [Yémen. Les houthistes, un pouvoir fragile aux racines familiales](#) », art. cit.

65. *Ibid.*

66. Helen Lacker, « [Yémen. Les dangers d'un accord entre l'Arabie saoudite et les Houthistes](#) », art. cit.

pays. En réponse, les houthistes envoient des drones explosifs sur les installations pétrolières et portuaires du sud de l'Arabie saoudite, poussant le royaume à s'asseoir de nouveau à la table des négociations. À cette occasion, les houthistes exigent également que l'Arabie saoudite débloque l'aide humanitaire promise dans le Plan de réponse humanitaire des Nations unies qui s'élève à plus de 4 milliards de dollars et qui n'a été versée qu'à moitié. Contre le paiement des fonctionnaires par l'Arabie saoudite et l'obtention de cette aide tant humanitaire que financière, les houthistes acceptent de revoir la question du statut de médiatrice de l'Arabie saoudite dans le conflit yéménite.

Dans cette économie de privatisation ravagée par la guerre et la mauvaise gouvernance, la Palestine constitue une véritable bouée de sauvetage pour le régime houthiste, susceptible d'affaiblir la contestation. Le plan semble fonctionner. Les appels à manifester pour soutenir la Palestine du guide de la révolution, Abdel Malik al-Houthi, sont une des rares occasions que les Yéménites ont de se mobiliser ouvertement en ville. Le khat est distribué et le couvre-feu parfois de rigueur est assoupli⁶⁷. Comme évoqué en introduction de cette partie, la société yéménite fait corps dans la rue et se montre unie au monde comme elle a pu le paraître pendant les printemps arabes. Si les manifestations sont bien encadrées par l'appareil sécuritaire des houthistes, ces derniers semblent lâcher du lest à propos de la surveillance tant la contestation contre la Palestine l'emporte sur les autres problèmes de la vie quotidienne.

Les appels à manifester des autorités sont perçus positivement par la population qui, malgré l'impopolarité du régime, accourt pour le soutenir lorsqu'il menace d'attaquer directement Israël ou ses navires en mer Rouge⁶⁸. La réponse coercitive amé-

67. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec d'anciens réfugiés yéménites rentrés au pays, mars 2024.

68. Maysaa Shuja Al-Deen note néanmoins l'arrestation et la disparition du juge Abdelwahhab Qatran, le 2 janvier. L'homme avait ouvertement critiqué les opérations des houthistes en mer Rouge en précisant qu'ils devraient davantage s'occuper de la famine dans les territoires qu'ils contrôlent (Maysaa Shuja Al-Deen, « [Crafting a Police State](#) », art. cit.).

ricaine à l'encontre des houthistes apparaît à beaucoup comme une réponse à l'encontre du Yémen et plus généralement comme une preuve de la volonté de déstabiliser le Moyen-Orient mise en œuvre depuis plusieurs décennies. Aussi, face aux attaques, la propagande houthiste utilise ces journées de manifestation à des fins de cohésion nationale. Des agitateurs publics vantent l'épopée des houthistes et leur combat historique contre l'Amérique, Israël et leurs vassaux, l'Arabie saoudite, Hadi, Saleh, etc.⁶⁹. Durant ces journées, ils recrutent de nouveaux combattants grâce à des campagnes de mobilisation de masse où sont affichées des images des massacres à Gaza. Les autorités mettent ainsi en place des exercices militaires obligatoires et des cours sont dispensés à l'ensemble de la société, indépendamment de l'âge et du statut social⁷⁰.

L'opportunisme des houthistes à propos de la Palestine leur a permis de gagner en popularité à Sanaa et sur l'ensemble du territoire yéménite. Bien que le Conseil présidentiel à Aden – le gouvernement légitime – ait lui aussi exprimé son soutien à la Palestine, il a appelé à la retenue et condamné les attaques des houthistes contre Israël et la mer Rouge ; ce qui lui a valu de nombreuses critiques de la part de l'ensemble de la société yéménite indépendamment des affiliations politiques ou religieuses. Certains critiquent sévèrement le manque de réactivité du gouvernement, sa faible prise de parole et son silence. D'autres évoquent simplement le manque de cran face à des houthistes qui osent défendre par les armes la Palestine. Quant aux marches autorisées à Aden et dans certaines villes du Sud, elles ne sont que le pâle reflet de celles de Sanaa ; des manifestants seraient allés jusqu'à soutenir les attaques des houthistes en chantant leurs slogans dans la rue⁷¹.

69. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec d'anciens réfugiés yéménites rentrés au pays, mars 2024. Trois anciens réfugiés sont rentrés en zone houthiste après les promesses des accords de paix avec l'Arabie saoudite et se sont rendus à Sanaa pour manifester leur soutien à la Palestine.

70. Maysaa Shuja Al-Deen, « Crafting a Police State », art. cit.

71. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec d'anciens réfugiés yéménites rentrés à Aden, avril 2024.

III. LES REBELLES GARDES-BARRIÈRES EN MER ROUGE OU LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PARIA

Au moment où les houthistes s'attaquent aux navires marchands affiliés à Israël en mer Rouge, il convient d'examiner la légitimité et la souveraineté politique du gouvernement officiellement reconnu par la communauté internationale. En avril 2022, poussé par l'Arabie saoudite, Hadi démissionne après une décennie à la tête d'un gouvernement fantôme. Il est remplacé par le Conseil présidentiel, composé de huit membres aux aspirations politiques différentes, mis en place sous l'égide du royaume wahhabite, des EAU et du Conseil de coopération du Golfe. En raison de l'hétérogénéité de ses membres¹, le Conseil peine réellement à coopérer. Conçu pour entamer les négociations avec les houthistes, il semble avant tout s'enfoncer dans ses propres luttes internes pendant les années 2022 et 2023 : la régence du Conseil, les questions de la sécession et du contrôle des territoires entre le détroit de Bab el-Mandeb et la vallée de l'Hadramaout. Il a toutefois concédé la réouverture de l'aéroport de Sanaa pour deux vols hebdomadaires et accepté la levée partielle du blocus du port d'Hodeïda à la suite des pressions saoudiennes dans les pourparlers que le royaume entame avec les houthistes². Le Conseil présidentiel fait piètre figure au début de l'année 2024 lorsque l'État houthiste et sa population se montrent unis dans la défense de la Palestine. Il est d'autant plus démuni que l'État houthiste, certes paria sur la scène internationale, fait la une de la presse internationale en raison de la menace qu'il fait

1. Parmi ces membres, on retrouve l'ancien ministre de l'Intérieur de Saleh, son fils Tarek Saleh qui a juré de se venger des houthistes, le sultan de Marib, sorti victorieux de son affrontement contre les houthistes en 2021, le commandant des forces armées yéménites, l'ancien gouverneur d'Aden et président du Conseil de transition du Sud ainsi que des membres religieux du parti pour la Réforme (Al-Islah) et des fidèles de l'ancien président Hadi.

2. Helen Lackner, « [Les Houthistes du Yémen sous les feux de la rampe](#) », art. cit.

peser sur le commerce mondial. Il ne serait pas exagéré de dire que, par le biais de leurs attaques en mer Rouge, les houthistes revendiquent leur légitimité sur la scène internationale et, de fait, leur reconnaissance indirecte comme État.

Si l'on devait s'exercer à définir l'État paria houthiste au début de l'année 2024, on pourrait énumérer les caractéristiques suivantes : il dispose d'une partie des institutions politiques et militaires de l'ancien Yémen unifié, à commencer par la capitale ; il règne par la terreur sur près de 70 % de la population yéménite ; il est sorti victorieux de son affrontement avec l'Arabie saoudite et dispose de fait d'une place de choix dans les négociations avec cette dernière ; sa politique internationale semble agressive à l'encontre de l'Occident et il met en place un droit de barrage sur la navigation en mer Rouge. À partir de ce constat, deux éléments semblent cruciaux pour comprendre la trajectoire des houthistes en mer Rouge et le futur de leur État : la quête de légitimité qui passe par une reconnaissance par la communauté internationale et le problème des ressources économiques dans un État sans réserves pétrolières ou gazières.

Cette dernière partie montre comment leur quête de légitimité et de ressources dicte la conduite des houthistes en mer Rouge et la mise en place d'une géopolitique particulière. Elle est particulière parce qu'elle repose à la fois sur la non-reconnaissance initiale par la communauté internationale de leur État et surtout sur leurs actions de gardes-barrières – ou de « coupeurs de route » – en mer Rouge qui poussent les États à entamer des négociations avec eux. Ces négociations passent outre les contestations du Conseil présidentiel à Aden. La géopolitique houthiste s'analyse d'abord par les conséquences de la défaite de l'Arabie saoudite au Yémen, puis par la transformation de la mer Rouge en espace de souveraineté de l'État paria houthiste dont les autorités traitent avec la communauté internationale, enfin de la transformation de la mer Rouge en espace de rente économique pour les houthistes.

LA DÉFAITE DE L'ARABIE SAOUDITE ET LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PARIÀ HOUTHISTE

La défaite de la coalition saoudo-émiratienne : vers une nouvelle sécession du Yémen (2022) ?

Après sept années de guerre contre les houthistes, l'Arabie saoudite décide de signer une trêve en avril 2022 afin de se désengager du borbier yéménite. Cette trêve marque un tournant dans les relations et le rapport de force établi entre l'Arabie saoudite, la coalition arabe et les houthistes. Ce qui avait été présenté initialement comme une opération militaire de routine – repousser les houthistes de la côte (opération *Tempête décisive*) puis les vaincre (opération *Restaurer l'espoir*) – constitue finalement un véritable échec militaire.

La volonté du royaume de se retirer marque sa défaite face aux houthistes. S'ensuit une année et demie de négociations afin de trouver un accord de sortie de crise. Si cet accord semble proche à l'automne 2023, les actions militaires des houthistes en mer Rouge en perturbent la signature et infligent une nouvelle défaite au royaume, cette fois diplomatique et régionale, en mer Rouge. Il s'agit alors d'observer comment cette double défaite – 2022 et 2024 – de l'Arabie saoudite se trouve au cœur de la stratégie mise en place par les houthistes pour faire reconnaître leur État paria par la communauté internationale.

L'année 2018 marque un tournant dans la guerre entre la coalition arabe et les houthistes. L'offensive peu efficace des Émirats contre le port d'Hodeïda et le refroidissement des relations entre l'Arabie saoudite et les EAU à propos des divisions entre loyalistes et indépendantistes fracturent la coalition. Dès septembre 2019, les houthistes surprennent l'Arabie saoudite en revendiquant les attaques effectuées sur son territoire et sur ses sites d'extraction pétrolière. Les attaques sur les gisements d'Abqaiq et de Khurais entraînent la chute de la production saoudienne de 5,7 millions de barils de pétrole par jour – soit l'équivalent de 60 % de la production domestique et 5 % de la production

mondiale pendant deux semaines³. Depuis, les houthistes attaquent régulièrement certaines cibles en Arabie saoudite tantôt par des missiles, tantôt par des drones : l'oléoduc Est-Ouest (Petroline) en mai 2019, le champ pétrolier Shayba en 2019, un pétrolier au large du port de Jeddah en décembre 2020, la ville portuaire de Jizan en décembre 2021, les installations pétrolières du port de Jeddah en mars 2022 – allumant un incendie et retardant le Grand Prix d'Arabie saoudite de Formule 1 à Jeddah⁴. Surtout, alors en pleine défaite à la bataille de Marib en janvier 2022, ils ripostent et lancent plusieurs missiles, cette fois-ci, sur Abu Dhabi et Dubaï⁵.

Ces événements auxquels s'ajoutent la lassitude et le coût exorbitant – 1 000 milliards de dollars – d'une opération militaire qui n'en finit plus, poussent l'Arabie saoudite à revoir sa position vis-à-vis des houthistes et à trouver un compromis avec eux. Initialement, cet accord devait permettre un échange de prisonniers de part et d'autre de la frontière en 2021. Les négociations se sont poursuivies au fur et à mesure des trêves pour entamer le désengagement saoudien du conflit. Bien que la trêve au Yémen n'ait pas été renouvelée en octobre 2022, les deux protagonistes ont continué à négocier afin de parvenir à une solution avantageuse pour chacun, ce qui constitue un développement majeur dans leurs relations.

Comme on l'a vu précédemment, les houthistes revendiquent avant tout des clauses économiques afin de maintenir leur administration (paiement des salaires et des arriérés, revenus pétroliers, aide humanitaire, etc.). À l'inverse, l'Arabie saoudite négocie sa sortie de crise. En souhaitant faire évoluer le rôle de son pays, d'acteur à médiateur, Mohamed Ben Salman (MBS) tente de redorer l'image négative du royaume entachée par de nombreuses affaires : l'assassinat du journaliste saoudien Jamal

3. Quentin Müller, « *"Ils sont pires qu'al-Qaïda"* », art. cit.

4. « *En Arabie saoudite, une série d'attaques par des Houthis provoque un important incendie* », France 24, 25 mars 2022.

5. Cette attaque aurait disposé les EAU à réfléchir à la possibilité de se doter d'une technologie similaire à celle du dôme de fer israélien pour parer d'éventuelles attaques houthistes.

Khashoggi, le triple échec de l'intervention militaire saoudienne (personnel, militaire et financier), l'insécurité produite par les houthistes en Arabie saoudite et le report de certains projets d'infrastructures visionnaires, telle la ville The Line⁶. MBS limiterait ainsi les dégâts de cette intervention devenue un bourbier et sécuriserait sa frontière sud en négociant directement avec les autorités houthistes.

L'Arabie saoudite négocie, avec l'appui d'Oman, en tête à tête avec les autorités houthistes sans convier ni les EAU ni le Conseil présidentiel à Aden. Il s'agit là d'un fait marquant et les informations à ce sujet ne sont distribuées qu'au compte-goutte par les Saoudiens. Cette relation « privilégiée » s'inscrit dans le cadre des rivalités entre les Saoudiens et les Émiratis à propos de leur intervention initialement conjointe, de leur rupture militaire – l'un soutenant les loyalistes, l'autre les indépendantistes – et de leur sortie de crise respective. En agissant ainsi, le royaume saoudien espère prendre sa revanche sur la « trahison » des EAU en 2019 – lorsqu'ils se sont retirés militairement du Yémen. La signature d'un tel accord laisserait donc ces derniers gérer seuls les déboires du Conseil présidentiel, du gouvernement légitime de plus en plus illégitime et la question des sécessionnistes.

Ces tentatives d'accords entre l'Arabie saoudite et les autorités houthistes affaiblissent toujours plus le Conseil présidentiel. Les négociations entreprises avec les dirigeants houthistes s'orientent effectivement vers une reconnaissance *de facto* du *leadership* des houthistes sur l'État yéménite. Cette concession représente une seconde défaite, politique, après la défaite militaire : l'échec de la vision saoudienne d'un Yémen unifié et la diminution de son influence sur le pays le plus peuplé de la péninsule Arabique⁷.

6. Kevin Dupont, « *La face sombre de "The Line", la ville saoudienne de 170 km en construction* », *Moustique*, 22 octobre 2022 ; Francis Noudé, « *"The Line" : douche froide pour l'Arabie saoudite qui court après... la Chine* », *La Nouvelle Tribune*, 21 avril 2024.

7. Si les Saoudiens venaient à conclure un tel accord avec les houthistes, le Conseil présidentiel perdrait son principal soutien dont il dépend financièrement et militairement pour faire fonctionner son administration et son armée. Bien qu'il dispose des réserves pétrolières et gazières du pays, le

Un tel scénario serait critique pour le gouvernement légitime qui verrait probablement les houthistes en capacité financière, grâce à l'accord conclu, et grisés par leur victoire face à l'invasion saoudienne, de poursuivre leur offensive dans la région pétrolière de Marib⁸.

À l'exception de quelques escarmouches, les lignes de front entre l'État houthiste et le Conseil présidentiel se sont stabilisées depuis 2022. Elles donnent à voir l'esquisse des anciennes frontières entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud avant leur unification – et non réunification – de 1990. La renaissance de la frontière historique soulève d'emblée la question de l'avenir et de la cohérence du Yémen unifié qui semble avoir fait son temps (1990-2015). Les deux anciens alliés de la coalition semblent poussés dans ce sens. Stimulé par les Émiratis, le Conseil présidentiel à Aden tend de plus en plus vers l'indépendance. S'il comptait un membre militant pour l'indépendance en avril 2022, le gouverneur d'Aden, il en comporte trois à la fin de l'année 2023. Quant à l'Arabie saoudite, bien qu'elle ait appuyé la création des Forces du Bouclier national en septembre 2023 – un regroupement armé de tribus du Hadramaout censé éviter que le CTS s'arroge le contrôle du sud du Yémen –, elle semble tout de même s'aligner de plus en plus sur la ligne émiratiste sécessionniste. Nul doute que ces luttes internes, encouragées par l'Arabie saoudite et les EAU, fassent du Yémen du Sud l'espace de crispation de la sortie de crise du pays.

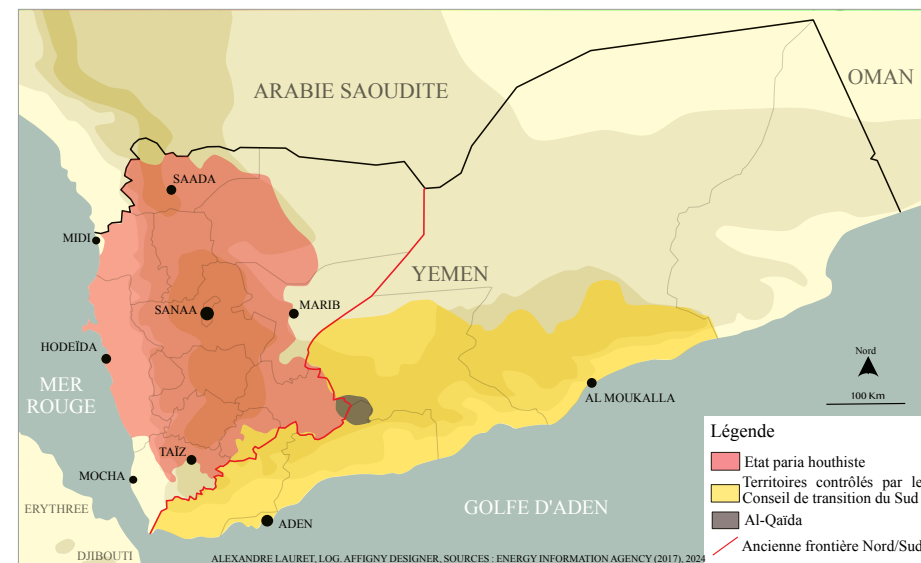
Dans ce contexte de sortie de crise, les premières attaques houthistes sur Israël puis en mer Rouge au nom de la Palestine auraient pu être perçues comme une action inconsciente de leur part pour contrecarrer le processus de paix en cours. Elles

Conseil présidentiel connaît une situation similaire à celle des houthistes vis-à-vis de son administration, de ses finances plus que limitées après dix années de guerre, la destruction des infrastructures et l'absence de revenus réguliers liés à la difficulté d'exploiter ses hydrocarbures. Le gouvernement du Yémen ne survit effectivement que par des perfusions financières régulières saoudo-émiratistes comprenant différents plans d'aides ou de développement.

8. « [US and UK strike Houthi Targets in Yemen: Reactions from Sana'a Center Experts](#) », Sana'a Center For Strategic Studies, 12 janvier 2024.

auraient fait peser un danger sur les négociations avec l'Arabie saoudite, voire franchi une ligne rouge diplomatique pour les Américains. C'est sans compter la forte popularité gagnée par les houthistes au sein du monde arabe et la discrétion de l'Arabie saoudite souhaitant ménager l'Iran et les rebelles en appelant à l'accalmie⁹.

Carte 7
Le retour du clivage Nord-Sud ?



9. En outre, les frappes ciblées au Yémen de la coalition menée par les États-Unis pourraient également jouer en faveur des Saoudiens en affaiblissant les capacités militaires des rebelles, et rééquilibrer à terme les négociations et les exigences de chaque camp.

Le Nord vu par le Sud : un projet unitaire ou une annexion militaire ?

Retour sur trois décennies de relations Nord-Sud

Le 22 mai 2017, le gouvernement yéménite installé entre Aden et l'Arabie saoudite fête le 27^e anniversaire de l'unité du pays dans un climat de tensions avec des manifestants prônant la sécession¹⁰. Cette cohabitation, entre loyalistes et indépendantistes, se tend de plus en plus au fil des mois avant d'aboutir à une guerre civile dans la guerre civile, la seconde bataille d'Aden (2018-2019) opposant les deux camps – auxquels on peut ajouter la présence non négligeable d'al-Qaïda dans le sud du Yémen. Depuis le début de la décennie 2020, le camp des indépendantistes, le Conseil de transition du Sud, devient la principale force politique et militaire du Yémen du Sud face à un gouvernement de plus en plus déliquescents. Si les indépendantistes s'opposent en tout point aux houthistes, force est de constater qu'ils ont le même problème, leur non-reconnaissance par la communauté internationale – en dépit du soutien émirati à leur cause.

Après dix années de guerre civile, l'unité du Yémen ne semble plus exister que sur certaines cartes de géographie et par la volonté de quelques diplomates onusiens. La période de l'unification aura duré près de trois décennies marquées par des crises profondes telles que les deux guerres civiles (1994, 2015), des rivalités entre politiciens du Nord et du Sud pour le pouvoir, des concurrences économiques pour la captation des rentes pétrolières et gazières, enfin par une montée des tensions et des animosités entre populations. Si certains habitants du Sud, notamment des personnalités publiques socialistes, ont pu entrevoir par le passé l'entrée des houthistes à Sanaa comme un signe d'espérance et de renouveau politique au Yémen, l'union aussitôt conclue avec Saleh puis l'avancée

10. Mayssa Shuja Al-Deen, « Le conseil de la transition sudiste. Une nouvelle donne dans le jeu politique yéménite », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre, op. cit.*, p. 161.

militaire vers le Sud ont refroidi leurs ardeurs. La déception laisse peu à peu la place à un nouvel espoir, celui de la possible sécession et d'une libération de la mainmise de Sanaa de plus en plus perçue comme illégitime.

Dès l'unification en 1990, une partie de la population sudiste considère le rapprochement avec le Nord comme une erreur politique. Ces personnes mettent en avant l'existence d'une fracture politique, l'appétit du Nord pour les ressources pétrolières ou gazières du Sud et une mentalité différente. À ces arguments s'ajoute un ensemble de stéréotypes entretenus par les Adénites durant ces trois décennies à propos des populations du Nord qui migrent au Sud : les nordistes auraient un « accent rude et brusque, à l'image de leurs attitudes, et des montagnes impraticables qui les entourent¹¹ ». Au fur et à mesure que passent les années de guerre, le terme « créature¹² » a fini par s'imposer auprès des Adénites pour décrire les populations du Nord – ce qui fait dire par d'autres que la ville d'Aden est moins accueillante qu'auparavant et qu'elle se serait aussi refermée idéologiquement que les villes du Nord¹³.

Ce sentiment de haine exacerbé à l'encontre des populations du Nord fait entrevoir une contre-histoire du Yémen fondée sur le point de vue des populations sudistes, contre-histoire qui a souvent été occultée par la vision de l'unité nationale mise en avant par l'État autoritaire à l'ère de Saleh. La déliquescence de ce même État à partir du XXI^e siècle laisse émerger des voix dissidentes par lesquelles on entrevoit à quel point la répression a été forte pour les museler. Derrière les « générations de l'unité », apparaît la perception d'une occupation et d'une marginalisation politique, économique et idéologique de certaines populations sudistes, notamment la marginalisation des anciennes élites de la période socialiste¹⁴. Après la première guerre civile de 1994, 86 000 soldats et personnels de la sécurité ayant soutenu la cause indépendantiste

11. Jamal Jubran, « Aden, ville ouverte sur la douleur », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre, op. cit.*, p. 102.

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*, p. 101

14. Helen Lacker, *Yemen in Crisis, op. cit.*, p. 175.

sont démobilisés par peur d'une nouvelle insurrection¹⁵. De nombreuses industries ont été déplacées vers Sanaa, les Adénites ont été exclus des fonctions publiques et leurs salaires ont été bloqués au titre d'une homogénéisation avec ceux du Nord, moins importants, et la liberté de la presse a souffert du virage autoritaire du régime de Saleh après la première guerre civile. Tous ces éléments conduisent à déclasser profondément Aden qui n'a plus de capitale économique que le nom et entraînent l'évolution idéologique de l'ancienne élite, du socialisme vers l'indépendantisme¹⁶.

Durant les deux premières décennies du XXI^e siècle, le terme « occupation » s'est banalisé dans la presse sudiste au point que beaucoup d'Adénites ne croient plus à l'unité du pays. L'effondrement de l'État, le coup d'État militaire houthiste, la décennie de guerre qui s'ensuit et le soutien des Émiratis à la cause indépendantiste donnent à observer le retour des idéaux indépendantistes sur le devant de la scène politique à Aden. Si l'indépendance du Yémen du Sud semble n'avoir jamais été aussi proche qu'au début de la décennie 2020, une question majeure reste toutefois en suspens : peut-on réellement parler d'une unité au Sud alors qu'il existe une complexité politique entre les partisans de Tarek Saleh, certaines tribus de l'Hadramaout, des cellules d'al-Qaïda contrôlant certains territoires, des loyalistes et des indépendantistes qui sont contraints de cohabiter ? – sans compter le poids des diasporas de l'Hadramaout dans les EAU et les monarchies du Golfe. Cette question passe pour l'heure au second plan tant les visions houthistes et indépendantistes semblent s'accorder – sans pourtant dialoguer – sur l'importance de faire reconnaître respectivement leur souveraineté officielle sur leur territoire par la communauté internationale. Cette volonté réciproque semble être un terreau fertile pour entreprendre des négociations futures.

15. *Ibid.*, p. 177.

16. Laurent Bonnefoy, « [Yémen. Le socialisme dilué dans le séparatisme sudiste](#) », art. cit.

Une défaite diplomatique : l'embrassement de la mer Rouge (2024)

La crise de la mer Rouge représente ainsi le troisième volet à court terme de la défaite de l'Arabie saoudite, cette fois sur les plans diplomatique et de développement. Depuis le début du XXI^e siècle, les dirigeants saoudiens tentent de transférer le centre de gravité du royaume du golfe Persique vers la mer Rouge et de faire de cette dernière un « lac saoudien¹⁷ ». Le projet Vision 2030 de l'Arabie saoudite prévoit à cet effet le développement de nombreuses villes portuaires, de stations balnéaires et de sites touristiques tels que ceux d'Al-Oula ou de la ville économique du roi Abdallah sur la côte (Carte 8 : Le rêve devenu cauchemar de l'Arabie saoudite en mer Rouge). L'achèvement en 2015 des travaux de dédoublement des capacités de passage du canal de Suez par l'Égypte et l'annonce de projets futuristes faramineux, comme le projet urbain de The Line à l'entrée du golfe d'Aqaba, devaient inaugurer une période de prospérité et un avenir pacifique tourné vers l'union diplomatique des deux rives sous le parrainage saoudien. En 2018, l'Arabie saoudite avait ainsi joué un rôle crucial de médiateur dans le processus de réconciliation de l'Éthiopie et de l'Érythrée en froid depuis l'an 2000¹⁸.

Depuis, l'Arabie saoudite traverse une période de turbulence diplomatique en mer Rouge, amplifiée par la crise des houthistes. L'embargo décidé conjointement avec les EAU contre le Qatar en 2017 a échoué. L'intervention militaire de l'Arabie saoudite au Yémen, censée prouver la capacité de ses dirigeants à gérer un conflit d'envergure, a également échoué et l'influence du royaume a diminué dans certaines régions yéménites. Les EAU, leur allié historique dans la région, ont « trahi » les Saoudiens en 2019 les laissant seuls face au problème des houthistes et de l'unité du Yémen. Ces mêmes EAU grignotent l'influence de

17. Marc Lavergne, « La mer Rouge, mer de toutes les batailles ? », *Diplomatie*, 127, mai-juin 2024, p. 12-18.

18. Bezunesh Tamru, « Les crises éthiopiennes contemporaines, quelles implications pour le couloir de la mer Rouge ? », dans Marc Lavergne et David Rigoulet-Roze (dir.), *La mer Rouge : convoitises et rivalités sur un espace stratégique*, Paris, L'Harmattan, 2023.

l'Arabie saoudite en mer Rouge en lui faisant concurrence grâce à leur ancrage portuaire et militaire sur le pourtour de la mer Rouge et dans les pays de la Corne de l'Afrique – la compétition demeure toutefois inégale compte tenu des 2 000 kilomètres de rivage saoudien. Dubaï Port World est ainsi devenu l'opérateur portuaire de Berbera et de Bossaso ; l'entreprise ne cache pas ses velléités de conquérir d'autres ports de la mer Rouge. Quant au Soudan, les EAU jouent un rôle essentiel dans sa déstabilisation au désavantage de l'Arabie saoudite, située de l'autre côté de la mer Rouge, et qui tente depuis plus d'une année une médiation afin de trouver une sortie de crise à la guerre civile soudanaise.

Ces foyers de tensions en mer Rouge font peser un risque sur les mégaprojets urbains et diplomatiques prévus pour le XXI^e siècle en Arabie saoudite, à commencer par l'organisation des Jeux asiatiques d'hiver en 2029, l'Exposition universelle en 2030 et la Coupe du monde de football en 2034. Toutefois, ces mégaprojets urbains de l'Arabie saoudite sont davantage envisagés sur le long terme que pour les prochaines années.

La crise de la mer Rouge a donné aux houthistes une position encore plus avantageuse dans les négociations et leur a conféré une nouvelle légitimité internationale. La riposte américaine leur a apporté un capital de sympathie au-delà de ce qu'ils pouvaient espérer depuis le début du XXI^e siècle. Les houthistes exploitent effectivement le silence de l'Occident et la position de médiatrice appelant au calme de l'Arabie saoudite face aux massacres de Gaza tout en bénéficiant du sentiment de colère croissant d'une partie des sociétés arabes à l'encontre des États-Unis. Les attaques américaines sur le sol yéménite ont fini par les transformer en résistants et en héros populaires aux yeux de bon nombre de désespérés de la situation palestinienne, certains médias occidentaux n'hésitant pas à les qualifier de rebelles « défiant l'Occident¹⁹ ».

19. Charles Duval, « [Houthis : la rébellion qui défie l'Occident](#) », *Paris Match*, 19 janvier 2024.

Carte 8

Le rêve devenu cauchemar de l'Arabie saoudite en mer Rouge



Cette nouvelle légitimité internationale permet aux houthistes de changer de stratégie vis-à-vis du Yémen et des négociations en cours. Après une décennie de guerre civile, quelle est l'autorité politique et militaire légitime au Yémen ? Les attaques en mer Rouge ont donné aux houthistes la possibilité de renverser le rapport de force établi avec le Conseil présidentiel à propos de la légitimité politique de chacun à représenter le Yémen sur la scène internationale. Si les premiers n'étaient pas légitimes (ils sont d'ailleurs aujourd'hui encore qualifiés de rebelles par la presse), ils sont en phase de le devenir tandis que les seconds – le Conseil présidentiel – demeurent paralysés par leurs luttes internes. Par leurs attaques en mer Rouge, les houthistes sont les seuls au Yémen à agir pour défendre la Palestine et les frappes américaines renforcent leur sentiment nationaliste.

De nombreux Yéménites qui ne sont pas partisans des houthistes s'estiment attaqués par les États-Unis²⁰. La cohésion nationale se construit lors de la mobilisation contre l'ennemi américain. Tant que les frappes américaines perdurent – même si elles sont ciblées –, les Saoudiens voient leurs chances de sortir du conflit être reportées indéfiniment tout en permettant aux houthistes de recruter de nouveaux miliciens ou partisans convaincus de défendre le Yémen et la Palestine face à l'Amérique²¹. Enfin, quelle que soit l'issue de ces attaques, force est de constater que les Américains devront un jour s'asseoir à la table des négociations afin de trouver une sortie de crise avec les houthistes. Il semblerait que la diplomatie américaine ait d'ores et déjà proposé de reconnaître l'État paria houthiste si ce dernier stoppait ses attaques en mer Rouge²². Pour l'instant, seuls l'Iran, la Corée du Nord, la Syrie et certaines autorités libanaises l'ont reconnu, ce qui permet d'observer comment les houthistes déploient leur géopolitique à travers leurs attaques en mer Rouge.

20. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec d'anciens réfugiés rentrés au Yémen, mars 2024.

21. Maysaa Shuja Al-Deen, « Crafting a Police State », art. cit.

22. Quentin Müller, « [Entretien avec un cadre Houthi : "Nous n'engagerons aucune action hostile contre la France"](#) », *Marianne*, 18 janvier 2024.

LA MER ROUGE, TERRAIN DE SOUVERAINETÉ DES HOUTHISTES OU LA GÉOPOLITIQUE D'UN ÉTAT PARIÀ

La mer Rouge, terrain de revendications politiques

Les rebelles houthistes se sont battus pendant la première décennie du XXI^e siècle pour obtenir un accès à la mer Rouge, puis pendant la seconde pour garder cet accès maritime en dépit du blocus de la coalition arabe. Ces deux décennies de combat ont transformé profondément leur rapport à cet espace et à l'ouverture sur le monde qu'il offre²³. Leurs revendications politiques passées et la dureté des combats qui s'en sont suivis font que les houthistes s'estiment aujourd'hui légitimes à percevoir la mer Rouge comme un espace de souveraineté. Ils revendiquent d'autant plus cette souveraineté que leur autorité politique sur le Yémen n'est pas reconnue par la communauté internationale. La mer Rouge représente pourtant un terrain sur lequel se jouent la légitimité et la souveraineté des houthistes qui y projettent leur géopolitique et leur diplomatie. Cette dernière prend la forme d'un droit de passage pour leurs alliés et d'un droit de barrage pour leurs ennemis. Les houthistes, en laissant à certains pays la possibilité de négocier le passage de leurs bateaux, cherchent à obtenir la reconnaissance de leur État sur la scène internationale.

La récurrence des attaques historiques en mer Rouge par des rebelles, des pirates, des groupes extrémistes ou paramilitaires transforme cet espace maritime en un support de revendications politiques et économiques. Pour ces acteurs en quête de légitimité, perturber le commerce maritime mondial à proximité de leurs territoires en guerre ou peu développés constitue un des moyens les plus efficaces de s'exprimer et d'obtenir l'oreille de la communauté internationale. Dès mars 1972, les militaires de

23. Un sentiment similaire était apparu chez les Érythréens durant leur guerre d'indépendance avec l'Éthiopie (1961-1991). C'est précisément parce que les rebelles érythréens ont combattu pour garder leur indépendance et leur accès à la mer Rouge que cette dernière est devenue partie intégrante de la nation érythréenne (voir Matthieu Ayrault, « Pêche et pêcheurs à Massaoua (Érythrée) », mémoire de recherche sous la direction de Daniel Baland, Université Paris IV Sorbonne, 2001).

la République démocratique populaire du Yémen (le Yémen du Sud) installés sur l'île de Périn au milieu du détroit de Bab el-Mandeb, frappent par erreur un navire militaire français, le *Dupetit-Thouars*. L'année suivante, en pleine guerre du Kippour, le Yémen et l'Égypte tentent d'empêcher les navires israéliens en patrouille dans l'océan Indien de franchir le détroit de Bab el-Mandeb pour rentrer au port d'Eilat²⁴. En octobre 2000, al-Qaïda revendique l'attentat contre le navire américain USS *Cole* mouillant dans la rade d'Aden. Deux années plus tard, en 2002, c'est l'Armée islamique d'Aden-Abyane, affiliée à al-Qaïda, qui attaque le pétrolier français *Limbourg* au large des côtes d'As Shihr, créant une marée noire locale de plusieurs dizaines de milliers de litres de pétrole.

Ces attaques perturbent déjà la sérénité du commerce maritime et entraînent le triplement des primes d'assurance pour les porte-conteneurs et tankers empruntant la mer Rouge. Par la suite, pendant les années 2000, la menace vient du rivage africain. Avec l'effondrement de la dictature de Siad Barré en 1991, la Somalie entre dans une phase d'instabilité politique et sécuritaire comme il s'en est rarement vu sur le continent africain. L'effondrement de l'État pousse au développement d'autorités paramilitaires officieuses et parallèles, dont certaines font commerce du rançonnement des navires marchands. Entre 2005 et 2012, la piraterie somalienne étend son champ d'attaques et de captures au golfe d'Aden, au sud de la mer Rouge et le long de la côte somalienne de l'océan Indien. Le pic de la piraterie est atteint en 2008 avec plus de 118 attaques de navires malgré le déploiement de flottes militaires occidentales visant à lutter contre la piraterie²⁵.

Plus récemment, au cours des années 2010, les houthistes se sont illustrés par des tirs de missiles et des drones explosifs ciblant les navires de la coalition arabe menée par l'Arabie

24. Christophe Mommessin, « Mer Rouge et liberté de navigation », *Revue Défense nationale*, 867, 2024, p. 15-21.

25. François Guiziou, « Le monde somali : les apparences du chaos aux périphéries de la mondialisation », thèse de doctorat en géographie humaine soutenue le 17 mai 2018 à l'Université de Nantes.

saoudite, notamment depuis la mise en place du blocus maritime au port d'Hodeïda. En janvier 2017, les houthistes avaient touché la frégate saoudienne *al-Madinah* à l'aide de drones. Enfin, depuis l'automne 2023, les rebelles attaquent les navires marchands affiliés à Israël en mer Rouge, imitant l'action des forces navales iraniennes qui s'en prennent également aux navires israéliens depuis 2019²⁶. Dans cette quête de déstabilisation du commerce mondial en mer Rouge, les houthistes trouvent un soutien indirect dans le retour de la piraterie somalienne au début de l'année 2024. Après dix années d'inactivité environ, les pirates somaliens, profitant du chaos régional, de l'acheminement massif d'armes dans la région et du déplacement vers la mer Rouge des flottes occidentales autrefois présentes dans le golfe d'Aden, ont attaqué une vingtaine de navires marchands et de chalutiers²⁷.

Ce déploiement de l'insécurité maritime est emblématique du paradoxe sécuritaire de la région (voir Carte 9 : La multiplication des crises dans la Corne de l'Afrique). Avec plus de 8,8 millions de barils de pétrole par jour, 25 à 30 % du trafic mondial de conteneurs et 20 à 25 000 bateaux par an²⁸, la route maritime empruntant le détroit de Bab el-Mandeb incarne la mondialisation au XXI^e siècle. Elle est pourtant bordée par des territoires dont les sociétés sont parmi les plus pauvres et les plus instables du monde (Somalie, Yémen, Érythrée, Soudan). Lieu clef et talon d'Achille de l'économie mondiale²⁹, le détroit de Bab el-Mandeb constitue l'espace par excellence où se déploient des légitimités alternatives mises en place par des groupes hors-la-loi. En effet, après avoir été réduits pendant près de deux décennies à des combats internes au Yémen, les houthistes deviennent des acteurs régionaux par leurs interférences en mer Rouge. La communauté internationale commence alors à s'intéresser réellement au problème du Yémen. Ce mode de connexion au monde est

26. Christophe Mommessin, « Mer Rouge et liberté de circulation », art. cit.

27. Noé Hochet-Bodin, « [Au large de la Somalie, le retour de la piraterie](#) », *Le Monde*, 20 mars 2024.

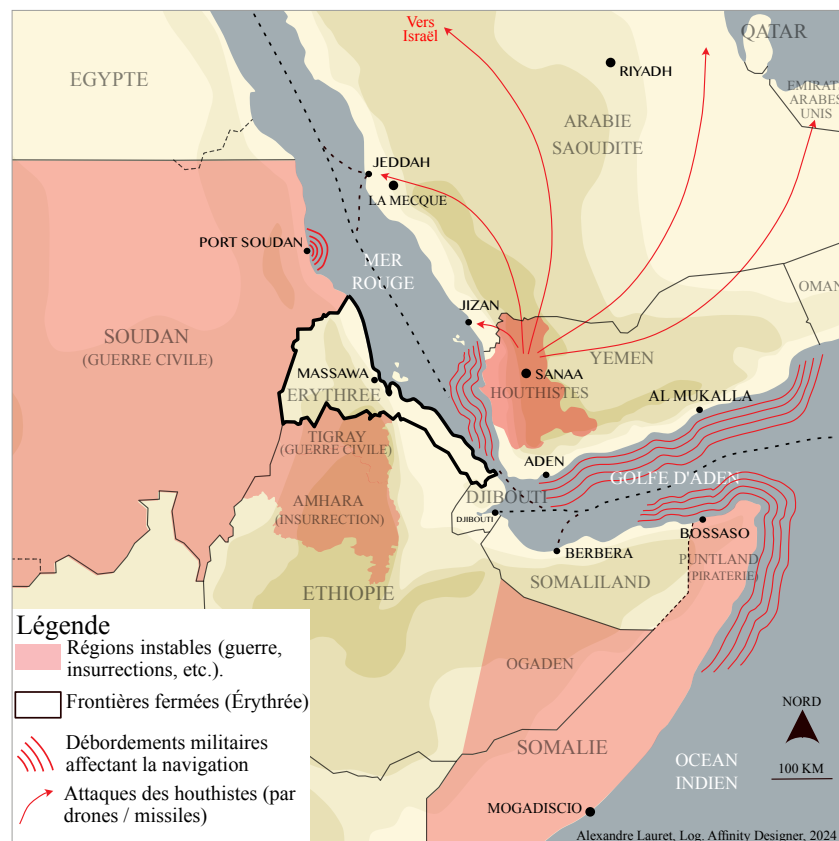
28. Alain Oudot de Dainville, « Attaques dans le Bab-el-Mandeb : sale temps pour les détroits », *Revue Défense nationale*, 867, 2024, p. 7-14.

29. Cécile Marin, « [Les Houthistes défient Washington](#) », art. cit.

emblématique d'une autorité se réclamant d'un État non reconnu internationalement qui exploite son potentiel de nuisance pour se faire reconnaître *de facto*.

Carte 9

La multiplication des crises dans la Corne de l'Afrique



Filtrer les navires : l'esquisse de la géopolitique houthiste

Dès l'automne 2023, les houthistes mettent en place un barrage maritime filtrant les navires, laissant passer les uns, en arrêtant d'autres par tous les moyens – déroutage, arraisonnements ou frappes directes. Si les houthistes menacent avant tout les navires affiliés à Israël, leurs attaques s'étendent rapidement à l'ensemble des navires se dirigeant vers l'État hébreu indépendamment de leur nationalité (pavillon, équipage, etc.). Ces menaces entraînent une hausse des primes d'assurance, l'augmentation du prix du baril de pétrole et par conséquent du prix pour les consommateurs du fait des détours de nombreux navires par le cap de Bonne-Espérance. En effet, au début de l'année 2024, plus de 20 % des navires empruntant habituellement le détroit de Bab el-Mandeb préfèrent contourner l'Afrique par le sud³⁰. Parmi ces navires déroutés, on retrouve ceux des flottes occidentales comme la compagnie danoise Maersk, la compagnie française CMA-CGM ou encore la compagnie italo-suisse MSC. Après plusieurs dizaines d'attaques sur les navires, sans conséquence sur la situation palestinienne, les houthistes menacent de sectionner les câbles sous-marins de fibre optique en mer Rouge.

Parallèlement à ces menaces, les houthistes n'ont pas hésité à négocier des laissez-passer ou des compromis, et à donner des gages d'assurance à certains pays. Dès les premières frappes, les houthistes déclarent qu'ils n'attaqueront pas les navires chinois et russes si ces derniers n'ont pas de liens commerciaux avec Israël – un navire chinois est toutefois touché par erreur. Les dirigeants houthistes réitèrent à plusieurs reprises ces messages par l'intermédiaire de leur porte-parole, Yahya Saree. Le Qatar ne semble pas non plus inquiété pour ses exportations de gaz naturel liquéfié malgré les mises en garde de la pétro-monarchie à l'égard des possibles délais de livraison. Bien que le Qatar ait participé à la coalition arabe jusqu'en 2017, il jouerait depuis un rôle politique trouble, d'après la presse hébraïque, soutenant et flirtant avec

30. Helen Lackner, « [Les Houthistes du Yémen sous les feux de la rampe](#) », art. cit.

les houthistes³¹. Ces informations proviennent toutefois d'une presse proche des positions politiques de l'État d'Israël qui entretient des relations complexes avec le Qatar. Les navires saoudiens sont également épargnés pour l'instant, les houthistes préférant s'en prendre directement aux infrastructures pétrolières situées dans le sud du royaume en cas de désaccord. Par conséquent, les dénonciations saoudiennes des attaques des houthistes en mer Rouge demeurent plus que discrètes afin de ne pas compromettre la conclusion d'un hypothétique accord de paix avec eux. Quant au Japon, après la capture du *Galaxy Leader* en novembre 2023, il négocie directement avec les houthistes sa sortie de crise en mer Rouge : la libération de l'équipage et la libre circulation. Grisés par leurs premiers succès, les houthistes demandent aux membres de l'organisation de coopération islamique de fermer leurs ports aux navires affiliés à Israël. Seule la Malaisie accepte et intensifie son boycott économique contre Israël³². Le message houthiste est par la suite repris par l'Iran qui appelle à son tour l'ensemble des pays musulmans à boycotter Israël et à condamner les actions américano-britanniques au Yémen.

Le rapport des houthistes à l'Occident a lui-même évolué très rapidement depuis l'automne 2023. Depuis l'intervention américaine en Irak en 2003, les rebelles n'ont jamais caché leur haine d'Israël et des États-Unis qu'ils confondent parfois avec l'Occident dans sa globalité. Ce manque de discernement brouille l'analyse des actes et des paroles des houthistes. S'ils incriminent l'alliance américano-israélienne, ils n'hésitent pas à cibler les frégates militaires françaises stationnées en mer Rouge. Critiquée par de nombreux pays, dont des États européens alliés des États-Unis, l'opération *Gardien de la prospérité* a pour l'heure peu freiné les attaques des rebelles en mer Rouge. Les autorités houthistes ont même promis de se venger des Américains tout en adjurant les pays occidentaux – à l'exception des États-Unis,

31. Isenia Svetlova, « [Le pouvoir derrière le pouvoir : comment le Qatar a aidé les Houthis à menacer Israël](#) », *The Times of Israël*, 30 décembre 2023.

32. Alain Oudot de Dainville, « [Attaques dans le Bab-el-Mandeb](#) », art. cit., 2024.

du Royaume-Uni et d'Israël – de se désolidariser de l'État hébreu contre la promesse de la libre circulation de leurs convois maritimes. Certaines sources, impossibles à vérifier, évoquent la volonté des houthistes de ne pas engager d'action hostile contre la France³³ – bien que plusieurs drones aient visé la frégate française *Languedoc* en décembre 2023. D'autres sources au Yémen, jointes par téléphone, indiquent quant à elles que le libre passage serait accordé aux pays européens qui s'engageraient à reconnaître l'État de Palestine. Courant mai 2024, la Norvège, l'Irlande et l'Espagne ont reconnu l'État de Palestine et seraient, selon les Yéménites interrogés, épargnés par les frappes houthistes³⁴.

Cette géopolitique à géométrie variable en mer Rouge s'inscrit dans le cadre d'une alliance régionale qualifiée d'Axe de la résistance. Cette alliance comprend un ensemble de groupes politiques ou paramilitaires et de gouvernements situés dans plusieurs États : l'Iran, la Syrie, certaines milices en Irak, le Hezbollah au Liban, le Hamas en Palestine, les houthistes au Yémen et, dans une moindre mesure, des dirigeants politiques ou militaires au Soudan, en Afghanistan – et au Qatar selon les événements politiques. Tous ces groupes ou États à la marge de la communauté internationale partagent une relation houleuse avec l'Occident sans forcément entretenir des liens ou des relations diplomatiques. En effet, si l'Iran est souvent considéré – par défaut – comme le leader de cet axe de par son rôle historique, il tire son hégémonie de son rôle de médiateur et d'intermédiaire entre les différents acteurs de l'alliance. Il les met en relation, leur fournit des contacts ou des formateurs, les soutient financièrement ou militairement dans leurs combats politiques locaux.

Depuis le début du XXI^e siècle, Téhéran apporte un soutien logistique, militaire et financier à l'entreprise de conquête des

33. Quentin Müller, « [Entretien avec un cadre Houthi : "Nous n'engagerons aucune action hostile contre la France"](#) », art. cit.

34. Entretien téléphonique (WhatsApp) avec d'anciens réfugiés yéménites et leurs proches. Ces informations restent toutefois à prendre avec précaution comme celles relatées par Quentin Müller. Si les houthistes assurent ne pas vouloir attaquer la France, ils ont déjà attaqué plusieurs navires militaires français à l'automne 2023.

houthistes, d'abord au Yémen, puis récemment en mer Rouge. Faute de données fiables, cette aide demeure difficile à quantifier. Elle est devenue un argument politique repris par l'ensemble des acteurs politiques au Yémen depuis deux décennies pour disqualifier la voix des houthistes. Dès la première guerre de Saada, Ali Abdallah Saleh tente sans succès d'instrumentaliser le rôle qu'aurait joué l'Iran au profit des houthistes afin d'obtenir plus de fonds et d'équipements militaires des États-Unis. L'astuce est reprise par Hadi une décennie plus tard pour justifier son échec à endiguer l'avancée militaire houthiste, la perte du contrôle de la capitale et sa fuite à Aden puis en Arabie saoudite. Cette fois-ci, les Américains semblent y porter quelque crédit³⁵. Il faut préciser que l'avancée fulgurante des houthistes vers Aden – appuyée en majorité par les brigades armées fidèles à Saleh – surprend bon nombre de spécialistes et d'analystes du Moyen-Orient et l'hypothèse du soutien de l'Iran vient pallier un manque de données empiriques.

Dès 2015, l'Arabie saoudite utilise à son tour l'argument de la menace du rôle sournois joué par l'Iran par l'intermédiaire des houthistes pour intervenir militairement au Yémen. L'image des rebelles houthistes inféodés au régime de Téhéran perdure tout au long de la guerre civile et ce, jusqu'aux attaques en mer Rouge de 2023. Elle est par la suite reprise par une partie des médias occidentaux qui, faute de données fiables, considèrent à tort les houthistes comme une création politique de l'Iran – comme un Hezbollah à la yéménite qui prendrait ses ordres directement de Téhéran³⁶. Selon cette vision erronée, Hussein al-Houthi serait un agent du régime pro-iranien – quand bien même il a préféré faire ses études au Soudan et non en Iran³⁷. Quant à son frère Abdul-Malik al-Houthi qui lui succède, considéré comme plus facilement manipulable en raison de son manque d'éducation

35. Helen Lackner, *Yemen in Crisis*, op. cit., p. 155.

36. Geoffrey Antoine, « [Houthis : comment l'Iran a créé un "Hezbollah bis" au Yémen](#) », *Le Journal du Dimanche*, 21 janvier 2024.

37. Laurent Bonnefoy, « [Yémen : les Houthis, alliés intéressés](#) », *Culture Monde*, France Culture, 25 avril 2024.

scolaire, il serait devenu la marionnette des Iraniens³⁸. En réalité, bien qu'ayant certaines pratiques flirtant avec la paranoïa³⁹, Abdul-Malik al-Houthi n'a rien d'un simple d'esprit, comme le prouve l'ascension des houthistes depuis une décennie. Les attaques du groupe en mer Rouge représentent son baptême du feu à l'échelle internationale pour asseoir son État et son autorité.

L'Iran a bien fourni un soutien important aux houthistes, soutien qui n'a pas cessé d'augmenter depuis 2014. Téhéran a ainsi livré des armes via les ports d'Hodeïda et de Midi avant la mise en place du blocus maritime saoudien. Les livraisons d'armes ont ensuite continué par le sultanat d'Oman et la traversée du sud du désert du Rub al-Khali à l'est du fief historique des houthistes⁴⁰, bien que le sultanat ait toujours démenti sa participation. Cet apport est toutefois limité en quantité. Les houthistes se sont surtout procuré des armes en mettant la main sur les réserves que l'armée yéménite avait constituées sous le règne de Saleh ainsi qu'en absorbant les unités d'élite⁴¹. Quant aux explosifs, ils sont fabriqués à partir d'engrais chimiques destinés à l'Éthiopie et détournés dans le port de Djibouti pour être envoyés au Yémen par boutres. Téhéran a également partagé ses technologies ainsi que son savoir-faire militaire et plusieurs conseillers stratégiques iraniens – et du Hezbollah – sont présents aux côtés des dirigeants houthistes. Son influence demeure pourtant circonscrite, les houthistes suivent avant tout leur propre agenda politique et militaire marqué par la guerre civile et les jeux d'alliances locales, notamment tribales, leur permettant d'avancer sur le terrain. C'est principalement à l'aune des

38. Maysaa Shuja Al Deen, « [Yémen. Les houthistes, un pouvoir fragile aux racines familiales](#) », art. cit.

39. De peur d'être assassiné, Abdul-Malik al-Houthi réside dans un lieu que seuls sa famille et ses proches connaissent. Dès que l'endroit est susceptible d'être découvert, il déménage aussitôt vers un lieu secret. Depuis les attaques en mer Rouge, l'homme apparaît régulièrement à la télévision pour appeler les foules à résister à l'Occident.

40. Entretien avec un officier de l'armée française ayant travaillé au Yémen, 2024.

41. Thomas Juneau, *Le Yémen en guerre*, op. cit., p. 52.

enjeux intérieurs, des pratiques de gouvernance locales et nationales, que l'on comprend le débordement en mer Rouge de la souveraineté des houthistes.

DU GARDE-BARRIÈRE AU PÉAGISTE : QUAND LE COMMERCE MONDIAL S'ALIGNE AVEC LES HOUTHISTES

Les combats politiques menés par les houthistes pour la reconnaissance internationale de leur État ou la défense de la Palestine et contre les États-Unis ou Israël ne doivent pas faire oublier leur principal problème : le développement d'une rente économique. Le racket orchestré par leurs dirigeants à travers la multiplication des impôts et des taxes entraîne l'appauvrissement général de la population et la colère sociale. L'accord prévu avec l'Arabie saoudite censé payer les fonctionnaires n'est toujours pas conclu en raison de la crise en mer Rouge. Le problème de la rente économique chez les houthistes reste donc identique depuis ses origines. Pendant une décennie de guerre civile, les rebelles ont tenté de contrôler deux espaces distincts, la façade maritime de la mer Rouge, vitrine sur le commerce mondial, et la région de Marib (batailles de 2015-2016, 2021-2022), l'une des régions au sous-sol pétrolier et gazier le plus riche du Yémen. Ces deux fronts sont au milieu de la décennie 2020 au cœur des stratégies économiques prédatrices des houthistes : la rente pétrolière et la mise en place d'un péage sécuritaire en mer Rouge.

Les houthistes comme l'ensemble des Yéménites n'ignorent pas que les trajectoires politiques des monarchies de la péninsule Arabique ont toutes appuyé leur pouvoir, leur légitimité et leur développement économique sur les rentes pétrolières et gazières de leur sous-sol. Le pétrole constitue au XX^e et au début du XXI^e siècle un symbole de souveraineté économique et de puissance politique, et garantit une place de choix sur la scène internationale, notamment en raison de l'importance du prix du baril sur le marché mondial. C'est un symbole du pouvoir et de l'indépendance auxquels l'élite hachémite houthiste aspire afin d'assurer sa légitimité sur la population yéménite et régionale.

Cette quête symbolique et économique pousse les houthistes à toujours plus investir le front est – celui de Marib. L'affrontement entre les Américains et les houthistes en mer Rouge a effectivement occulté de nombreuses actions militaires houthistes locales. Dès le mois de novembre 2023, alors que les médias et les diplomates des Nations unies étaient concentrés sur la mer Rouge, les houthistes ont mené discrètement l'une de leurs plus grandes offensives de ces dernières années contre l'armée loyaliste à Marib. Assiégeant de nouveau les alentours de la ville, les rebelles ont intensifié leurs frappes afin de forcer la ligne de défense constituée par certaines tribus locales et par l'armée loyaliste – sans toutefois y réussir pour l'heure. L'armée houthiste tient toujours le siège depuis et des combats ont lieu régulièrement pour tenter de prendre la ville et ses installations pétrolières.

Ce relatif échec militaire intervient parallèlement à l'évolution de la stratégie de coupeurs de route maritime des houthistes en mer Rouge, à savoir la transformation d'un droit de barrage en droit de péage⁴². Depuis le printemps 2024, les houthistes proposeraient aux navires des armateurs occidentaux, indépendamment de leur nationalité, un accès sécurisé en mer Rouge contre le paiement d'un droit de passage. Selon une information qui n'a pu être confirmée par d'autres sources et donc à prendre avec précaution, les houthistes auraient fixé le péage à 1 million d'euros, que les armateurs devraient transférer directement sur les comptes bancaires des dirigeants houthistes situés au sultanat d'Oman⁴³. Certains armateurs occidentaux accepteraient de payer le prix de cette sécurité maritime forcée afin de faire des économies davantage liées aux délais temporels qu'aux surcoûts financiers. Si les bateaux déroutés déboursent plusieurs millions d'euros sans compter le carburant en passant par le cap de Bonne-Espérance, leurs armateurs espèrent surtout rattraper les retards d'acheminement des conteneurs. Le détour par le sud de

42. Quentin Müller, « [Un million de dollars pour le détroit de Bab el-Mandab : ce si juteux péage houthi](#) », *Marianne*, 20 mai 2024.

43. *Ibid.*

l’Afrique augmente effectivement de plus de deux semaines la durée du trajet par rapport à la route classique de la mer Rouge.

La mise en place de ce « juteux business⁴⁴ » est construite sur l’économie de guerre *low cost* des houthistes. Si l’Iran leur livrait initialement des armes, les houthistes ont fini par développer leur propre industrie militaire. Ils assemblent principalement des pièces détachées de missiles ou de drones ayant un faible coût économique (2 000 dollars contre plus de 2 millions pour les missiles de la coalition américano-britannique⁴⁵). Cette guerre asymétrique renforce le potentiel de menace des houthistes et le paiement des rançons par les armateurs occidentaux leur fournit une rente plus ou moins stable, assurée par la mondialisation et le commerce mondial, leur permettant un approvisionnement continu en armes et le développement de leur rente économique.

Une autre piste de lecture offre à penser différemment les interférences des houthistes en mer Rouge. Elle a été évoquée sous la forme d’une hypothèse par le géographe François Guiziou⁴⁶. Selon lui, carte à l’appui, il existe une distinction entre les navires empruntant le couloir international et ceux naviguant dans les eaux territoriales yéménites et érythréennes. Les houthistes ont frappé en priorité les premiers, c’est-à-dire les bateaux qui parcourent la mer Rouge sans effectuer d’escale dans les ports régionaux : Hodeïda, Massaoua, Jeddah, etc. En dépit de la fermeture des frontières érythréennes et de la guerre au Yémen, les ports d’Hodeïda et de Massaoua sont toujours reliés par des lignes maritimes locales desservies par des hubs portuaires régionaux (Jeddah, Djibouti). Afin d’appuyer ses propos, François Guiziou prend l’exemple de la ligne Mona Express de la compagnie CMA CGM qui dessert au début de l’année 2023 les villes portuaires

44. *Ibid.*

45. Parth Satam, « [\\$2 Million Missile To Shoot Down \\$2,000 Drone! Houthis’ Asymmetric War Has UK, US Navies in a Bind](#) », *The EurAsian Times*, 19 janvier 2024.

46. François Guiziou a évoqué cette hypothèse lors de sa présentation (« Entre enclavement constaté, ouverture espérée et conflictualité : quelques enseignements issus des stratégies portuaires dans la Corne de l’Afrique ») au séminaire de recherche Afrique de l’IRSEM, le 29 mai 2024.

suivantes : Jeddah, Massaoua, Djibouti, Berbera et Hodeïda malgré les ravages de la guerre. Cette ligne semble toujours en fonction en 2024⁴⁷.

François Guiziou mentionne à ce titre que le commerce de porte-conteneurs a repris à Hodeïda depuis 2019 et l’assouplissement du blocus maritime saoudien. Cette année-là, près de 66 174 TEU (*Twenty-Foot Equivalent Unit* ou Équivalent vingt pieds⁴⁸) entrent au port⁴⁹. Certes, il s’agit d’un faible tonnage, il permet cependant de mieux comprendre la stratégie portuaire des différents acteurs, à commencer par les Saoudiens et les houthistes. Sachant que le port de Jeddah constitue l’interface entre les lignes mondiales et les lignes régionales, telle la Mona Express, le blocus saoudien aurait surtout laissé passer les navires ayant d’abord transité par le port de Jeddah. Quant aux houthistes, obtenir un accès à la mer Rouge est une chose, faire fonctionner un port en est une autre. Selon les informations recueillies par François Guiziou auprès de la compagnie CMA CGM, le port d’Hodeïda connaît actuellement une surcharge pour congestion portuaire obligeant la compagnie à faire payer un surcoût quotidien de 300 dollars par conteneur aux clients⁵⁰. Si cette congestion s’explique par le manque de fluidité (destruction des infrastructures portuaires, *stand-by* des conteneurs, etc.), elle offre aux autorités portuaires houthistes une rente économique : les taxes et celles liées au manque de fluidité dans les eaux portuaires, etc.

C’est à ce moment-là que les frappes houthistes sur les navires transitant dans les eaux internationales deviennent intéressantes.

47. Selon les visionnages sur internet, la ligne évolue : elle est parfois complète (Jeddah, Djibouti, Berbera, Hodeïda, Massaoua), parfois limitée (Djibouti, Hodeïda,).

48. Unité de mesure pour exprimer les capacités de transport des conteneurs maritimes de 20 pieds (6 mètres). Un porte-conteneur transporte en moyenne 4 500 TEU, les plus performants transportent jusqu’à 24 000 TEU. Pour aller plus loin : [Glossaire EVP \(équivalent vingt pieds\)](#), *Géocfluence*, mai 2013.

49. François Guiziou, « Assessing the Effects of a War on a Container Terminal », art. cit.

50. « PCS (Port Congestion Surcharge) à Hodeïdah (Yémen) », CMA CGM, 13 décembre 2023.

Depuis le début de la guerre, le port d'Hodeïda a été rayé de la carte de la plupart des armateurs mondiaux – à l'exception, comme on l'a vu, de quelques compagnies effectuant des liaisons maritimes locales. Il est probable qu'en raison de l'instabilité pesant sur le corridor maritime, certains navires décident de passer par les eaux territoriales yéménites proches du port d'Hodeïda contre le paiement d'une taxe aux autorités portuaires – cette idée reprend finalement celle du péage développée plus haut. L'objectif pour les houthistes serait peut-être de favoriser le retour du port d'Hodeïda sur les cartes maritimes des armateurs en forçant les navires à se rapprocher des côtes yéménites dans un contexte où le Yémen et les houthistes incarnent les marges de la mondialisation. On retrouve ici la logique des coupeurs de route à l'œuvre dans certaines parties de l'Afrique, notamment dans la région du lac Tchad⁵¹. Ces acteurs (bandits, petits fonctionnaires en uniforme, populations marginalisées, etc.), coupés des circuits économiques et de redistribution du pouvoir et des richesses de l'État, interfèrent sur les routes afin de se faire reconnaître comme une entité utile par rapport à un système plus global. Leurs logiques prédatrices leur permettent de s'agréger à la marge des États.

Tout ceci reste pour l'heure des hypothèses. En revanche, depuis la bataille d'Hodeïda en 2018, et d'autant plus depuis l'automne 2023, le port d'Hodeïda se situe bien au cœur de la stratégie houthiste en mer Rouge. Par sa position nationale de corridor vers Sanaa, par sa position régionale d'escale des lignes maritimes régionales, et par sa position mondiale sur l'une des voies maritimes les plus empruntées, le port d'Hodeïda constitue la porte d'entrée des houthistes sur le monde. Les bombardements saoudiens, le débarquement de troupes émiraties en 2018 et les frappes américaines dans la banlieue d'Hodeïda en 2024 n'en font que confirmer l'importance pour eux. Aussi cette

51. Voir notamment Saïbou Issa, « L'embuscade sur les routes des abords sud du Lac Tchad », *Politique africaine*, 94, 2004, p. 82-104 ; et Janet Roitman, « La garnison-entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du lac Tchad », *Critique internationale*, 19, 2003, p. 93-115.

ouverture vitale obtenue par les rebelles rencontre-t-elle un écho dans de nombreuses sociétés de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique. Les rebelles érythréens ont combattu pendant près de trois décennies l'Éthiopie voisine pour conserver le littoral. L'économie du Somaliland et potentiellement sa reconnaissance, même officieuse, par les derniers accords conclus avec l'Éthiopie, passent principalement par le port de Berbera. Celui de Djibouti est un symbole de l'identité nationale djiboutienne et toute la ville, pour ne pas dire le pays, est tournée vers l'activité portuaire. Quant au Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, ses discours de plus en plus agressifs évoquent toujours le littoral perdu. Tout porte à croire que les sociétés de la Corne de l'Afrique et du Yémen, même celles qui ont été les plus isolées comme les houthistes, ne peuvent exister au XXI^e siècle que par un accès au rivage et à la mondialisation.

CONCLUSION

LES HOUTHISTES, LE YÉMEN ET LE MONDE : UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ

La trajectoire historique du Yémen depuis le début du XX^e siècle se confond avec celle des houthistes durant les deux premières décennies du XXI^e siècle. Elles incarnent toutes deux la conquête du pouvoir et la revanche des vaincus de l'histoire les conduisant d'une marginalisation politique et économique – celle des houthistes au Yémen et celle du pays sur la scène régionale de la péninsule Arabique – à la déstabilisation du pays, de la région et du commerce mondial. Après une décennie de guerre civile, 25 000 raids aériens saoudiens, près de 400 000 morts et plus de 20 millions de personnes nécessitant une aide d'urgence, rares sont les rendez-vous historiques aussi ratés que celui entre les houthistes, le Yémen et le monde. En témoigne le décalage qui persiste entre une indifférence internationale et médiatique quasi exceptionnelle vis-à-vis de ce conflit et la sur-médiatisation de la menace houthiste sur le commerce mondial en mer Rouge. Si d'un coup, l'Occident et le monde redécouvrent l'existence des houthistes et du Yémen, finalement il ne s'agit toujours pas de parler du Yémen en tant que tel, mais de la sécurité maritime et du commerce mondial. Comment expliquer alors ce rendez-vous manqué entre le Yémen et le monde¹ ?

1. Le désintérêt du conflit yéménite en Occident s'explique par plusieurs raisons géographiques, diasporiques, médiatiques, politiques, etc. Le Yémen est un pays éloigné de l'Europe et il n'y a pas eu d'exode massif depuis 2014 comme cela a été le cas par exemple du conflit syrien. Les diasporas yéménites en Europe ne sont pas ou peu nombreuses, limitant leur poids politique dans la médiatisation du conflit. À de rares exceptions (*Orient XXI*, *La Croix*, *Marianne* depuis le recrutement du journaliste Quentin Müller), la presse française ne s'est pas vraiment intéressée à ce conflit, peu vendeur par rapport à d'autres, et dont le coût (financier, sécuritaire, diplomatique vis-à-vis de la coalition arabe, etc.) pour envoyer des reporters demeure élevé. Enfin, à ces difficultés logistiques et économiques s'ajoutent sûrement des pressions politiques, voire diplomatiques : la France comme les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne

L'écrivain d'origine yéménite, Habib Abdulrab Sarori, décrivait le Yémen comme une « prison géographique à ciel ouvert² » – et paradoxalement, pourrait-on ajouter, une prison sans mur. Bordée par la mer Rouge et le golfe d'Aden où passe près de 20 % du commerce mondial, la société yéménite dispose d'une situation idéale d'ouverture sur le monde. Elle entretient pourtant un rapport conflictuel avec cette ouverture marqué par l'isolement et l'enfermement depuis plusieurs siècles – comme si ce peuple avait souhaité de lui-même s'enclaver à l'intérieur des montagnes. Cet isolement trouve peut-être son origine dans une défiance vis-à-vis de l'étranger, assimilé bien souvent à l'ennemi et au conquérant, des légions romaines d'Auguste aux colons ottomans et européens de l'époque contemporaine. L'ouverture, durant le XX^e siècle, est effectivement synonyme d'affrontements, de domination étrangère et d'une politique générale de la canonnière à la yéménite : la colonisation anglaise à Aden et dans le Hadramaout, la guerre saoudo-yéménite de 1934 et la perte des régions vassales, la guerre civile des années 1960 soutenue par le débarquement de l'armée égyptienne, l'idéologie marxiste, l'intrusion des normes néolibérales ravageant les structures économiques traditionnelles, le salafisme et l'impérialisme religieux saoudien, enfin l'invasion saoudo-émiratienne qui se mue en frappes américano-britanniques depuis 2024.

Un tel rapport au monde, si conflictuel, provoque des traumatismes, des ressentis, des revendications et donc des luttes politiques et militaires. Les houthistes sont le produit de ce rapport conflictuel entre le Yémen et le monde. Leur récit local puis national est fortement imprégné d'un sentiment de marginalisation

sont les principaux fournisseurs d'armes de la coalition arabe. D'après l'enquête réalisée par la journaliste française Ariane Lavrilleux, placée en garde à vue par la suite par la police, la France a vendu pour près de 10 milliards d'euros d'armes et d'équipement à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis (Ariane Lavrilleux, « [Armement. Guerre au Yémen "made in France"](#) », *Orient XXI*, 29 septembre 2022). Tous ces éléments participent à invisibiliser le conflit yéménite en Occident.

2. Habib Abdulrab Sarori, « Un pays fantasmé », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen. Écrire la guerre, op. cit.*, p. 171-175.

et d'une idéologie du repli – un désir d'enclavement rarement égalé au XX^e et au XXI^e siècle – qui les poussent paradoxalement à entreprendre une conquête territoriale vers la mer, du pouvoir et de l'État. Pour ce faire, ils ont été les plus à même d'incarner les laissés-pour-compte de chacune des vagues historiques de ce rapport au monde. Ils ont séduit les vaincus du républicanisme et les partisans zaydites menacés par les tendances religieuses étrangères, puis les exclus des réformes néolibérales, les oubliés de la quête de Saleh du pétrole et du Sud, les tribus instrumentalisées puis marginalisées, les nostalgiques du socialisme d'Aden et du Sud du Yémen, etc.

L'« aventure » des houthistes, des années 1990 au milieu de la décennie 2020, désigne avant tout un moment de rupture et le renversement du schéma historique alors en vigueur au Yémen. Entrepris depuis les régions isolées et enclavées du nord du pays, leur combat, pendant plus d'une décennie, pour obtenir un accès au littoral de la mer Rouge, puis leur combat, durant dix ans, pour le garder, montrent que ce n'est plus tant le monde qui vient au Yémen que le Yémen qui vient au monde. Ce renversement produit un bilan humain catastrophique au XXI^e siècle. L'une des plus grandes tragédies de cette histoire réside pourtant dans l'écart toujours grandissant entre la volonté ou la croyance d'atteindre le monde à travers les combats menés pour gagner le littoral et la réaction d'ignorance et la quasi-fermeture géopolitique engendrées en réponse. Si les houthistes justifient leurs actions militaires en invoquant les processus de marginalisation qu'ils subissent depuis plusieurs générations, leurs conquêtes n'arrivent finalement pas à les endiguer. Pire encore, leurs actions les conduisent à toujours plus d'isolement, d'exclusion et de marginalisation sur la scène nationale où ils sont écartés du Conseil présidentiel et du Yémen sur la scène internationale, redevenu presque un blanc sur la carte du monde.

L'insurrection locale commencée par les houthistes dans le gouvernorat de Saada en 2004 se mue petit à petit en guerre civile durant la première décennie du siècle avant de devenir une guerre contre l'envahisseur et l'ennemi extérieur en 2015. Elle se transforme par la suite en une véritable guerre régionale,

au-delà des frontières du Yémen, voire en une guerre contre le monde occidental par le débordement du conflit en mer Rouge. D'année en année, d'ennemi en ennemi, le qualificatif de guerre « civile » perd de son sens. C'est sûrement davantage par paresse ou par désintérêt que nous continuons à qualifier le conflit yéménite de « guerre civile » tant les violences déployées entre les houthistes et les acteurs étrangers, les coalitions saoudo-émiratise puis américano-britannique, sont (re)devenues structurelles du rapport conflictuel entre le Yémen et le monde, à la différence qu'il se joue aujourd'hui en mer Rouge.

La mer Rouge se retrouve justement au cœur de la stratégie houthiste. Elle représente l'espace par lequel les rebelles devenus aujourd'hui un État paria sur la scène mondiale revendiquent par les armes légitimité et reconnaissance internationale. La mer Rouge constitue ainsi le théâtre performatif par lequel les houthistes et une partie du Yémen s'expriment au monde : ils y matérialisent leurs revendications politiques, donnent corps à leur géopolitique à travers l'instauration d'un péage et y développent leurs réseaux d'alliances et d'ententes. Privés des ressources pétrolières, ils y exploitent de nouvelles rentes économiques – comme l'ont fait un temps les autorités du Puntland avec la piraterie somalienne³. Ces interférences constituent la preuve du renversement hégémonique du rapport entre le Yémen, à la marge, et le monde.

Pour conclure cette étude, il convient de revenir quelques instants sur le navire détourné par les rebelles houthistes à l'automne 2023, le *Galaxy Leader*. Selon les autorités locales, l'équipage retenu en otage est en bonne santé. Le navire a été déplacé aux abords de la ville d'Hodeïda pour célébrer la « victoire » des houthistes en mer Rouge et en faire un symbole de l'aide du Yémen à la Palestine. Aussi étonnant que cela puisse paraître, l'épave est devenue une attraction touristique⁴ pour les

Yéménites d'Hodeïda, de la région et même de Sanaa qui viennent s'y promener et la visiter comme l'on visite un musée ou un lieu d'exception. Symbole d'une mondialisation finalement fragile, l'épave du *Galaxy Leader* devient un lieu de mémoire emblématique de la construction nationale houthiste tout en étant réinterprété comme un lieu de curiosité par de nombreux Yéménites, notamment par ceux qui ont souvent évolué dans des régions enclavées, aux marges de la mondialisation.

3. François Guiziou, *Le monde somali, op. cit.*, p. 316-325.

4. Les reporters Charles Emtaz et Samuel Gratacap ont filmé certains de ces « touristes » d'un nouveau genre dans leur reportage, « La fureur des Houthis », commandé par la chaîne d'actualité Arte (émission du 28/06/2024).

ANNEXE

COURTE CHRONOLOGIE DU YÉMEN

Histoire des deux Yémen

- IX^e-XX^e s. : Royaume de l'imamat (Yémen du Nord)
- 1886 : Création du Protectorat britannique d'Aden (Yémen du Sud)
- 1934 : Guerre saoudo-yéménite (Yémen du Nord)
- 1948 : Décès de l'imam Yahya Mohammed Hamid ed-Din (Yémen du Nord)
- 1962 : Proclamation de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord)
- 1962-1970 : Guerre civile (Yémen du Nord)
- 1967 : Fin du protectorat anglais d'Aden et avènement de la République démocratique populaire du Yémen (Yémen du Sud)
- 1972 : 1^{re} guerre inter-Yémen
- 1978 : Présidence d'Ali Abdallah Saleh au Yémen du Nord
- 1979 : 2^e guerre inter-Yémen
- 1990 : Unification des deux Yémen

Yémen unifié (2014-2015)

- 1993-1997 : Période de mandat au Parlement yéménite d'Hussein al-Houthi
- 1994 : 1^{re} guerre civile yéménite
- 2004 : Assassinat d'Hussein al-Houthi (1^{re} guerre de Saada)
- 2004-2010 : Six guerres de Saada
- 2011-2012 : Révolution yéménite – Départ d'Ali Abdallah Saleh
- 2012 : Élection d'Abdrabbo Mansour Hadi
- 2012-2014 : Phase de transition (Conférence du dialogue national)
- 2014 : Échec de la CDN
- Sept. 2014 : Entrée des rebelles houthistes dans Sanaa
- Fin 2014 : Coup d'État des rebelles houthistes
- 2014-2024 : 2^e guerre civile yéménite

Seconde guerre civile yéménite (2014-2024)

- 2014 : Alliance officielle entre Saleh et les houthistes (conquêtes territoriales)
- 2015 : Bataille d'Aden / Entrée en guerre de la coalition saoudo-émiratienne
- 2017 : Rupture de l'alliance entre Saleh et les houthistes (assassinat de Saleh)
- 2018 : Bataille d'Hodeïda (débarquement émirati)
- 2019 : 2^e bataille d'Aden (entre loyalistes et indépendantistes)
- 2021 : Bataille de Marib (entre loyalistes et houthistes)
- 2022 : Trêve entre l'Arabie saoudite et les houthistes
- 2022-2023 : Négociations et processus de paix entre l'Arabie saoudite et les houthistes
- 2023-2024 : Crise en mer Rouge (attaques des houthistes)

BIBLIOGRAPHIE*Ouvrages*

- AYRAULT Matthieu, « Pêche et pêcheurs à Massaoua (Érythrée) », mémoire de recherche sous la direction de Daniel Baland, Université Paris IV Sorbonne, 2001.
- BLUMI Isa, *Destroying Yémen: What Chaos in Arabia Tells Us About the World*, Berkeley, University of California Press, 2018.
- BONNEFOY Laurent, *Le Yémen : de l'Arabie heureuse à la guerre*, Paris, Fayard, 2017.
- BONNEFOY Laurent, *Salafism in Yemen: Transactionalism and Religious Identity*, Londres, C. Hurst & Co, 2011.
- BONNEFOY Laurent, MERMIER Franck et POIRIER Marine (dir.), *Yémen, le tournant révolutionnaire*, Sanaa-Paris, CEFAS-Karthala, 2012.
- BOWERSOCK Glen Warren, *Le trône d'Adoulis : les guerres de la mer Rouge à la veille de l'islam*, Paris, Albin Michel, 2014.
- BRANDT Marieke, *The Tale of a Feud: Domination, Resistance and Agency in Highland Yemen*, Leyde, Brill, 2023.
- BRANDT Marieke, *Tribes and Politics in Yemen: A History of the Houthis Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 2017.
- BREHONY Noel, *Yemen Divided: The Story of a Failed State in South Arabia*, Londres, I.B. Tauris, 2013.
- GARY Romain, *Les trésors de la mer Rouge*, Paris, Gallimard, 1971.
- GUIZIOU François, « Le monde somali : les apparences du chaos aux périphéries de la mondialisation », thèse de doctorat en géographie humaine soutenue le 17 mai 2018 à l'Université de Nantes.
- HEINZE Marie-Christine (dir.), *Yemen and the Search for Stability: Power, Politics and Society After the Arab Spring*, Londres, I.B. Tauris, 2018.
- JUNEAU Thomas, *Le Yémen en guerre*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2023.
- KESSEL Joseph, *Fortune carrée*, Paris, Folio, 2002 (1932).
- LACKNER Helen, *Yemen in Crisis: Autocracy, Neo-Liberalism and the Disintegration of a State*, Londres, Saqi Books, 2017.
- LAURET Alexandre, *La guerre et l'exil : Yémen 2015-2020*, Paris, Les Belles Lettres, 2023.
- LEVEAU Rémy, MERMIER Franck et STEINBACH Udo (dir.), *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 1999.
- MALRAUX André, *La reine de Saba : une aventure géographique*, Paris, Gallimard, 1993.
- MERMIER Franck (dir.), *Yémen. Écrire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018.
- MONFREID Henry (de), *Mer Rouge*, Paris, Grasset, 2002.
- NINI Yehuda, *Le monde sépharade*, t. 1, Paris, Éd. du Seuil, 2006.

- NIZAN Paul, *Aden Arabie*, Paris, La Découverte, 2002 (1931).
- PINAULT G eraldine, « L'or vivant des Somalis : des fronti eres, des troupeaux et des hommes face à la mondialisation des normes », soutenue le 24 janvier 2014 à l'Université Paris 8.
- SCHMIDT Dana Adams, *Yemen; the Unknown War*, Londres, Bodley Head, 1968.

Articles scientifiques

- ABDOUL-ENEIN Youssef, « The Egyptian-Yemen War (1962-67): Egyptian perspectives on Guerrilla Warfare », *Infantry Magazine*, 2004/1.
- AL-DEEN Mayssa Shuja, « Entre Saada et Aden, un gouffre que le temps n'a jamais comblé », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 107-116.
- AL-DEEN Mayssa Shuja, « Le conseil de la transition sudiste. Une nouvelle donne dans le jeu politique yéménite », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018.
- AL-MAQTARI Bushra, « Le Yémen après Saleh. Un tournant dans la guerre », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018.
- AL-MAQTARI Bushra, « Les évolutions du militantisme salafiste   Taez », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 125-142.
- AL-MAQTARI Bushra, « Témoigner pour les victimes de la guerre au Yémen », *Monde commun*, 8 (1), 2023, p. 141-159.
- AL-MUQRI Ali, « Yémen, le pouvoir ou la mort », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 13-28.
- BONNEFOY Laurent, « Varieties of Islamism in Yemen: The Logic of Integration Under Pressure », *Middle East Review of International Affairs* 13 (1), 2009.
- BONNEFOY Laurent, « Violence in Contemporary Yemen: State, Society and Salafis' », *The Muslim World*, 101, 2011, p. 324-346.
- BURGAT François, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'état et rétrécissement du champ politique », *Critique internationale*, 32, 2006, p. 9-21.
- DAZI-HÉNI Fatima, « [La guerre à Gaza et le retour de la question palestinienne : quels impacts sur le rôle de l'Arabie saoudite et sur les accords Abraham ?](#) », Note de recherche 142, IRSEM, 26 mars 2024.
- ISSA Saibou, « L'embuscade sur les routes des abords sud du lac Tchad », *Politique africaine*, 94, 2004, p. 82-104.
- JAMAL Jubran, « Aden, ville ouverte sur la douleur », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018.
- JUBRAN Jamal, « Journal de la tristesse houthiste », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 51-58.

- GUIZIOU François, « Assessing the Effectifs of a War on a Container Terminal: Lessons from Al Hudaydah, Yemen », *Transnav : The International Journal on Maritime Navigation and Safety of Sea Transportation*, 18 (1), mars 2024, p. 195-204.
- OTHMAN Arwa Abduh, « Lectures du printemps féministe au Yémen », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 30.
- OUDOT DE DAINVILLE Alain, « Attaques dans le Bab-el-Mandeb : sale temps pour les détroits ! », *Revue Défense nationale*, 867, 2024, p. 7-14.
- ROITMAN Janet, « La garnison-entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du lac Tchad », *Critique internationale*, 19, 2003, p. 93-115.
- SARORI Habib Abdulrab, « Un pays fantasmé », dans Franck Mermier (dir.), *Yémen.  crire la guerre*, Paris, Classiques Garnier, 2018, p. 171-175.
- TAMRU Bezunesh, « Les crises  thiopiennes contemporaines, quelles implications pour le couloir de la mer Rouge ? », dans Marc Lavergne et David Rigoulet-Roze (dir.), *La mer Rouge : convoitises et rivalités sur un espace stratégique*, Paris, L'Harmattan, 2023.
- THIOLLET Hélène, « Gérer les migrations, gérer les migrants : une perspective historique et transnationale sur les migrations dans les monarchies du Golfe », *Arabian Humanities*, 7/2016.

Articles médiatiques

- « [34,151 Martyrs: Death Toll of Israeli Aggression on Gaza](#) », Al-Masirah, 22 avril 2024.
- AL-DEEN Maysaa Shuja, « Crafting a Police State: Houthis Tighten Grip Amid Red Sea Attacks », Sana'a Center for Strategic Studies, 9 avril 2024.
- AL-DEEN Maysaa Shuja, « [Yémen. Les houthistes, un pouvoir fragile aux racines familiales](#) », *Orient XXI*, 22 août 2022.
- ALMASMARI Hakim, « [Editorial: Thousands Expected to die in 2010 in Fight Against Al-Qaeda](#) », *Yemen Post*, 10 avril 2010 (Archived on 3 March 2011).
- ALMEIDA Manuel, « [Profile: Who are Yemen's Houthis?](#) », *Alarabiya news*, 8 octobre 2014.
- AL-TAMIMI Nabil Abdoullah, « [Les Houthis utilisent un bataillon féminin pour opprimer les femmes yéménites](#) », *Al-Mashareq*, 25 avril 2024.
- ANTOINE Geoffrey, « [Houthis : comment l'Iran a crée un "Hezbollah bis" au Yémen](#) », *Le Journal du Dimanche*, 21 janvier 2024.
- AOUN Alexandre, « [La guerre au Yémen 1962-1970](#) », *Orient XXI*, 14 septembre 2020.
- BONNEFOY Laurent, « [Yémen. Le socialisme dilué dans le séparatisme sudiste](#) », *Orient XXI*, 27 mars 2024.

- BONNEFOY Laurent, « [Yémen. Une paix qui se fait attendre](#) », *Orient XXI*, 21 septembre 2023.
- BRANDT Marieke (propos recueillis par Octave Larmagnac-Martheron), « [Qui sont et que veulent les Houthis du Yémen ?](#) », *Philosophie magazine*, 21 février 2024.
- BURGAT François, « Yémen, la prise de pouvoir houthiste au prisme des intérêts régionaux », *Orient XXI*, 27 janvier 2015.
- « [Child Killed in Explosion of Cluster Bomb Dropped by US-Saudi Aggression in Marib](#) », *Al-Masirah*, 20 avril 2024.
- CONNAN Julie, « [Guerre Israël-Hamas : les rebelles yéménites houthistes s'en mêlent](#) », *La Croix*, 20 novembre 2023.
- « [Death of a Leader: Where Next for Yemen's GPC After Murder of Saleh?](#) », *Middle East Eye*, 23 janvier 2018.
- DESCAMPS Adeline, « [Mer Rouge : les choix équivoques de la CMA CGM](#) », *Le Journal de la marine marchande*, 22 janvier 2024.
- DESCAMPS Adeline, « [Rubymar : place aux polémiques et aux inquiétudes face à la pollution](#) », *Le Journal de la marine marchande*, 6 mars 2024.
- DUPONT Kevin, « [La face sombre de "The Line", la ville saoudienne de 170 km en construction](#) », *Moustique*, 22 octobre 2022.
- DUVAL Charles, « [Houthis : la rébellion qui défie l'Occident](#) », *Paris Match*, 19 janvier 2024.
- « [En Arabie saoudite, une série d'attaques par des Houthis provoque un important incendie](#) », *France 24*, 25 mars 2022.
- ENCLÔT Marjorie, « [Attaques en mer Rouge : l'armateur Maersk gagne près de 20 % en Bourse en trois séances](#) », *Les Échos*, 18 décembre 2023.
- FEERTCHAK Alexis, « ["Premier combat spatial" : Israël aurait intercepté un missile yéménite au-delà de l'atmosphère terrestre](#) », *Le Figaro*, 7 novembre 2023.
- « [Frappes au Yémen : des centaines de manifestants à Sanaa](#) », *La Croix*, 12 janvier 2024.
- GROIZELEAU Vincent, « [Mer Rouge : retour sur le déploiement de la frégate Languedoc](#) », *Mer et Marine*, 2 avril 2024.
- HAMMADI Anissa, « [Houthis du Yémen : de la guérilla aux attaques en mer Rouge, l'irrésistible ascension d'une influente famille](#) », *Le Parisien*, 19 janvier 2024.
- HIDALGO Clara, « ["Timhouthi Chalamet", l'influenceur yéménite "avide de martyr" et défenseur d'une "Palestine libre"](#) », *Le Figaro*, 18 janvier 2024.
- « [Histoire. Juifs du Yémen exfiltrés en secret](#) », *Libération*, 2 novembre 2009.
- HOCHET-BODIN Noé, « [Au large de la Somalie, le retour de la piraterie](#) », *Le Monde*, 20 mars 2024.

- « [Israël boucle ses opérations d'exfiltration des Juifs du Yémen](#) », *Le Parisien*, 21 mars 2016.
- JARALLAH Yahya, « [Le peuple du Yémen est unique en ce qu'il commémore la Journée internationale d'Al-Qods et affirme son adhésion aux questions les plus importantes et les plus sacrées de la Nation](#) », Agence de presse yéménite, 5 avril 2024.
- JUNEAU Thomas, « [Negotiating Saudi Arabia's Defeat and The Houthi Victory in Yemen](#) », *War on the Rocks*, 15 mai 2023.
- KEBBI Julie, « [Les Houthis mettent toutes leurs forces dans la bataille de Ma'rib](#) », *L'Orient-le Jour*, 25 février 2021.
- « [L'incroyable fortune qu'a accumulée l'ancien président du Yémen](#) », *Challenges*, 25 février 2015.
- LACKNER Helen, « [Au Yémen, la fin de la guerre paraît enfin en vue](#) », *Orient XXI*, 22 avril 2022.
- LACKNER Helen, « [Les Houthis du Yémen sous les feux de la rampe](#) », *Orient XXI*, 10 janvier 2024.
- LACKNER Helen, « [Yémen. Les dangers d'un accord entre l'Arabie saoudite et les houthis](#) », *Orient XXI*, 1^{er} février 2023.
- LAVRILLEUX Ariane, « [Armement. Guerre au Yémen "made in France"](#) », *Orient XXI*, 29 septembre 2022.
- « [Les 13 Juifs yéménites ont gagné Le Caire ; plus que six Juifs au Yémen](#) », *The Times of Israël*, 30 mars 2021.
- « [Les mercenaires soudanais impliqués dans le conflit au Yémen se retirent d'Aden](#) », *RFI*, 23 mars 2021.
- MARIN Cécile, « [Les Houthis défient Washington](#) », *Le Monde diplomatique*, 1^{er} mars 2024.
- « [Mer Rouge : les Houthis sont impliqués dans la destruction de câbles sous-marins, selon Washington](#) », *La Tribune*, 7 mars 2024.
- « [Mer Rouge : la marine française détruit deux drones provenant du Yémen](#) », *Le Figaro*, 20 février 2024.
- MÜLLER Quentin, « [Entretien avec un cadre Houthis : "Nous n'engageons aucune action hostile contre la France"](#) », *Marianne*, 18 janvier 2024.
- MÜLLER Quentin, « ["Ils sont pires qu'Al-Qaïda" : au Yémen, les Houthis, menace d'un nouvel État voyou islamiste](#) », *Marianne*, 19 décembre 2024.
- MÜLLER Quentin, « [Un million de dollars pour le détroit de Bab el Mandab : ce si juteux péage houthi](#) », *Marianne*, 20 mai 2024.
- MÜLLER Quentin, « [Yémen. "Sans les tribus, Marib serait déjà tombée"](#) », *Orient XXI*, 22 octobre 2021.
- « [Only one Jew remains in Yemen, U.N. says](#) », *Jewish Insider*, 14 mars 2022.

- NOUDÉ Francis, « ["The Line" : douche froide pour l'Arabie saoudite qui court après... la Chine](#) », *La Nouvelle Tribune*, 21 avril 2024.
- MOMMESSIN Christophe, « Mer Rouge et liberté de navigation », *Revue Défense nationale*, 867, 2024, p. 15-21.
- SATAM Parth, « [\\$2 Million Missile To Shoot Down \\$2,000 Drone! Houthis 'Asymmetric War Has UK, US Navies in a Bind](#) » *The EurAsian Times*, 19 janvier 2024.
- SVETLOVA Isenia, « [Le pouvoir derrière le pouvoir : comment le Qatar a aidé les Houthis à menacer Israël](#) », *The Times of Israël*, 30 décembre 2023.
- « [Tensions en mer Rouge : les Houthis garantissent "un passage sécurisé" aux bateaux russes et chinois](#) », *La Tribune*, 19 janvier 2024.
- « [US and UK strike Houthi Targets in Yemen: Reactions from Sana'a Center Experts](#) », Sana'a Center For Strategic Studies, 12 janvier 2024.
- YAZBECK Natacha, « [Rien ne va plus entre les Houthis et Saleh](#) », *L'Orient-le Jour*, 23 août 2017.
- « [Yémen : les rebelles houthis rayés de la liste noire américaine](#) », France 24, 12 février 2021.
- « [Yemenis intercept "Iranian ship"](#) », BBC, 27 octobre 2009.
- ZERROUKY Madjid, « [Exécution publique de neuf personnes au Yémen](#) », *Le Monde*, 23 septembre 2021.

Rapports

- al-Iryani Abdulghani, « [With Enemies Like These, Who Needs Friends?](#) », Sana'a Center For Strategic Studies, 15 octobre 2020.
- « Condamnation à mort et exécutions », Amnesty International, 2021.
- « [Yémen. Les forces houthies recrutent des enfants soldats pour combattre en première ligne](#) », Amnesty International, 28 février 2017.
- « [Yémen. Les Houthis doivent cesser les exécutions et les persécutions anti-LGBTI](#) », Amnesty International, 9 février 2024.
- « [Peine de mort : Yémen](#) », La peine de mort dans le monde.
- « [Zainabyat : un réseau de femmes Houthis spécialiste dans les enlèvements des femmes yéménites](#) », MENA Research & Study Center, 27 mai 2020.

Émission de radio

- BONNEFOY Laurent, « Yémen : les Houthis, alliés intéressés », Culture Monde, France Culture, 25 avril 2024.

LES HOUTHISTES ET LA MER ROUGE

Dr Alexandre Lauret

À l'automne 2023, les rebelles houthistes du Yémen surprennent le monde entier en attaquant le sud d'Israël puis, quelques jours plus tard, des navires marchands d'armateurs occidentaux affiliés à l'État hébreu en mer Rouge. Si ces frappes sont aussitôt revendiquées comme un soutien armé à la cause palestinienne, elles servent surtout l'agenda politique national des rebelles dans la guerre qu'ils mènent depuis dix ans au Yémen. En septembre 2014, ces « vaincus de l'histoire » prennent la capitale, Sanaa, avant de marcher vers le sud du pays. Dès le printemps 2015, date de l'intervention de la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, la guerre civile se transforme en guerre contre l'« envahisseur », selon la rhétorique houthiste. Une décennie et près de 400 000 morts plus tard, la guerre contre l'envahisseur devient un conflit régional, voire mondial, et la mer Rouge, le théâtre de la lutte souveraine des houthistes contre « l'alliance américano-sioniste ».

Cette étude est construite à partir de données empiriques collectées auprès de réfugiés yéménites en exil à Djibouti ou de retour au pays malgré la poursuite des combats. Elle analyse le rôle et la place de la mer Rouge dans les stratégies, les discours et les revendications politiques des houthistes ainsi que dans leurs combats menés depuis plus de trente ans pour conquérir et conserver un accès maritime.

ÉTUDE – n° 118